Supplément Radio-Télévision



QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE

DIMANCHE 22 - LUNDI 23 JUILLET 1990

- FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Le «non» de M. Rocard aux Japonais

((DIRE « non » représents sement de la compréhension mutuelle ». Cette petite phrase n'est pas extraite des interventions de M. Michel Rocard devant la presse ou le petronet japonais. Mais elle aurait pu. En réalité, on la doit à M. Akio Morita, le président de Sony, coauteur avec le député Shintard Ishihara d'un livre qui a fait grand bruit I'an demier : « The

Dans cet ouvrage, le vieil industriel couronné des plus beaux succès technologiques et commerciaux appelait ses compatriotes à emprunter à l'Occident « l'habitude de dire non quand on a una position clairsment négative ».

E premier ministre français La été cette semaine un perfait représentant de cet Occi-- dent-ia. Que la diplomatie y trouve son compte ou non, il n'est pas allé dire aux Japonais · --- « peut-être » ou « nous verrors » quand il s'agissait de dire a non s. La Japon; dont chacun admire la réussite et le mérite. n'a pas réussi à convaincre ses partenaires de sa bonne foi. we Comment s'en étonner au moment où, avec le rachat de l'anglais ICL par Fujitsu. Il prend pied de façon spectionaire de l'informatique etropierne

On a désormals un quart de siècle de recul pour juger objecti-vement la stratégie industrielle aponaise. Au début, elle ne visait que quelques secteurs. Beaucoup d'efficacité, un peu de dumping [vente à perte); les concurrents ne faisaient pas long feu. Puis le champ d'action s'est étendu. Les leçons sont claires : un secteur attaqué par les Japonais est, pour les industriels locaux, un secteur mort. C'est le cas pour le matériel photographique, l'audiovisuel, les composants électroniques, les instruments de musique et peut-être - demain - l'automobile...

EN contrepartie, le Japon a Laugmenté ses importations dans daux domaines : les matières premières - dont il a besoin - et les sous-produits tabriqués par les filiales de ses entreprises à l'étranger. Comme l'explique un expert britannique. M. Fred Burton, professeur å l'université de Manchester, le Japon contrôle désormais non seulement ses exportations, mais aussi ses importations.

M. Rocard a dit sans fard à ses interfocuteurs qu'il considérait l'électronique et l'automobile comme faisant partie des « intérêts vitaux » qu'il doit défendre. Quel risque prend-li ainsi ? Va-t-il priver les consommateurs européens de produits moins chers et meilleurs? Il faudrait en parier aux consommateurs japonais, qui supportent les prix les plus élevés du monde. Va-t-il écarter de France les investisseurs nippons? Sans attirer comme la Grande-Bretagne 40 % des capitaux japonais en Europe, la France en a reçu une part non négligeable. Va-t-il renoncer à de nécessaires apports technologiques? Les Japonais no partagent jamais une technologie valable.

En exigeant de négocier une ouverture réciproque des mar-chés, la France laisse au Japon la charge de la prauva. On ne voit pas ce qu'elle a à y perdre. Comme toute l'Europe, elle a beaucoup à y gagner.

Lire page 13 l'article de JEAN-LOUIS ANDRÉANI



La guerre civile au Libéria

Offensive des rebelles dans Monrovia

Placés sous l'égide de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), les pourparlers pour mettre fin à la guerre civile ont échoué, vendredi 20 juillet à Freetown en Sierra-Leone. Les rebelles du Front national patriotique du Libéria (NPFL) ont lancé de nouvelles attaques contre des positions gouvernementales et se seraient notamment rendus maîtres des quartiers nord de Monrovia ainsi que du port.

Monrovia autour de la résidence de M. Doe, selon l'agence Reuter. Les magasins et les bureaux du centre sont fermés. Les soldats en faction tirent en l'air pour faire fuir les civils qui se risquent dans les rues. Un couvre-fen de fait est en vigueur dans le secteur contrôlé par l'armée, empêchant quiconque de se rendre à l'aéroport pour quitter

Des centaines de personnes se sont massées devant l'ambassade

Ce qui reste de l'armée régulière des Etats-Unis dans l'espoir d'y serait retranché dans le centre de trouver refuge. Des dizaines d'autres sont entrées dans un bâtiment des «marines» américains pour demander de la nourriture et un abri. De source diplomatique, on déclare que le président Doe est entouré par des gardes du corps de son ethnie, des Krahns, qui sont décidés à l'empêcher de quitter Monrovia sans eux.

Confrontée à une grave crise économique et financière

L'Algérie va demander nouveaux crédits à la France

M. Ghazi Hidouci, ministre algérien de l'éco- bourser durant les deux prochaines années la plus nomie, doit rencontrer à Paris, le mardi 24 juillet, grande part des crédits qui lui ont été antérieure-M. Pierre Bérégovoy, ministre français de l'écono-ment consentis, l'Algérie e dû s'engager dans un mie. Cette rencontre précède les négociations qui très strict programme d'économies. De nomvont s'ouvrir entre les deux pays pour l'obtention breuses dépenses ont été réduites et le règlede nouveaux crédits dont Alger a un urgent ment des créances à plusieurs sociétés françaises besoin. Lourdement endettée, obligée de rem- a été reporté bien au-delà des délais normaux.

de notre correspondant

Depuis le 15 juillet, les journaux français ou étrangers édités à Paris ne sont plus distribués en Algérie. Depuis plusieurs mois, les NMPP (Nouvelles Messageries de la presse parisienne), l'organisme diffuseur français, présentaient sans succès aux autorités algériennes une «ardoise» de quelque 45 mil-Lire page 3 le reportage de ardoise » de quelque 45 mil-de aotre envoyé spécial lions de francs, le montant des ROBERT MINANGOY journaux impayés. Il y a quelques semaines, en guise d'avertisse-ment, les NMPP avaient réduit leurs quotas, menaçant de couper totalement le robinet si la dette n'était pas épongée le 15 juillet. C'est ce qui vient de se produire au grand dam des lecteurs locaux traditionnellement très attachés à la presse parisienne.

L'affaire est significative des difficultés financières que connaît actuellement l'Algérie. Si, pour les entreprises de presse. 45 millions de francs représentent une jolie somme, pour un

Etat tel que l'Algérie, il s'agit d'une dette mineure. Alger, aux prises avec des difficultés de trésorerie sans précédent, semble pourtant dans l'impossibilité de l'acquitter rapidement, même si les observateurs économiques estiment que le pays qui dispose encore d'un bon crédit auprès de la communauté financière internationale a plus péché par désorganisation que par pauvreté.

> **GEORGES MARION** Lire la suite page 3

Le réveil des Indiens du Canada

Les « guerriers » mohawks qui s'opposent à l'agrandissement d'un golf ont reçu le soutien de tous leurs frères

Impuissant à régler le conflit avec les Indiens mohawks, qui s'opposent à l'agrandissement d'un golf, au village d'Oka, près de Montréal, sur des terrains boisés qu'ils revendiquent, le gouvernement québécois a demandé le 19 juillet l'aide d'Ottawa. Après la mort d'un Indien tué par un policier, l'affaire prend

une dimension nationale.

MONTRÉAL de notre correspondente

Combien sont-ils exactement, sous les pins plantés par leurs ancêtres, ces « guerriers» mohawks du vingtième siècle finissant, qui ne se présentent - de loin - devant les caméras que masqués, en tenue de combat, Kalashnikov au poing?

Ont-ils, comme on le prétend, creusé des refuges souterrains, bâti des casemates et miné le golf dont le maire d'Oka voulait doubler le nombre de trous? Leurs frères de

Khanawake, au sud de Montréal, sont-ils prêts à faire sauter le pout jouxtant leur réserve qu'ils bloquent depuis plus d'une semaine, en signe de solidarité et au grand dam de milliers de banlicusards obligés de faire de longs détours pour gagner la métropole? Ces Blancs excédés, qui pendent et brûlent chaque soir des effigies de « sauvages », sont-ils sur le point de recourir, eux aussi, à des actes ter-

roristes?

MARTINE JACOT

Les grèves d'Air Inter ET MAINTENANT, ROUS ALLONS TIRER LE NUMÉRO DU PROCHAIN FANCHO Lire nos informations page 16

La fuite des « cerveaux » de la haute fonction publique s'accentue

le domaine du paradoxe? Alors que, depuis quelque temps, il n'est question que de « pantou-flage » et autres « fuites des cervegux » administratifs vers le secteur privé, l'ouverture d'un troisième concours d'entrée à l'École nationale d'administration a suscité, sinon une levée en masse de vocations nouvelles, du moins un réel intérêt et une grande curiosité.

Sur les quelque mille huit cents dossiers d'inscription retirés par d'éventuels candidats, la motivation n'est surement pas faite de la scule curiosité. On mesurera au nombre définitif des dossiers effectivement déposés - pour le moment trois cent cinquante l'intérêt de cette ouverture supplémentaire vers la haute fonction publique. Les candidats sont d'origines très diverses, et si ceux qui viennent des « médias » ne sont pas rares, ceux appartenant au commerce et à l'industrie sont les plus nombreux.

Il s'agit en tout état de cause de la création d'un chenal à contrecourant puisqu'il va permettre à des personnes ayant exercé pendant huit ans une activité professionnelle hors de l'administration d'entrer dans celle-ci. C'était jusqu'alors, à de rares exceptions près, le mouvement inverse qui

La fonction publique serait-elle était observé. Un mouvement qui s'est même très largement amplifié depuis quelques années.

> Ce courant, enregistré par les observateurs de la fonction publique et par la presse (le Monde du 11 octobre 1989), avait été analysé, dans nos colonnes, par le directeur de l'Ecole nationale d'administration, M. René Lenoir (le Monde du 8 juin 1990). C'est même en grande partie autour du problème des transferts entre le secteur public et l'entreprise privée que s'était déroulée la campagne électorale pour la réélection du bureau de l'association des anciens élèves de l'ENA, l'année dernière.

Cette association a d'ailleurs consacré à ce sujet le numéro de mai 1990 de sa revue. Il y est notamment établi que, sur les quatre mille quatre cents anciens élèves de l'ENA, sept cent trente-sept (soit 16,7 %) ont quitté l'ad-ministration. Sur ce total de transfuges, 56,4 % proviennent de divers ministères, mais le contingent le plus important est fourni par l'inspection des finances (18,8 %), par le ministère des finances (14,6 %), par la Cour des comptes (8,3 %) et par le Conseil d'Etat (6,1 %).

ANDRÉ PASSERON

Mort de Serguei Paradianov Un cinéaste soviétique

de génie « Irangate » : nouveau procès

Le lieutenant-colonel Oliver North sera rejugé page 16 Budget militaire

Vers une amputation, en 1991, de 5.6 milliards de francs par rapport à la loi de programmation pour les équipements

Les victimes d'Auschwitz

Les statistiques de la «solution finale»: « Le crime et l'Histoire », par François Bédarida

page 7

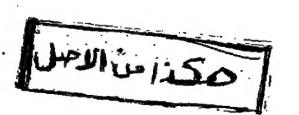
page 2

L'Ordre des médecins

en question. Le statut des grands vieillards. Après le concert de Jean-Michel Jame

Festival d'Avignon Toujours cles Chais

page 9



15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15 . ADMINISTRATION : 1. PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Edité par la SARL le Monde Durée de la société ; cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social: 620 000 F

Principanx associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde ». . Société anonyme des lecteurs du Monde. Le Monde-Entreprises. Association Beuve-Méry ».



Andre Fontaine, president Françoise Huguet, directeur général Philippe Dupurs, directeur commercia directeur du développement , rue de Monttessuy, 75007 PARIS

Fel. : (1)45-55-91-82 on 45-55-91-71 Teles MONDPUB 206 136 F Telefas 45-55-04-70 - Somere filtale du journai le Monde et Regie Presse SA

du - Monde - re OD Reproduction interdite de tout article, sunf accard avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN: 0395-2037

Renseignements eur les microfilma e index du Monde au (1) 42-22-20-20

LE MONDE TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS PLACE HUBERT-BEUVE-SEINE CEDEX.

Tél.: (1) 49-60-32-90							
Tarif	FRANCE	SUESSE BELGIQUE LUXEMB.	AUTRES PAYS rose portuale y compris CEE avios				
3 mois	400 F	572 F	790 F				
6 mois	,780 F	1 123 F	1 560 F				
1 10	1 400 F	2 086 F	2 960 F				

ÉTRANGER: par voie acrienne tarif sur demande.

Pour vous abonner RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre réglement

à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL 36-15 LEMONDE code d'accès ABO SERVICE A DOMICILE: Pour tous renseignements: Tél.: (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou semaines avant leur départ, en indi-quant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DUR 3 mois	EE CHO 6 wais	ISIE 1 an
Nom: Prénom: _ Adresse: _		
Code posta	ıl :	

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous le noms propres en capitales d'imprimerie PP Part PP : one MCNI or

Localité : .

Edité par la SARL le Monde Girant : André Fontaine, directeur de la publication Anciens directeurs *
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jecques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) Directeur de la rédaction : Daniel Vernet Administrateurs déléqués : Rédacteurs on chaf : Bruno Frappat. Jacques Amalric. Jean-Maria Colomba

Robert Sola

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15 Tél.: (1) 40-65-25-25 Télécopieur: (1) 40-65-25-99 ADMINISTRATION: 1. PLACE HUBERT-BEUVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tel: (1) 40-65-25-25 Telecopieur (1) 49-60-30-10 Teler 261311 F MONDSIR

Vieillesse

La camisole gériatrique

par Robert Chamballon

UAND on visite un service de long séjour, il est fré-quent d'observer des personnes agées attachées à leur fauteuil, à l'aide d'un drap qui tient lieu de ceinture. Et il n'est pas rare d'entendre des paroles plaintives comme: « Détachez-moi, monsieur, venez me détacher.» Quand des raisons médicales avé-

rées ne le justifient pas (fractures non consolidées par exemple) l'immobilisation forcée d'une personne agée nous semble une pratique archaïque, dangereuse et inhumaine. Il s'agit d'une population fragilisée sur le plan mental, et dont l'angoisse, notamment l'angoisse de la mort, est réactivée en institution. A la lettre, c'est à devenir sou, quand la conscience est submergée par toutes sortes de fantasmes, sans possibilité de fuite, même imaginaire. On pourrait citer le cas d'une personne agée de structure phobique dont l'agressivité devenait de plus en plus difficilement maîtrisable, voire incontrôlable, et qui aurait pu être victime de troubles psychopathologiques permanents et sévères si on l'avait maintenue attachée.

A l'heure ou fleurissent les textes sur les droits de l'enfant, les droits de la femme, les droits du malade à l'hôpital, etc., il paraît anachronique que des personnes âgées, même dépendantes psychiquement, soient tenues à l'écart de ce mouvement de l'histoire. Si l'on consulte la Charte des droits et libertés de la personne agée dépendante (1987), on constate que certains de ces articles sont resbrochure ministérielle. Ainsi, après la camisole de force des années révolues de l'ordre psychiatrique, créditées, un peu comme les parents après la camisole chimique qui lui a d'élèves ont longtemps été laissés à

succédé, le temps serait venu de la camisole-ceinture de l'ordre gériatrique. Certes, on pourra objecter avec raison l'insuffisance du personnel soignant, qui rend difficile toute surveillance, ou plutôt toute assistance de la personne âgée. Le rapport réel n'est souvent que de deux soignants pour trente-six pensionnaires, et le nombre d'attachés au fauteuil, notamment pendant les week-ends, est inversement proportionnel au nombre de soignants présents dans

Mais la défaillance des pouvoirs publics peut-elle justifier cette contention imposée aux personnes âgées, si nocive pour leur équilibre psychologique déjà précaire et si attentatoire à leur dignité? Lorsqu'un vicillard, après avoir déam-bulé dans le couloir, ne retrouve plus sa chambre, on peut comprendre que c'est aussi bien en raison de la perte de ses repères dans l'espace que de l'architecture carcérale de 'institution, les portes toutes sembiables s'ouvrant le long d'un couloir. Cette personne, doit-elle être «punie», en l'immobilisant dans un fauteuil, sous prétexte qu'« on n'est pas assez nombreux pour la surveil-

L'affectivité et la parole

L'article III de la Charte des per-sonnes àgées affirme : « Dans les ins-titutions, la coopération des familles (et celle du voisinage) à la qualité de la vie dans l'établissement doit être familles ont toujours semblé hors jeu dans les institutions, voire dis-

la lisière de l'école par les syndicats d'enseignants, qui ne paraissaient vouloir accueillir que des enfants orphelins. Pourtant, les revendications conjointes des personnels et des familles seraient de nature à améliorer le fonctionnement des éta-

On peut s'étonner que les charges financières incombant à la personne hébergée ou à sa famille (entre 8 000 et 9 000 francs par mois) ne don-nent pas droit à la parole. Encore heureux qu'elles laissent le droit à

l'indignation! Mais ce dont a surtout besoin une personne agée dépendante, c'est moins d'un établissement lavé plus blanc, aseptisé, technicisé, qu'un échange, une communication, un tivité que de l'affectivité ». On sait maintenant parler au fœtus dans le ventre de sa mère. Pourquoi n'apprendrait-on pas à parier à la personne âgée dans le ventre de l'institution? Qui peut dire le destin d'une parole dans un cerveau, même

Mais trop souvent on attend de la personne agée admise dans un service de long séjour qu'elle soit bien lisse, soumise, passive, se réfugiant souvent dans le repli narcissique et social du sommeil, conforme aux normes françaises de la gérontologie. Pourtant celles qui dérangent doivent aussi être entendues : leur protestation ont valeur sociale. Elles sont peut-être le signe superbement subversif d'un reliquat de santé.

Robert Chamballon est vice-président de l'association Vivre à l'hôpital, et psychologue diplômé en gérontologie sociale.

Jeunesse

Moutons en concert

A longue avenue est occu-pée une bonne heure avant le spectacle. Des jeunes surtout; l'âge moyen semble avoisiner les vingt ans. Des fetards tranquilles, assis en rang à même le macadam comme dans des fauteuils numé-

Sur les contre-allées de l'immense avenue, la gendarmerie coupe, quadrille selon un schema mysterieux et apparemment sagace. Pour se faufiler de la porte Maillot au pont de Neuilly, le journaliste doit mon-trer parte blanche à une demidouzaine de barrières. Le déploiement policier - et sani-taire aussi (Croix-Rouge, Protection civile...) – est bon-homme, agacé, comminatoire, distrait, débordé, selon l'endroit

En somme, un encadrement admirable, mais moins admirable encore que la monumentale opération de nettoyage qui va transformer par la suite une rivière de détritus (cette jeunesse est-elle aussi écolo qu'on le dit ?) en avenue propre en

Une foule immense donc, sagement, doucement à l'écoute, à l'affût sans doute. Et qui applaudit doucement, résolument à chaque coupure dans un fade programme sonore qui ressemble tout à fait aux bruits longuement répandus par ces mêmes haut-parieurs les deux une soirée en play-back?

Cette musique est sans intérêt, mis à part quelques

par Robert J. Donahue phrases quasi arabes et la viva-cité banalement réjoule d'une

lambada en nassant.

Le spectacle, lui, est enfantin : une floppée de dessins informa-tiquement cunéiformes qui grimpent ou se tortillent ou dégringoient maladroitement sur de légers écrans tendus le long des façades hautes de la Défense. Ces effets visuels valent un quart d'heure d'attention, grace surtout à feur accompagnement aérien de rayons colorés et de seux d'artissee.

Mais voici que le spectacle dure près de deux heures. La belle foule applaudit. De temps en temps, une voix plate invoque la résistance chinoise ou le commandant Cousteau, Sur les tours, une illustration saccadée colle vaguement à ces prudents propos. Des centaines de milliers de mains applaudissent encore. Restera à braver des bouchons monstres dans l'Ouest parisien. Tout cela fait lete, grande fête même.

C'est une fête troublante pour qui attendait un spectacle et ane musique inspirés. La vente de T-shirts et de casquettes Jean-Michel Jarre est pent-être réussie. Que faut-il craindre d'une jennesse qui applaudit pour si peu, avant de se disperser au trot vers des bouches de métro fermées?

En somme, cette soirée Jarre a été idiote, et elle fait peur - une soirée tiède, délicieuse, pour un moutonnement gigantesque et bravement sinistre.

➤ Robert J. Donahue est journaliste à l'International Herald Tribune.

Médecins

Ordre: on prend les mêmes...

par le professeur Michel Debout

OUS voici revenus presque vingt ans en arrière, mais est-ce bien surprenant? Les mêmes acteurs sont en place, le scénario n'a pas changé, c'est bien la même pièce que l'on rejoue, et pourquoi donc s'étonner de son dénouement (provisoire ?), à savoir la sanction prise à l'encon-tre du professeur Schwartzenberg.

Dans les années 70, il était déjà question de vie... celle à venir. Aujourd'hui il est toujours question de vie... celle qui se termine. Les uns parlaient déjà de vie biolo-gique (l'Ordre), les autres de dignité humaine (en l'occurrence celle des femmes qui avaient recours à l'avortement, car on ne parlait pas encore d'IVG). L'his-toire avait tranché, l'IVG a été autorisée au grand dam de l'Ordre.

Il était logique qu'en prolongement du large mouvement d'opi-nion qui devait aboutir au vote de la loi Veil le 17 janvier 1975, bien des voix se soient élevées alors pour réclamer la dissolution de l'Ordre, et parmi elles les plus prestigicuses, et pas seulement médicales...

Déjà les praticiens qui s'étaient

contre l'Ordre, s'étaient vu poursuivre par ce dernier pour manquement à l'« honneur de leur profes-sion » (je fus de ceux-là). Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que ce soit en vertu du même principe que le professeur Schwartzenberg à été très lourdement condamné.

Manquement à l'honneur pour cause de publicité sur un sujet particulièrement sensible : l'euthanasie (qui nécessite de nous tous sérénité, sens des responsabilités, et respect de la dignité humaine). Mais la question de l'euthanasie n'est pas la question essentielle de ce débat, car les positions du professeur Schwartzenberg ne sont pas nouvelles (voir son livre Changer la mort), ce qui est nouveau, c'est que l'Ordre le condamne.

Institution en question

Il ne sert donc à rien de séparer les médecins représentant les ins-tances ordinales (départementales, régionales et nationale) entre « libéraux », voire « progres-sistes », et « réactionnaires ». Il ne s'agit pas d'une question d'hommes, mais bien d'une ques-

tableaux, soit qu'il ait vu là une

manière de placement, soit qu'au spec-

tion d'institution. La qualité d'un président - et celle du docteur René n'est pas discutable – n'a jamais suffi à transformer une structure désuète, d'essence corpo-ratiste, en un lieu de démocratie et

Le docteur René a raison de rappeler que toutes les décisions prises par l'Ordre relèvent de l'état de droit, même si on peut considérer qu'à l'intérieur de cet état de droit l'Ordre fait figure d'exception. C'est donc bien au législateur que la question est posée.

Peut-on accepter le fonctionne-ment disciplinaire actuel de l'Ordre avec son huis clos, peut-on accepter sans plus de précisions qu'un médecin puisse être condamné pour « manquement à l'honneur de sa profession » sans qu'à aucun moment il ne puisse se désendre publiquement et que de la première instance à l'instance d'appel, il ne trouve face à lui que des « juges-médecins » ? L'Ordre des avocats, qui est souvent cité en comparaison avec l'Ordre des médecins, ne fonctionne pas, on le sait, selon les mêmes principes.

Peut on enfin confier la question très actuelle de l'éthique, ou morale médicale, aux seuls méde-cins? Ie me contenterai de dire à l'instar de Clemenceau lorsqu'il traitait des relations entre la guerre et les militaires que ces choses-là sout trop sérieuses pour qu'elles ne soient traitées que par les seuls

En somme, il s'agit bien d'une institution inadaptée et désuète - la sanction prise à l'encontre des médecins de SOS en est un autre exemple récent - mais qui en plus porte en elle tous les germes d'un retour à l'ordre morai.

Certes, la profession médicale connaît d'autres difficultés plus importantes et décisives, et c'est bien pour cels qu'elle a besoin de regarder devant elle et non d'être constamment nostalgique d'un passe révolu. C'est pourquoi il est urgent de transformer en profondeur l'organisation actuelle de la profession médicale. Le législateur doit se suisir de ce dossier. Je souhaite qu'il aboutisse rapidement après une large concertation avec tous ceux qui sont concernés, professionnels et non-professionnels.

Le professeur Michel Debout est secrétaire national du PS chargé des entreprises et des problèmes de société.



TRAIT LIBRE

AU COURRIER DU Monde

Le Musée d'Ajaccio

Je voudrais faire quelques remarques au sujet de l'article intitulé « Le fantôme d'une collection », paru dans le Monde du mercredi 11 juillet, sous la signature d'Emmanuel de Roux. En conclusion de cet intéressant article consacré au Musée Fesch d'Ajaccio, où se trouve une collection de tableaux ayant appartenu au cardinal du même nom, oncle de Napoléon, l'auteur qualifie Fesch de « curieux prince de l'Eglise, véritable amateur d'art et authentique voleur »... Ces qualificatifs demandent, à mon avis, quelques nuances, surrout si l'on s'appuie sur les travaux de deux spécialistes de l'histoire religieuse de cette époque, André Latreille, Napoléon et le Saint-Siège (1801-1808), l'ambas-sade du cardinal Fesch à Rome (thèse, 1935), et Jean Lefton, Monsieur Emery, l'Eglise concordataire et impé-riale (1946), travaux déjà anciens mais qui font encore autorité chez les

1º « Curieux prince de l'Eglise » : il est évident que la carrière ecclésiasti-

que de Fesch a été curieuse, puisque, avant de devenir en 1802, à l'âge de trente-huit ans, archevêque de Lyon et en 1803 cardinal et ambassadeur de Napoléon auprès du pape, il avait été dès 1791 prêtre jureur et vicaire général de l'évêque constitutionnel de la Corse et qu'il avait abandonné tout la Corse et qu'il avait abandonné tout ministère et costume religieux, ne célébrant plus la messe et ne récitant plus le bréviaire pendant plus de neuf années, depuis juin 1793 (départ de Corse de la famille Bonaparte, chassée par les Paolistes) et jusqu'en juillet 1802 (nomination à l'archevêché de Lyon); et c'est pendant cette période qu'il participe à l'armée d'Italie, aux côtés de son neveu, à des opérations côtés de son neveu, à des opérations peu honnêtes de fournitures de vivres et de confiscations de biens qui lui permettent d'acquérir argent et

Mais Latreille aussi bien que Leflon a montré comment Fesch a été réconcilité avec l'Eglise par M. Emery, le supérieur de Saint-Sulpice, dans des conditions certes discrètes, mais par-faitement valides et sincères. Et il faut souligner combien Fesch prend son

tâche: de Rome, où le retienment ses fonctions diplomatiques, il s'occupe constamment des affaires de son diocèse (qui comprenait alors les trois départements du Rhône, de la Loire et de l'Ain), et il a eu une action vraiment personnelle dans la reprise du culte catholique dans la région qu'il

Il n'est pas de meilleur témoignage sur l'exemplarité de la vie de Fesch après sa « conversion » que cette lettre d'Emery à l'un de ses amis, Bausset, le futur évêque de Vannes en septembre 1806 : « Le cardinal en septemore 1800: « Le carandi Fesch gagne beaucoup à être connu. il a vraiment l'esprit exclésiastique, et je regarde comme un grand bonheur pour l'Eglise de France que l'empereur ayant un oncle dans le clergé, cet oncle se trouve rempli de zèle pour la reli-gion et pour l'Eglise. »

2. « Vëritable amateur d'art et authentique voleur » : allusion aux acquisitions faites en Italie dans des conditions évidenment douteuses déjà évoquées plus hant. Mais là encore, schon Latreille (thèse, pp. 70-72), qui confirme le commennouveau rôle très au sérieux et se cement par Fesch, lors de son séjour donne pleinement à sa nouvelle aux armées, d'« une collection de

tacle de l'immense marché ouvert sous ses yeux, il ait conçit un goût de nouvel enrichi pour les objets d'art », il faut apporter des nuances : en effet, les livres de comptes de Fesch, qui se trouvent aux archives de l'archeveché de Lyon (papiers Fesch) et qui ont été étudiés par Latreille, permettent de se rendre compte des acquisitions du futur cardinal et établissent que c'est seulement un petit noyau de la coilection qui provient du séjour en Italie, « la véritable période d'enrichissement [de cette galerie] se place en l'an LR et en l'an X et résulte d'achais plus réguliers ».

C'est donc en 1800-1801 que Fesch a constitué l'essentiel de sa collection de tableaux, ces derniers provenant sans doute de la vente de biens nationaux. Mais à ce propos, faut-il considérer tous les acheteurs de biens nationaix comme des « voleurs » ?

PIERRE SOUMILLE,

Li Moner

k i demande

Gean cred

The same of the same

To 1 28 . 20

St. 18

Archery ...

in amoregia of the

-

No . to "sales and

· 特别的 。

State was .

Marketine ...

The Tay or early

14 to 1 ...

10.00 m

BUCHANAN

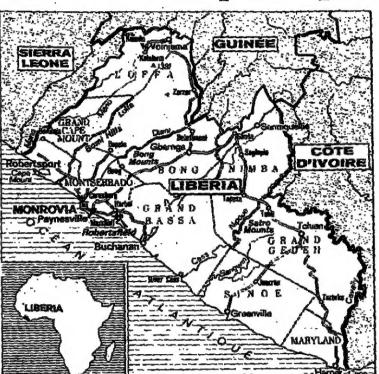
de notre envoyé spécial

« La guerre, ce n'est pas une sête foruine... Vous, les journalistes, vous voulez que les combats se ter-minent rapidement, et en même, temps si nous bombardions Monrovia, vous nous reprocheriez de tuer de nombreux civils. > Charles Tayfor, chef du Front-national patriotique du Libéria (NPFL), passe son temps à justifier le piétinement de son armée de 4 000 hommes aux abords de la capitale, depuis trois semaines.

En fait, les maquisards du NPFL, bien armés, n'ont guère de tactique, si ce n'est de vider leurs chargeurs d'armes automatiques et. d'entretenir un feu nourri pendant plusieurs heures avant de battre en: retraite à la tombée de la mit. En face, les soldats gouvernementaux répondent. Mais les envemis ne se

A Schiefflin, une garnison située à vingt kilomètres au sud de Monrovia, les combats font rage et. seion une source rebelle, les soldats loyalistes auraient battu en retraite. A Paynesville, les maquisards de M. Taylor ont repris l'offensive qu'ils avaient dû interronpre la semaine dernière sous la. pression des éléments dissidents du NPFL conduits par Prince John-son, un ancien officier des « commandos d'élite ». Ces derniers se seraient repliés dans les zones forestières alentours et contrôleraient, selon des sources occidentales, une bonne partie du comté de Bong, au nord-est de Monrovia.

La situation est plus incertaine au nord et à l'ouest de la capitale : l'armée rebelle aurait repris le contrôle du port où, il y a quinze jours, elle avait reussi à saisir, avec leurs équipages, deux des quatre navires de la flotte militaire libérienne. Les maquisards campent à Caldwell, un faubourg septentrio-nal séparé du centre de Monrovia par deux ponts. Par ailleurs, la route de la Sierra-Leone n'est plus



convois gouvernementaux réussissent à passer dans les deux sens. Les habitants de Monrovia en profitent pour se ravitailler alors que l'eau, l'électricité et les télécommunications sont coupées depuis trois semaines. D'autres préférent prendre le chemin de l'exil, car la vic dans la capitale est devenue insup-portable. Il a'y a plus de nourriture, et les soldats, véritables maîtres de la rue, pillent les mai-

sons et rançonnent les passants. M. Samuel Doe, chef de l'Etat, vit toujours retranché, mais, selon les rebelles, il ne serait plus dans son palais présidentiel. « Il se cache au New Georgia Estate (un bâtiment administratif) avec un millier de soldats », affirme Samuel Dokie. l'un des membres de la délégation du NPFL présente aux ties se soient engagées à mettre un pourparlers de paix de Frectown. Eterme aux exactions commisses con-

Ces négociations, placées sous l'égide de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui ont finale-ment échoué, étaient considérées par les observateurs comme celles

« Je ne suis pas Jésus-Christ »

de « la dernière chance ».

Courant juin, les chefs des différentes communantés religienses de Monrovia avaient réussi, pour la première fois depuis le début du conflit, en décembre dernier, à réunir face à face les « frères ennemis». Aucun résultat tangible n'a été obtenu. Les déclarations de bonnes intentions sont restées lettre morte. Bien que les deux par-

tre les populations civiles, les soldats gouvernementaux de l'ethnie Krahn (celle à laquelle appartient le président Doe) n'ont pas cessé de massacrer des membres des ethnies Gbio et Mano résidant Monrovia. De leur côté, les maquisards out exécuté sommairement des civils d'ethnies Mandingue ou Krahn, près de Paynesville, il y a

a Ce conflit n'est pas un conflit tribal, affirme pourtant M. Taylor, qui voudrait éviter tout dérapage. J'ai dans les rangs du NPFL des Libéria. Nous devons stopper les excès, mais n'attendez pas un miracle de mol. Je ne suis pas Jésus-Christ.»

Si M. Taylor ne recherche pas une épreuve de force sanglante avec les quelque deux mille militaires qui tiennent encore Monrovia, c'est parce qu'il connaît les limites de ses hommes, mais aussi parce qu'il souhaite menager les Etats-Unis. Washington lui reproche, en effet, d'avoir eu des liens avec la Libye, où se sont entraînés des rebeiles.

Singulièrement pro-occidental, le chef du NPFL traite déjà avec les directions des grandes sociétés étrangères installées au Libéria. Le PDG de la société américaine de caoutchouc Keene a négocié un nouveau contrat pour l'exploita-tion des 30 000 hectares de la plantation d'hévéas de la LAC (Liberian Agricultural Project). Pour sa part, la société britannique LIMCO, qui exploite le minerai de fer du mont Nimba, vient d'obtenir la mont Nimba. nir le seu vert du NPFL pour redémarrer ses activités interrompues depuis quatre mois. Au début de la semaine, une centaine de techniciens expatriés devaient regagner leur poste à Yekepa et à Buchanan.

M. Taylor se présente déjà comme le futur chef de l'Erat du Libéria. C'est pourquoi son mou-vement maintient la pression des armes autour de Monrovia et exige le départ du président Doc comme préalable à toute négociation de

ROBERT MINANGOY | d'experts internationaux qui super-

AFRIQUE DU SUD : nouvelle rencontre entre MM. De Klerk et Mandela

Les négociations entre le gouvernement et l'ANC vont reprendre début août

En rentrant de sa tournée intercontinentale, mercredi 18 juillet, M. Nelson Mandela, le vice-président du Congrès national africain (ANC), avait émis le vœu de rencontrer le président Frederik De Klerk «aussi vite que possible ». Il a été entendu. Les deux hommes se sont entretenus, vendredi 20, à Pretoria.

> **JOHANNESBURG** de notre correspondant

MM. De Klerk et Mandela se connaissent bien. Ils se sont vus à maintes reprises et ont appris à s'estimer. Le chef de l'Etat et le vice-président de l'ANC ont discuté « des progrès politiques » accomplis depuis la rencontre « historique » de Groote Schuur au Cap, début mai. ils sont convenus de se retrouver, le 6 août, pour une deuxième série de « négociations sur les négociations».

Jusqu'à présent, les discussions ont permis d'identifier les obstacles qui se dressent entre l'ANC et le gouvernement. La commission mixte, mise sur pied à Groote Schuur, a rendu ses conclusions fin mai. Le gouvernement a rapidement fait savoir qu'il les acceptait tandis que l'ANC demandait un délai de réflexion supplémentaire pour statuer sur les propositions de la commission qui définit notamment les règles du jeu pour la libération des prisonniers politiques et le retour des quelque vingt mille exilés. Mais l'organisation de M. Mandela ne se prononcera qu'après la réunion de son comité

exécutif national (NEC), sa plus haute instance, convoquée lundi et mardi Quelques détails indisposent encore les deux parties. Le gouver-

nement ne veut pas entendre parier

viseraient la libération des prisonniers politiques et le retour des exiles, comme certains membres du NEC l'ont demandé récemment, profitant de l'absence de M. Mandeia. L'ANC, de son côté, a'est pas disposée à accepter une libération progressive des détenusdirectement proportionnelle à la diminution de la violence dans le pays.

Bonne volonté de part et d'autre

Ces deux points d'achoppement ne devraient cependant pas résister à la bonne volonté qui anime les uns et les autres. Ne subsisteraient alors que le désir de l'ANC de voir abolir toutes les lois régissant « la sécurité intérieure », d'obtenir le retrait des militaires qui contrôlent les cités noires et la fin de l'état d'urgence au Natal, d'une part, et celui du gouvernement d'arracher à l'ANC la dissolution de sa branche armée, Umkhonto me sizwe (le fer de lance de la Nation), d'autre part.

Au reste, le président de la République a vivement critiqué les propos tenus par un des chefs militaires les plus en vue de l'ANC, M. Chris Hani, devant trois mills étudiants de l'université du Transkei, mercredi 18 juillet. M. Hani avait notamment déclaré : "La lutte armée continue. Nous poursuivons le déploiement de nos cadres à l'intérieur du pays. Ce n'est pas un secret. . Il avait explique que l'ANC pourrait être amenée à s'emparer du pouvoir si le gouvernement n'était pas décidé à le céder ou à le partager.

M. De Kierk a estimé que ces déclarations allaient « contre l'esprit des résolutions de Groote Schuur avant d'indiquer qu'il évoquerait cette question au cours d'« imminentes discussions avec la direction de l'ANC ».

FRÉDÉRIC FRITSCHER

ALGÉRIE: les difficultés économiques et politiques

Alger va demander de nouveaux crédits à la France

Suite de la première page

D'autres créanciers français mal-chanceux attendent cependant leur règlement, avec, au premier rang, Air France à qui l'Algérie doit près de 450 millions de francs en paiement des billets émis auprès de la clientèle algérienne. Le dossier a, lui sussi, déjà fait l'objet de déficates négocia-

An début de l'année, les autorités des deux pays avaient cru pouvoir annoncer que l'affaire était réglée, annoncer que l'attaire etait reglée, mais six mois plus tard l'Algérie n'a toujours pas commencé les rembour-sements. Air France qui se plaint de perdre de l'argent sur chaque passa-ger en direction de l'Algérie a, depuis, réduit le nombre de ses vols et envisage de continuer à les réduire.

Deux dossiers parmi d'autres dont un contentieux portant sur I milliard de francs avec la société Bouygnes qui construit une ligne de chemin de fer – pour lesquels les services du

G SÉNÉGAL : arrestation du directeur d'un journal d'opposition. Mc Cheikh Khoureyssi Ba, directeur de Sopi (mot qui signifie a changement », en langue ouolof). le journal du Parti démocratique sénégalais (PDS), a été arrêté, jeudi 19 juillet, à son domicile. Condamné à six mois de prison pour dissamation, diffusion de fausses nouvelles et offense au chef de l'Etat, Me Ba avait été laissé en liberté en dépit de la confirmation, depuis plus de deux mois, de la peine en appel. - (AFP.)

ministère algérien des finances ten-tent actuellement de trouver une issue. M. Ghazi Hidouci, ministre algérien de l'économie, rencontrera mardi 24 juillet M. Pierre Bérégovoy, son homologue français, et il est convenu qu'un geste de bonne volonté seruit apprécié de Paris avant que ne commencent les négociations pour l'obtention des nouveaux crédits dont Alger a un urgent besoin.

Lourdement endettée, obligée de rembourser durant ces deux prochaines années la partie la plus lourde des crédits antérieurs, soit près de 7 milliards de dollars par an pres de 7 minarus de douarts par an qui constituent les trois quarts de ses recettes d'exportation, l'Algérie a été obligée de roguer sur tout, y compris sur les dépenses les plus minimes, suscitant des pénuries qui ont joué leur rôle dans la montée du mécontentement et la percèe du Front isla-mique du salut (FIS). L'obtention de nouveaux crédits pour aider à passer le cap des deux ans est dans ces conditions vitale, surtout en période

En février 1989, quelques mois à peine après les émeutes d'octobre 1988, Paris avait consenti à Alger un prêt de 7 milliards de francs. L'intention politique était déja évidente : cette injection d'argent frais devait aider le régime du président Chadli, violemment contesté dans la rue, à redresser la situation économique catastrophique qui était l'une des catastrophique qui était l'une des causes du mécontentement populaire. De ce prêt, 5 milliards ont déja êté consommés en achats de biens fran-

consolumes en acous de tiens itali-çais de consommation convante et en projets industriels. La délivrance des 2 milliards restant dépend de l'agré-ment de M. Bérégovoy mais depuis

Avec Le Monde sur Minitel

Admission

ENTPE

36.15 LE MONDE

Tapez RES

six mois le dossier est bloqué, entre autres et selon plusieurs responsables algérieus, à cause d'un différend opposant leur pays au responsable français des finances. Ministre autant qu'élu local.

Signature de contrat avec l'Autriche

M. Bérégovoy aurait modérément apprécié que les Algériens signent avec une société aurichienne un contrat de livraison de rails alors qu'il espérait que la commande irait à une entreprise de caracteries de la commande de la command de sa région. Les Français se plaignent que leurs crédits aillent à la concur-rence : les Algériens répliquent que cette dernière leur faisait de meilleures

Le différend qui porte sur 800 millions de francs serait cependant en passe d'être aplani et il parait déjà acquis que les 2 milliards de reliquat du prêt de 1989 seront rapidement versés. La France pourrait même accorder 5 à 6 milliards de francs supplémentaires, remboursables dans cinq ans seulement, ce qui permettrait de passer la période critique durant laquelle l'Algérie est incapable, sous peine de collapsus financier, d'aug-menter le montant de ses rembourse-

Ces facilités sont-elles pour autant suffisantes? Rien n'est moins sûr tant les difficultés qui accablent le pays sont lourdes. A l'issue de la récente visite de M= Benazir Bhutto à Alger, l'Algérie ne vient-elle pas d'accepter, en même temps qu'un don de 5 000 tonnes de riz, un prêt de vingt millions de dollars de la part du Pakis-

Sommet de l'Union du Maghreb arabe

Les travaux du conseil des

tan qui n'est pas réputé rouler sur l'or? Ce qui est certain, c'est que l'Algérie a un urgent besoin de liquidités nouvelles. M. Hidouci, qui n'a pas rencontrè un écho favorable du côté des Américains à qui il était allé demander il y a un mois un prêt de 1 milliard de dollars, compte bien réitérer sa demande, et encore davantage, lors de son prochain passage à Paris. En relation avec d'autres établissements financiers, la Banque de l'Union curopéenne étudie ainsi les possibilités d'un prêt qui serait de l'ordre de 2 milliards de dollars. Le montant et les modalités de remboursement impliquent la garantie de l'Etat français.

La réponse que donnera M. Bérégovoy à son interlocuteur algérien témoignera de l'implication de la France dans l'aide à l'Algèrie autant que de sa volonté de sauver le régime en place à Alger. Autant dire que la décision est

Plusieurs partis démocratiques se groupent pour lutter contre les islamistes

Témoins de l'accélération de sicurs semaines, une large part de la vie politique locale, deux réunions viennent coup sur coup de rassembler, à Alger, les différentes tendances de la galaxie « démocratique », c'est-à-dire, hormis le FLN encore au pouvoir, les partis opposés au Front îslamique du salut (FIS).

ALGER

de notre correspondant

M. Hocine Ait Ahmed qui a récemment et sormeilement abandonné la direction de son parti, le Front des forces socialistes (FFS), est à l'origine de la réunion du Forum démocratique autonome GEORGES MARION | auquel il consacrait, depuis plu-

Les quelque deux cents personnes qui, jeudi 19 juillet, ont répondu à l'appel de M. Alt Ahmed ont longuement debatiu de l'adoption d'une plate-forme avec. en toile de fond. l'échéance, vraisemblablement proche, des élections législatives et la menace que fait peser sur la vie publique la puissance du FIS, que plusieurs des intervenants n'ont pas hésité à qualifier de a parti fasciste ». D'autres out évoqué les qualités de M. All Ahmed qui le désigneraient pour prendre la tête d'un vaste 725-

son temps. Groupement d'intellec-

tuels, de militants et de sans-partis.

le Forum se veut laboratoire

d'idées pour aider à la naissance

d'un esprit et d'un comportement

démocratique qui font cruellement

défaut après vingt-huit ans de vie

politique sous la férule d'un parti

semblement susceptible de présenter une alternative crédible au parti islamiste. Plusieurs orateurs ont, cependant, souligné « l'éparpillement dommageable des forces démocratiques » suggérant en vain de se grouper avec les partis qui, le lendemain, sous la direction du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), organisaient,

eux, la « journée des démocrates ». De ce côté-là aussi, la puissance du FIS a fait l'effet d'un électrochoe. Avec un zeste d'insolence, un orateur qualifiera même la réunion de « regroupement des partis de la trouille» pour appeler tout aussitôt à intensifier la mobilisation contre le FIS. D'ores et déjà, les partis qui participaient à la « journée des démocrates a sont convenus de lutter pour la révision des listes électorales et pour l'institution du scrutin majoritaire à deux tours qui, selon eux, devrait faciliter le

combat contre le parti islantiste. Des structures de réflexion et d'organisation ont été mises en place. Elles devraient aboutir à une plus grande intégration des organisations qui y participent avec, pour objectif, la présentation de listes communes lors du prochain son-

ministres des affaires étrangères de l'Union du Maghreb arabe (UMA) qui groupe la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Libye, se sont ouverts à huis clos, vendredi 20 juillet, au palais des Nations, près d'Alger, pour préparer le sommet des cheis d'Etat, qui devait avoir lieu dimanche et

L'ordre du jour comporte le choix d'un siège permanent et la désignation d'un secrétaire général. Plusieurs projets seront soumis à l'approbation des chefs d'Etat. notamment la mise en place d'une union douanière (dans la perspective d'une zone de libre-échange avant 1995), la circulation des biens et des personnes ainsi que les relations de l'UMA avec la Communauté économique européenne.

ILE MAURICE Retrouvailles de la gauche

avril 1991.

pour de nouvelles élections

OCEAN INDIEN

Le Mouvement socialiste mauricien (MSM), du premier ministre Sir Ancrood Jugnauth, et le Mouvement militant mauricien (MMM), principal parti d'opposition dont M. Paul Bérenger est le secrétaire général, ont conclu, jeudi 19 juillet, une alliance pour de prochaines élections générales. il s'agit de véritables retrou-

vailles pour la gauche qui avait très largement triomphé lors du scrutin de 1982, mais qui avait rapidement éclaté. Les « frères ennemis ». M. Bérenger et Sir Ancrood Jugnauth, se réconcilient sept ans après leur séparation. En 1983, douze ministres - dont M. Bérenger - avaient démissionné du nouveau gouvernement. Sir Anerood Jugnauth avait alors fondé le MSM avant de conclure une alliance avec le Parti mauricien social démo-erate (PMSD), de Sir Gaétan Duval, et le Parti travailliste. Cette alliance devait remporter les élections générales organisées en 1983 et en 1987.

Après l'accord de jeudi, les observateurs politiques s'attendent à ce que le Parlement mauricien soit dissous dans les prochains jours en vue de l'organisation de nouvelles élections générales qui

pourraient avoir lieu avant le mois

de décembre ou, au plus tard, en

Un communiqué conjoint du MMM et du MSM indique que leur alliance présentera M. Bérenger comme président de la Répu-blique et Sir Anerood Jugnauch comme premier ministre. Un projet de loi faisant ainsi de l'île Maurice une « république à l'indienne » (avec un président de la République qui n'a pas de pouvoir exècutif) sera présenté et voté par l'Assemblée législative « aussitôt que possible après les prochaines élections générales », précise le com-muniqué, – (AFP.)

المكذا من الاصل

Selon un rapport parlementaire

Le retrait des forces françaises

d'Allemagne pourrait prendre cinq ans

demande des Allemands eux-mêmes.

organisé, c'est-à-dire se dérouler selon

un calendrier établi et lié au retrait des forces soviétiques (...) Lu question

pourrait ainsi trouver une partie de sa

solution dans le cadre du resserrement

du format de l'armée de terre que le

ministre de la défense a récemment

unnonce et évalué à 35 000 hommes ».

Le rapporteur parlementaire ne

cache pas que le rapairiement des

forces trançaises d'Allemagne, si elles

demeuraient en l'état, poserait un

problème domanial en France dans le

cadre du plan «Orion» qui prévoit

une nouvelle organisation des garni-

sons et des terrains de manauvre. «A

tout le moins, plusieurs années seront

nécessaires pour mener à bien l'en-

semble de cette tache», conclut le

D La visite en France de

M. Roman : « Le gouvernement

français se déshonore », affirme

M. Lamassoure (UDF). - M. Alain Lamassoure, député UDF des

Pyrénées-Atlantiques et porte-pa-

role de l'opposition sur l'Europe de

l'Est, a affirmé, vendredi 20 juillet,

au lendemain de la visite en

France de M. Petre Roman, que

« le gouvernement se déshonore »

en recevant le premier ministre

roumain, en se faisant « le complice

d'une campagne d'intoxication qui

indigne tous nos partenaires occi-dentaux et qui révolte la jeunesse roumaine. Cinq semaines à peine après la répression sanglante de

Bucarest, son principal auteur Petre

Roman, est reçu en grandes pompes

à Paris, alors même que les diri-geants étudiants blesses par les

Pour éviter toute précipitation

qui aurait pour conséquence de

désorganiser l'armée de terre, le

retrait des forces françaises d'Aile-

magne pourrait prendre cinq ans,

selon un rapport de la commission

de la défense de l'Assemblée

«La mise en œuvre d'une decision

de retrait des troupes françaises d'Al-lemagne ne doit pas être précipitée et

ne doit pas avoir pour conséquence de désurganiser l'armée de terre. Un délai

de cinq ans est sans doute nécessaire,

d'autant que nous ne disposons pas

aujourd'hui des capacités maiérielles

d'accueillir, en l'état, ces jones, « C'est

la conclusion du rapport de mission

outre-Rhin de M. Daniel Reiner,

député socialiste de Meurthe-et-Mo-

selle, au nom de la commission de la

Des implantations

très convoitées

La France entreuent un corps d'ar-

méc stationné dans vingt-huit garni-

sons du sud de l'Allemagne et un

détachement à Berlin, non compris la

brigade mixte franco-allemande.

Constitué principalement de trois

divisions blindées, le corps d'armée

reunit 82 000 personnes : 16 % sont

des militaires d'active (11 300); 41 %

des appelés (28 300), dont le niveau

général est relativement has, selon le

parlementaire: 11,3 % sont des civils

(9 000), et 31,7 % forment les familles

(dont 11 800 enfants scolarisés sur

place et 950 enseignants ou agents

nationale). La garnison de Berlin

compte 930 officiers et sous-officiers.

1 700 appolés du contingent et

1 150 employés civils, qui sont essen-

M. Reiner evalue à environ 4 mil-

liards de francs les coûts liés au sta-

tionnement de ces forces. Les

bătiments utilisés ont été financés par

les autorités allemandes qui, donc, en ont conservé la propriété officelle.

C'est du reste ce qui explique que ces

tiellement des Allemands,

défense à l'Assemblée nationale.

nationale.

EUROPE

Rejeté par le Parlement lorsqu'il fut présenté en juin parce qu'il prévoyait des hausses de prix sans préconiser clairement de réformes de structures, ce plan Ryjkov doit être révisé et de nouveau présenté en septembre au Parlement soviétique. M. Ryjkov s'est exprimé à ce sujet vendredi devant une réunion conjointe des deux nouvelles ins-

tances dirigeantes de l'URSS, le conseil présidentiel et le conseil de la

Dans une interview télévisée, il a annoncé avoir signé un décret prévoyant des hausses de salaires pour sept millions de travailleurs - instituteurs, infirmiers et autres travailleurs à faibles revenus - à compter du le janvier prochain. Il a également annoncé la suppression de l'al-légement de modalités de sortie de l'URSS à ses frontières occidentales. adopté il y a deux ans. Cette mesure « temporaire » est dictée par la forte croissance de la contrebande de biens de consommation vers l'étran-

Le président lituanien Landsbergis a boycotté la réunion vendredi du conseil fédéral, composé des diri-geants des quinze Républiques, Plusieurs ont refusé, selon interfax, de s'engager à signer le «traité d'union»

GRANDE-BRETAGNE

proposé par M. Gorbatchev. Aucune information n'a été donnée sur l'attitude de président de la Fédération de Russie, M. Boris Eltsine.

> M. Delors à Moscou

Son plan de réforme, diffusé par Interfax, se décomposerait en quatre phases s'étendant sur dix-huit mois : au cours des cent premiers jours, seraient garantis les droits à la propriété des terres et des moyens de production, pendant que seraient évalués les capacités de production, les réserves en or, la dette et le parc de logements. La dernière phase comprendra une déréglementation des prix, avec une forte baisse de la production et la fermeture d'entreprises. Le projet Eltsine prévoit des investissements étrangers, des rachats de sociétés, diverses formes de cré-

du gouvernement aux sculs produits exportés dans le cadre d'accords muitilatéraux et bilatéraux à long terme signés par l'URSS.

Le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, a estimé pour sa part vendredi, à l'issue de sa première visite officielle à Mascou (le Monde du 21 juillet) où il a été reçu par M. Gorbatchev, que ce dernier « donne une impression de grande confiance» et semble « fermement décidé à appliquer les deux réformes, économique et institution-nelle, c'est-à-dire la définition des nouvelles relations entre l'Union et les Républiques ». Il a jugé à ce propos que la création de monnaies nationales par les Républiques - un projet annoncé par quatre d'entre elles serait « désastreuse à ce stade des réformes économiques ». - (Reuter,

□ Un poste-frontière attaqué par des nationalistes arméniens. - Le Parlement arménien a du interrompre sa séance d'ouverture, vendredi 20 juillet, à l'annonce de la prise en otage d'un détachement de gardes soviétiques, à la frontière turque, par des nationalistes arméniens. Les nationa-

listes ont attaqué le poste d'Artashat, à une trentaine de kilomètres au sud d'Erevan, a rapporté l'agence Armon-

 Quatre morts dans l'explosion d'un train. - Une explosion a fait quatre morts et dix blessés à bord d'un train de passagers qui circulait près de la mer Noire, entre Matveyev-Kourgan, ville du sud de la république de Russie, et le village de Zkadichnoie.! - (Reuter.)

RDA : l'ancien président du syndicat unique de nouveau incarcéré. - M. Harry Tisch, soixante-trois ans, l'ancien président du FDGB, le syndicat unique est-ailemand dissous, accusé d'avoir détourné des fonds et déjà emprisonné pendant deux mois l'hiver dernier, a été de nouveau incarcéré vendredi

BULGARIE : alors que le Parlement

n'a pas réussi à élire un président de la République

La tension

s'accroît

avec la minorité turque

Le Parlement bulgare n'a pas réussi, vendredi 20 juillet, à élire un président de la République et a

remis à mardi la poursuite des

L'IRA poursuit sa campagne contre des objectifs civils

L'Armée républicaine irlandaise a frappé au cœur même de la City, symbole du capitalisme britannique, en faisant exploser une bombe d'assez forte puissance, vendredi 20 juillet en début de matinée, dans l'immeuble moderne qui abrite la Bourse. Contrairement à ses habitudes l'IRA avait prévenu de bâtiment avait été évacué. Il n'y a eu aucune victime (le Monde du 21 juillet).

LONDRES

de notre correspondant

Un homme ayant l'accent irlandais avait téléphoné à l'agence Reuter, à la police, et à la Bourse elle-même, une demi-heure environ avant l'explosion. Il avait utilisé un mot de code par lequel Les trois cents personnes qui tra-vaillent à la Bourse, à Threadnesdie Street, avaient donc quitté l'immeuble. La police extime que la bombe a

l'IRA « signe » ce type de messages.

été déposée dans les toilettes de la galerie du public qui surplombe la salle des marchés. L'explosion a fortement endommagé la galerie et un trou est apparu dans le mur extérieur de l'immeuble, mais l'actiquement pas été perturbée. Depuis le « Big Bang » de 1986, tout ou presque se passe sur les écrans installés dans les banques et les sociétés de Bourse.

L'attentat marque la poursuite de la campagne lancée depuis plusieurs mois par l'URA en Angleterre même. Mais c'est la première fois que l'organisation clandestine irlandaise cherche à éviter qu'il y ait des victimes. Il n'y avait par exemple eu aucun avertissement le 25 juin avant l'attentat contre le Carlton Club, un établissement fréquenté par les membres du Parti conservateur, qui a fait plusieurs La doctrine officielle de l'IRA

veut que celle-ci ne s'en prenne qu'à des cibles militaires ou liées à la présence britannique en Irlande du Nord. Mais Scotland Yard semble persuadé que les militants responsables des derniers attentats en Angleterre même agissent sans trop tenir compte des consignes. Ils ne seraient au total qu'une dizaine.

L'explosion à la Bourse a rappelé une nouvelle fois au grand public britannique l'existence de l'IRA. Un attentat de ce genre, en plein; Londres, même s'il ne fait aucune victime, a en effet un retentissement considérable et occupe la «une» des quotidiens alors qu'une action beaucoup plus meurtrière, en Irlande du Nord, est souvent; reléguée dans les pages intérieures

DOMINIQUE DHOMBRES | 20 juillet, -(AFP.)

AMERIQUES

Le réveil des Indiens du Canada

sont actuellement très convoitées par l'a-t-il souligné.

implantations militaires françaises mineurs sont encore en prison ».

Suite de la première page

Les rumeurs les plus folles circulent et s'amplitient depuis que les policiers de la streté du Québec ont tenté sans succès, à l'aube du mercredi 11 juillet, de déloger les « guerriers » Mohawks de « leur» forêt, territoire que les ecclésiatiques français leur ont « volé » au dix-huitième siècle (le Monde du 14 juillet dernier).

Pour tenter de régler de dénouer l'impasse, le gouvernement du Qué-bec a, dans un premier temps, joué sur deux tableaux. Soucieux d'éviter à tout prix que le sang coule à nouveau tles circonstances exactes de la mort du policier atteint sous son gilet pare-balle: n'ont roujours pas été élucidées), il a joué la carte de la négociation avec le porte-parole des guerriers, Ellen Gabriel, âgée de vingt-neuf ans, structure sociale traditionnelle des Mohawks basée sur le matriarcat. Parallèlement, les forces de l'ordre, considérablement renforcées ces derniers jours, ont resserre les mailles de leur filet autour des Mohawks, ne laissant passer vivres et produits de première nécessité qu'après l'inter-en-tion de la Croix-Rouge.

Cette stratégie a echoué. La liste des revendications des Mohawks s'est allongée et concerne dorénavant « des éléments en dehors de nos responsabi-lites et de nos champs de compé-tence», a indiqué jeudi le ministre québécois des affaires autochones, M. John Ciaccia. Québec a ainsi ren-veyé la balle dans le camp du gouvernement fédéral canadien, qui s'était jusque-là bien gardé d'intervenir dans or dossier empoisonné. Entre-temps, la majorité des tribus amérindiennes du Canada - et même des Etats-Unis - ont, chaque jour, manifesté leur appui à leurs frères Mohawks.

L'Assemblée des « premières nations», qui représente les quelque 440 000 Indiens au statut officiellement reconnu par Ottawa, a convoque en toute hâte mercredi une réunion extraordinaire de ses chefs dans la réserve de Kahnawake, dont les accès sont étroitement surveillés par les policiers québécois. Ces derniers ont du s'interposer pour éviter que des banlicusards, privés de l'accès au pont le plus proche menant à Montreal ne s'en prennent physiquentent

à leurs voisins Mohawks, comme ils avaient commencé à le faire. « Nous sommes tous des Mohawks », ont prociamé le: grands chefs, aux yeux desquels la crise actuelle ne fait que mettre en lumière les injustices faites à leurs peuples confinés dans quelque

quart-monde d'un pays riche. Certains d'entre eux, jusque-là plutôt connus pour leur modération contme le chef du conseil de bande Joe Norgées avec Ottawa, n'ont toujours pas abouti. Les quelque cent cinquante

2 400 réserves, où ils sont devenus le l'ensemble des questions politiques ou territoriales en suspens, quitte à organiser des manifestations aux quatre coins du pays pour l'y forcer. Ottawa a finalement pris publiquement position: « Nous sommes disposés à négocier mais pas avec un fusil pointé sur la tempen, a déclaré M. Tom Siddon, ministre canadien des affaires indiennes, pret à racheter les vingt hectares de forêt à l'origine du conflit d'Oka, pour que les Mohawks puissent en jouir. Pas avant toutefois que

rétabli l'ordre à Oka, et obtenu le dépôt des armes mohawks... La situation est donc pratiquement revenue à son point de départ. Les Mohawks, devenus ces dernières années les figures de proue du réveil des Indiens canadiens (le Monde du 8 septembre 1988), n'entendent pas lacher prise. «Nous négocions sans résultats depuis plus de deux siècles. La seule façon aujourd'hui de nous faire entendre est de garder les armes à la main, devant les caméras», a déclaré l'un des «braves » sous son masque de guerre. **MARTINE JACOT**

> PÉROU M. Hurtado Miller

à la tête d'un gouvernement d' « unité nationale »

Le nouveau gouvernement péruvien sera un gouvernement d' « unité nationale » a annoncé à la presse M. Juan Carlos Hurtado Miller, le premier ministre désigné par le président élu Alberto Fuji-

Le gouvernement, qui entrera en fonctions le 28 juillet, compte des personnalités libérales, populistes de droite et socialistes, mais aussi des personnalités indépendantes ainsi que deux généraux et un ami-ral. Cambio 90, la formation du président élu, ne compte aucun membre au gouvernement,

Cette décision a été prise afin de donner officiellement « une image non-partisane et d'obtenir un consensus et l'unité nationale ».

Un dirigeant de la Gauche unie (marxiste) aura pour la première fois des responsabilités: gouverne-mentales, M= Gloria Helfer, ayant accepté le portefeuille de l'éducation. L'actuel ambassadeur péruvien au Chili, M. Luis Marchand, a été nommé ministre des assaires étrangères ; enfin, le général Jorge Torres Aciego a été nommé minis tre de la défense et le général Adolfo Alvarado ministre de l'intérieur. Ils auront la lourde tâche de mener la lutte antisubversive contre le mouvement maoiste Sentier lumineux. - (AFP.)

débats pour désigner un successeur à M. Petar Miadenov, obligé de démissionner il y a deux semaines. Aucun des trois candidats ne dispose en effet de la majorité des deux tiers nécessaire pour la dési-gnation du chef de l'Etat. En dépit de la nette victoire de son parti aux élections de juin, le sociologue Tchavdar Kuranov, soixante-neuf ans, candidat du Parti socialiste (ex-communiste) au pouvoir ne peut computer, en effet, que sur 211 voix, alors qu'il lui en faut 267. Le principal rassemblement de l'opposition, l'Union des forces démocratiques (UFD), présente

une figure respectée pour sa longue opposition au régime communiste, le docteur Peter Dertliev, soixantequatorze ans. Le Parti agrarien, egalement dans l'opposition, a aussi présenté un candidat, M. Viktor Valkov, cinquante quatre ans, ingénieur. L'Assemblée constituante a d'au-

tre part laacé vendredi un appel urgent au calme en direction des Bulgares habitant les régions à forte minorité turque où la tension interethnique s'est aggravée au cours de ces derniers jours (le Monde du 21 juillet). A Kardjali, Haskovo (Sud-Est), Razgrad, Choumen, Aitos, et Isperich (Nord-Est) une grève générale est suivie depuis trois jours.

La circulation est bloquée, les magasins sont fermés, les entreprises et les administrations occupées par des militants du Comité pour la défense des intérêts nationaux, un groupe nationaliste bul-gare. Celui-ci proteste contre la formation d'un groupe parlemen-taire par le parti de la minorité turque, le Mouvement pour les droits et libertés (DPS), arrivé en troisième position aux élections de juin. Les militants bulgares de ces régions à population mixte craignent l'établissement graduel d'une forte influence de la Turquie, qui a dominé la Bulgarie pen-dant cinq siècles. (AFP.)

ton de Kahnawake, ont même ouvertement appelé leurs frères à défendre par les armes les territoires qu'ils revendiquent sur de vastes superficies et pour lesquels les négociations enga-

chefs rassemblés ont finalement appelé vendredi le gouvernement sent en jouir. Pas avant toutefois que fédéral a aborder une fois pour toutes le gouvernement du Québec n'ait Quand les « seigneuries » ecclésiastiques françaises

MONTRÉAL de notre correspondante

La question des droits territoriaux des Améridiens a hanté toute l'histoire du Canada. Récemment, le gouvernement fédéral a réussi, après près de quarante années de négociations, à régler ce dossier avec les sus du 60- parallèle, qui se sont vu reconnaître des droits de propriété sur près de 600 000 kilomètres carrés de terres arctiques.

Les revendications des Indiens vivant plus au Sud, sur des territorres, peuplés ou non, mais tou-jours économiquement intéressants pour les Blancs, sont quant a elles, soit laissées en instance, soit rejetées. Les pouvoirs politiques ont souvent eu beau jeu d'opposer une fin de non-recevoir en invoquant notamment le fait que les indiens «n'avaient pas maintenu la jouissance des terres réclamées » alors que ce sont précisément souvent les ancêtres des Blancs, qui ont forcé les « sauvages » à se déplacer ou à se regrouper.

Avant l'arrivée, au début du XVIIème siècle, des premiers colons français dans le nord-est du continent, les Iroquois, dont les Mohawks font partie, vivalent dans des villages entourés de palissades où les femmes - qui

nomment les chefs dans cette société matnarcale - étaient chargées de la culture. Les hommes se livraient à la pêche et à la chasse. Au contact des Européens, les Mohawks ont peu à peu délaissé leurs activités pour s'adonner au commerce de la tourrure. Cherchant à contrôler une partie de ce commerce, ces guerriers redoutables ont d'abord chassé les Mohicans de leurs vallées avant de se trouver au cosur des guerres entre colonisateurs européens. Ils se sont longtemps alliés aux Anglais contre les Fran-çais, avant de changer de camp.

veillaient sur leurs « sauvages »...

Proteger les nouveaux convertis

Décimés, affaiblis par les maladies transmises par les Européens comme la rougeole, les Mohawks signaient en 1701 la paix avec les Anglais et avec les Français, qui avaient trente-cinq ans plus tôt brûlé nombre de leurs villages. Les autorités ecclésiatiques françaises sont alors parvenues à regrouper les froquois autour de leurs missions, aux environs de Montréal, dans le souci de « protéger les nouveaux convertis au christianisme contre leurs frères demeurés palens ». Jésuites et sulpiciens se sont fait reconnaître par décret royal, à Sault-Saint-Louis rebaptisé Kahnawake et à

Oka, de vastes « seigneuraries ». à condition qu'ils veillent au bienêtre des Indiens, lis ont ensuite revendu à d'autres Blancs une bonne partie des vastes terres dont ils s'estimaient les seuls propriétaires, sans jamais consulter leurs «protégés».

Les Mohawks, dont le nombre avait été évalué à 10 000 ou 15 000 à l'arrivée des Européens, sont aujourd'hui anviron 50 000, dont 26 000 au Québec et en Ontario et vivent à l'étroit dans leurs réserves. Ils ont exploité nombre de leurs talents pour tenter de vivre en bonne entente avec les Blancs. Aucun bateau n'abordait les dangereux « rapides de Lachine », tout près de Sault-Saint-Louis-Kahnawake, sens leur secours et leur guidage, jusqu'à la construction d'un canal en 1825 puis d'une voie maritime. Ils se sont alors trouvé une autre vocation, celle de « charpentiers du ciel » pour la construction de tous les édifices en hauteur, des ponts de Montréal jusqu'aux gratte-ciel de New-York. Le mythe selon lequal les Mohawks n'ont pas le vertige leur est une insulte. Dans le cimetière de Kahnawake, un bon nombre de tombes d'ouvriers mohawks montés trop hauts, en témoignent sous une croix de fer.

is inciden

se multip

The second secon

> 974

Total Service A THE STATE OF

Une délégation, chargée de récupérer les restes de soldats américains disparus pendant la deuxième guerre d'Indochine, se rendra à Phnom-Penh avant la fin du mois.

Elle pourrait être accompagnée de diplomates américains. « Nous envisageons de discuter avec Hun Sena (le premier ministre de Phnom-Penh), a annoncé, de son côté, M. Richard Solomon, le diplomate américain chargé du dossier cambodgien, en déposant vendredi 20 juillet devant une sous-commission du Sénat à Washington.

M. James Baker, en annonçant une négociation directe avec Hanoi sur le Cambodge, a jeté un pavé dans la mare. Le coup est dur pour la Chine et les Khmers rouges. Il l'est encore plus pour le prince Sibanouk, menace d'être privé d'une légitimité internationale au cas où la prochaine assemblée générale de l'ONU déclarerait «vacant» le siège du Cambodge à New-York.

Le secrétaire d'Etat américain suggère même au prince le chemin à suivre : celui du dialogue avec Hanoî et Phnom-Penh, quitte à rompre - ce à quoi Sibanouk ne s'est jamais résolu – avec les Khmers rouges et, s'il le faut, avec

Mais, tout en bousculant les règles du jeu, M. Baker, auquel on prête une certaine ambition, une forte détermination et le sens de l'effet, a fait un demi-pas qui se jugera à son «suivi». Pour deux raisons. Le succès de son initiative dépendra beaucoup plus de l'attitude de la Chine que du dialogue annoncé avec le Vietnam. Il sera tout autant tributaire de la réac-tion de la Thailande, qui abrite les camps et contrôle le ravitaillement des guerillas en lutte contre les autorités de Phnom-Penh.

> La véritable négociation

Le 18 juillet à Paris, M. Baker a évoqué à deux reprises le retrait militaire vietnamien du Cambodge. « Cela, nous l'avons ru». a-t-il dit à ce propos, avant de revenir sur le sujet en déclarant : « Nous avions pour objectif d'obtenir le retrait vietnamien du Cam-

bodge, nous y sommes parvenus. * Puisque l'Amérique donne acte au Vietnam d'avoir fait ce que l'Occident lui demandait depuis longtemps et puisqu'il s'agit, pour M. Baker, de « faire ce que l'on peut pour prèvenir le retour des Khmers rouges au pouvoir », on voit mal pourquoi les Vietnamiens - tout en se réjouissant bien évidemment de voir les Américains venir enfin à eux - ne leur rétorqueraient pas qu'ils ne peuvent plus faire grand-chose en faveur d'un règlement cambodgien. Ils se sont retirés du pays et ce sont les Chinois qui arment les Khmers rouges. La véritable négociation, si on s'en tient au discours américain, doit avoir lieu don avec

Hanoī mais avec Pékin. Et avec Bangkok, allié de plus longue date des Etats-Unis que de la Chine. Car la manœuvre de M. Baker - qu'on ne saurait soup-conner de vouloir uniquement «contrer» son Congrès - ne peut aboutir que si les Thailandais sont prêts, avant que les Khmers rouges menacent les villes du Cambodge, à suivre les Américains, c'est-à-dire à interdire le transit par leur territoire de l'aide aux hommes de Pol

Pot. Or Bangkok, en dépit de sa lassi-tude, veut éviter de provoquer la colère de Pékin, ce qui explique sans doute son absence initiale de réaction. Et rien ne dit encore que les Américains souhaitent que la Thallande coupe rapidement les vivres aux Khmers rouges.

> Aide humanitaire

Néanmoins, M. Baker a laissé l'impression qu'il voulait l'ouverture rapide d'un dialogue avec les autorités de Phnom-Penh, avec l'espoir que le prince Sihanouk -en dépit de la première réaction outrée de l'ancien monarque - lui emboîtera le pas. Il a annnonce une e aide humanitaire » au Cambodge et resusé de qualifier de « fantoche » le régime de Phnom-Penh. « Il s'agissait certainement d'un gouvernement fantoche quand les troupes du Vietnam étaient dans le pays pour le soutenir», s'est-il contenté de répondre.

M. Baker n'en a peut-être pas dit

assez pour exprimer une ferme volonté d'aboutir rapidement à un règlement tout en faisant le geste

susceptible de calmer les princi-

pales préoccupations du Congrès américain. C'est là que réside l'am-biguité. En revanche, il a sans doute renforcé la main de ceux qui, à Bangkok, à Phnom-Penh et à Hanoï ont œuvré en faveur de la paix. En Thailande, ceux qui veulent transformer l'ancienne Indochine « de zone de guerre en marché » - selon la formule du premier ministre Chatichai, au pouvoir depuis deux ans - trouveront, dans le revirement américain, un appui

> Au Vietnam, ceux qui ont été pratiquement mis à l'index, pen-dant des mois, pour avoir pré-conisé, et obtenu, un retrait militaire du Cambodge pourront faire valoir la justesse de leurs vues. Or ceux sont les mêmes qui préconisent une ouverture croissante du pays et une tibératisation plus rapide de l'économie. A Phnom-Penh enfin, apparemment contests ces derniers temps per les éléments les plus durs du parti, qui lui reprochaient l'absence de succès diplomatiques, le premier ministre Hun Sen devrait être remis un peu

En d'autres termes, l'initiative américaine a déjà eu pour effet d'isoler la Chine et d'offrir un bol d'oxygène à tous ceux qui militent pour un règlement négocié du conflit cambodgien. Mais, une fois estompés les premiers effets des déclarations spectaculaires de M. Baker, c'est au a suivi » qu'on pourra juger leur réelle portée. Scule une Amérique décidée à entrevoir de nouvelles relations avec l'Indochine peut contribuer à y rantener la paix.

JEAN-CLAUDE POMONTI

MALAISIE Revers électoral pour le pouvoir

au Sabah

Des élections législatives, lundi 16 et mardi 17 juillet, au Sabah, l'un des neuf Etats de la Fédération de Malaisie, se sont traduites par une nouvelle victoire massive du parti Bersatu Sabah (PBS), à dominante chrétienne, de M. Joseph Pairin

Kitingan. Le PBS a emporté 36 sièges sur les 48 de l'Assemblée de Kota-Kinabalu, capitale du Sabah, soit une majorité des trois quarts.

BANGKOK

de notre correspondant

Le PBS du chef-ministre Kitingan l'emporte de loin. L'USNO (Organisation nationale du Sabah uni) de Tun Mustapha, qui avait régné de 1963 à 1976, a obtenu les douze sièges restants. Le PBS et l'USNO sont membres de la coali-tion (Front national, ou Barisan Nacional) du premier ministre de Kuala-Lumpur, M. Mahathir.

Mais le PBS regroupe avant tout les Kadazans, chrétiens depuis le seizième siècle et qui formant la majorité des 1,5 million d'habitants du Sabah, un Etat de l'île de Bornéo aussi étendu que l'Irlande.

Un Etat à dominante chrétienne

L'USNO est dominée par la minorité musulmane. En 1986, lors du précédent scrutin, le PBS avait obtenu 39 sièges, à la déception du gouvernement fédéral, dirigé par des Malais musulmans, qui forment la majorité de la population de la fédération.

Avec le Sarawak voisin, le Sabah est l'un des deux Etats non continentaux de la Fédération malaisienne et le seul à dominante chrétienne. Le PBS a mené une campagne particulièrement animée sur le thème du renforcement des droits de son Etat riche en pétrole et en bois, mais dont une bonne part des revenus sont prélevés par la capitale fédérale.

Le gouvernement de M. Mahathir est plus proche de l'USNO et le résultat des élections constitue un revers alors qu'il envisage, fort des brillants résultats économiques de la Fédération, d'organiser des élections générales anticipées à

JACQUES BECKAERT

PROCHE-ORIENT

La présence de non-juifs parmi les immigrants soviétiques suscite une vive polémique

et liberation des in

40 min

de notre correspondant

Les rabbins ont été les premiers, il y a quelques mois déjà, à poser la question: combien de non-juis parmi les milliers d'immigrants soviétiques qui, depuis le début de l'année, débarquent chaque jour à l'aéroport de Lod-Tel Aviv? La réconse varie selon les excuerce mais réponse varie selon les sources mais se situe toujours autour de 20 % à 30 %.

Le ministre de l'intérieur, le rabbin Arye Deri, un des dirigeants du parti ultra-orthodoxe Shas, trouve que c'est beaucoup trop. Au beau milieu d'une vive polémique, comme on les aime à Jérusalem, il vient donc d'an-noncer son intention de faire amen-der la loi du retour dans un seus plus restrictif. La question concerne au premier chef la communauté juive d'Union soviétique qui, coupée de toutes ses racines culturelles et religieuses depuis plus de soixante-dix ans, passe pour avoir été la plus perméable aux mariages mixtes.

Détournement de l'esprit de la loi

The state of the s

THE PERSON

1 1100

上性質

THE TENT

and the state of t

150

.

10 1 m

. ...

12 17 58

Pilier juridique et politique de l'Etat, la loi du resour stipule que tout juif a le droit d'immigrer en israël où il obtient automatiquement la nationalité du pays. Comme l'intention du législateur n'était évidemment pas de séparer les familles, le bénéfice de la loi a été étendu au conjoint poppinif forati ou érouse) et conjoint nonjuif (mari ou épouse) et aux enfants ou petits-enfants qui pourraient se prévaloir d'un parent ou d'un grand-parent (côté maternel ou paternel) juil Même s'ils ne sont pas juifs, notamment au regard de la loi religieuse, les intéressés ont, eux aussi, d'oit à la nationalité israélienne – en gardant leur confession d'origine et en avant toujours la posd'origine et en ayant toujours la pos-sibilité de se convertir au judaïsme.

Conclusion d'un spécialiste:

«Tout Soviétique qui peut prouver que son grand-père, même enterré depuis cinquante ans quelque part en URSS, était juif a droit à bénéficier de la loi du resour et peut se présenter au ministère de l'intérieur à Jérusalem pour obtenir la nationalité israélienne.» Le rabbin Deri y voit un véritable détournement de l'esprit de la législation : l'amendement « familials à la loi du rétour avait pour objet d'empêcher qu'une famille ne puisse se réunir en Israël; le voilà

pas d'illusions et déclare : « Ceux qui immigrent en Israël en tant que nonjuifs simplement parce qu'ils savent qu'ils peuvent profiter de cette disposi-tion de la loi du retour vont être financièrement pris en charge par Israël alors qu'ils ont, en fait, l'inten-tion de refaire leur valise quelque temps plus tard et de s'en aller ailleurs » - aux Etats-Unis ou en Afrique du Sud, notamment. D'où la nécessité, selon le ministre, de durcir transformé en créneau pour tous les la réglementation afin que tout candidats au départ d'URSS. Soviétique, candidat à l'immigration

Le ministre de l'intérieur ne se fait

et dont le seul lien avec le judaïsme serait un grand-parent juif en URSS. comprenne qu'il lui fandra chercher un autre pays d'accueil qu'Israel. L'intervention d'Arye Deri a fortement déplu à tous les porte-parole de la communauté juive soviétique.

D'Ida Nudel en passant par Nathan Chtcharansky, les plus célèbres des anciens refuzniks s'apprêtent à mener campagne contre une réforme qu'ils jugent dangereuse pour l'immi-

ALAIN FRACHON

Le commandant en chef de l'aviation dénonce les « menaces irakiennes »

de notre correspondant

«Le roi Hussein de Jordanie joue avec le seu» en développant «une étroire collaboration militaire» avec un persenzire aussi radical que l'Irak. Tel est le point de vue du comman-dant en chef de l'aviation israélienne qui, pour la deuxième fois en une semane, vient de répéter qu'il presait très « au sérieux » le renforcement continu du potentiel militaire de l'Irak et les menaces que ce pays a proférées à l'encontre d'Israël et de certains Etats du Golfe.

certains Etats du Golfe.

Habituellement plutôt avare de déclarations, le général Avraham Bin Nun a redit à la presse, vendredi 20 juillet, que la politique du président Saddam Hussein ne relevant pas de la rhétorique : outre la «cooperation» avec la lordanie, il y a eu, a-t-il déclaré, un «renforcement» militaire dans les régions ouest de l'Irak, «ce qui, à l'évidence, concerne plus Israèl que l'Iran». Il a présenté le président Saddam Hussein comme «de plus en plus confiant dans son potentiel militaire, ce qui, pour le général Bin Nun, ren-

force la tentation du passage à l'acte, « peut-être demain», à l'encoutre des voisins de l'Irak dans le Golfe.

Il estime que la fin de la guerre entre l'Iran et l'Irak – qui fut un moment de relatif répit stratégique pour Israël – a changé les données dans la région et impose à l'Etat hébreu de réviser un budget militaire largement amputé au cours des der-nières années. Tout en faisant part de ses craintes devant la « menace irakienne», le commandant en chef de l'aviation s'est, cependant, distingué de la plupart des commentateurs de la presse locale en rappelant que la Syrie restait, dans l'immédiat, le vrai danger militaire pour Israël.

Des intentions

mal commes Si l'Irak inquiète, dit-on dans les milieux officiels à Jérusalem, c'est aussi « parce qu'on connaît mai ses dirigeants et que, contrairement à ce qui se passe avec nos voisins, on n'a pas développé de canaux surs avec Bagdad pour empêcher qu'il y uit des erreurs d'interprétation sur leurs inten-tions et sur les nôtres».

La question devait être au menu des entretiens que le ministre ismélier de la défense, M. Moshé Arens, aura ce week-end à Washington avec son homologue américain, M. Richard Chency. Dans un climat de relatif malaise entre les deux pays, il s'agit de la première visite aux Etats-Unis d'un membre du nouveau gouvernement de droite au pouvoir à Jérusa-lem. Ce voyage, selon la presse israé-lienne, aurait été décidé au dernier moment, «d'urgence», et ne serait pas étranger à la tension entre l'Irak ct le Koweit.

Tout ne paraît pas, pour autant, aller de soi dans les relations israéloaméricaines. Avant même que M. Arens arrive à Washington, le département d'Etat annonçait le report à septembre de conversations sur la coopération stratégique entre les deux pays prévues pour la semaine prochaine. Là encore, les milieux officiels avançaient des «raisons techniques », cependant que la presse voyait une pression exercée sur le gouvernement israélien pour l'inciter négocier avec les Palestiniens.

La presse s'en prend violemment à l'OLP et à l'Irak

EGYPTE

LE CAIRE

de notre correspondant Les relations entre l'OLP et

l'Irak d'une part et l'Egypte de l'autre se sont tendues depuis quelques jours. Signe de cette tension, la multiplication des critiques dans la presse officieuse égyptienne à l'égard de l'OLP et de l'Irak. Tout a commencé jeudi 19 juillet

quand les journaux du Caire ont affirmé que le président de l'OLP, M. Yasser Arafat, soutenu par le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, avait « diffamé l'Egypte » dans son allocution à l'ouverture du conseil ministériel de la Ligue arabe à Tunis, le 17 juillet. Selon les propos prêtés par la presse officieuse à M. Ara-fat, ce dernier aurait accusé l'Egypte d'être au service de la diplomatie américaine en contrepartie du blé que Washington lui livre au compte-gouttes. M. Aziz, qui a pris la parole après le chef de l'OLP, a accusé implicitement l'Egypte de faire partie d'un complot visant à affaiblir les Arabes dans leur action contre la menace israélienne, ont ajouté les jour-

Un démenti de l'agence palestinienne WAFA et le « message urgent » envoyé par M. Arafat au président Moubarak au sujet de la conférence ministérielle arabe n'ont visiblement pas été jugés suffisants, puisque la campagne con-tre l'OLP et l'Irak n'a cessé de se développer.

Vendredi, le rédacteur en chef de l'officieux Al Goumhouria écrivait : « Demander à l'OLP un communiqué permettant de renouer le dialogue avec les Etats-Unis n'est pas un complot. Ce qui en revanche constitue un complot, c'est empoi-sonner l'atmosphère arabe et provoquer des guerres interarabes. » Le rédacteur en chef de l'officieux Akhbar el Yom s'étonnait pour sa part des «calomnies» irakiennes. « Nous sommes habitues aux attaques sporadiques de Yasser Arafat contre l'Egypte, mais nous avons été par contre choqués du soutien que lui a accordé Tarek Aziz.»

Un autre éditorialiste accuse l'OLP de vouloir empêcher par tous les moyens le retour de la Ligue arabe au Caire, tandis que le rédacteur en chef d'Akhbar el Yom affirme que M. Arafat est « un milliardaire qui mêne une vie de mil-

ALEXANDRE BUCCIANTI

YEMEN : les difficultés de l'unification

Des incidents parfois meurtriers se multiplient dans le Nord

Si l'unification des deux Yémens semble en bonne voie. elle ne va pas sans quelques difficultés dans les régions désertiques, largement incontrôlées, du Nord-Est. Un simple accident de circulation peut en témoigner. MAAREB

de notre envoyé spécial

La scène se passait en juin, près de Baraaquesh, une gigantesque forteresse en ruine au milieu des sables, non loin de Maarch, la légendaire capitale de la reine de Saba. Ce fut un accident meurtrier mais banal : une camionnette es emboutit une autre, faisant cinq morts. Le conducteur du véhicule fautif regague alors son village tout

proche. Mais tout se complique lorsque la police vient l'arrêter peu après. Car, dans le village, comme dans toute la région, chacun est armé. Les policiers sont accueillis par un feu nourri et doivent battre en

retraite. Quelques jours plus tard, l'af-faire avait dégénéré en affronte-ment généralisé. Eparpillés au milieu du désert, plusieurs véhicules blindes avaient encercle les lieux et des nids de mitraillenses avaient été installées sur les crêtes des collines environnantes. Une délégation d'une trentaine de villageois, armés jusqu'aux dents, craient venus parlementer avec les responsables militaires. Tout autour, les soldats pointaient leurs fusils sur le groupe.

L'influence saoudienne

Un accrochage isolé? Non: depuis l'annonce de l'unification, les incidents, parfois meutriers, se multiplient dans la région. Peu auparavant, ils avaient ensanglante la ville de Maarch (le Monde du 3 mai). Les affrontements, qui avaient continue de manière sporadique durant plusieurs jours, avaient fait une quarantaine de morts, dont une dizaine de soldats et de policiers.

Cette recrudescence de la tension n'est vraisemblablement pas due au hasard. « Ce sont les Saoudiens qui fournissers les armes aux gens de la région, en leur affirmant qu'ils pourront ainsi mieux sauregarder leur indépendance face aux autorités », souligne Talai, un

« Les Saoudiens craignent notre unification et font tout pour l'empêcher, car ils ne veulent pas que le Yèmen devienne un pays puissant. v

Aussi, pour Talai, comme pour beaucoup de ses compatriotes, Punification doit-elle permettre au Yémen de se libérer de l'influence saoudienne (le Monde du 29 juin). Beaucoup comptent pour cela sur l'action de l'armée du Sud-Yèmen, qui jouit au Nord d'une image d'efficacité : le régime prosoviérique d'Aden a la réputation de moins s'en laisser conter que celui de Sanaa, qui a eu jusqu'ici fort à

faire pour contrôler son propre ter-Yéménite rencontré à Maareb, qui connaît bien la région. Il poursuit : Ce n'est d'ailleurs pas seulement

leurs soldats que s'échangent le Nord et le Sud, mais aussi leurs ingénieurs, leurs médecins, leurs enseignants. A Al Mahwit, par exemple, un

petit bourg au cœur de la montagne au nord-ouest de Sanaa, c'est un chirurgien sud-yéménite, arrivé tout droit de son moderne hôpital d'Aden, qui venait juste de pren-dre en main le dispensaire local. C'est là un aspect assurément

plus avenant de cette réunification. maintenant résolument engagée, malgré les difficultés.

THIERRY MALINIAK

A TRAVERS LE MONDE

Cinq nouveaux réfugiés à l'ambassade d'Espagne ...

La situation s'est aggravée vendredi 20 juillet à l'ambassade d'Espagne à La Havane avec l'entrée de cinq nouveaux réfugiés, ce qui porte à neuf le nombre de

Cubains dans la représentation espagnole. Par ailleurs, le gouvernement ouest-allemend a repoussé avec vigueur les assertions selon lesquelles la RFA a encouragé des Cubains à se réfugier dans des ambassades étrangères (le Monde du 21 juillet). Dire qu'une offre de soutien financier a été faite à des dissidents est totalement absurde et ne fait que souligner l'inconsisrance de ces reproches » a indiqué le porte-parole du ministère des affaires étrangères, à la suite de la diffusion par la télévision cubaine d'entretiens de dissidents affirmant que l'ambassade ouest-allemande à La Havane leur avait offert d'importantes sommes pour dénoncer les infractions des droits de l'homme à Cuba. Tous les dissidents interrogés sortalent de prison ou avaient subi un interroga-toire poussé de la police. - (AFP.)

des prisonniers

Ces conditions sont « particulià-

ROUMANIE

Protestation contre les conditions de détention

La Fédération internationale des droits de l'homme, qui a enquêté en Roumanie du 14 au 19 juillet. 'estime «inacceptables» les conditions de détention des cent quatre-vingt-cinq personnes officiellement détenues en Roumanie à la suite des événements de juin der-

rement scandaleuses » en ce qui concerne les trente-quarr adolescents. « Entessés à six par cellules exigués et sens lumière, dont ils ne peuvent sortir qu'une heure par jour, svec pour seule commodité un seau pour uriner, précise la Fédération dans un communiqué publié le vendredi 20 juillet, les détenus, en pyjama rayé, ne disposent ni de livres ni d'objets personnels et n'ont eu, depuis un mois, aucun contact evec leur famille ou leur avocat. Plusieurs souffrent des coups reçus lors de leur arrestation ou pendant les cinq jours passés au camp de Magurele avant leur transfert dans

مكذا من الاحل

L'affaire de Port-Fréjus

M. Léotard aime « prendre des risques »

Dans l'affaire de Port-Fréjus, qui vaut à sa municipalité des démêlés avec le tribunal administratif de Nice, M. Léotard s'emploie à rassurer les promoteurs immobiliers en multipliant les inaugurations. Au conseil municipal, les membres de l'opposition craignent que la municipalité ne soit condamnée un jour à payer des indemnités importantes aux plaignants.

FREJUS

de notre envoyé spécial M. François Léotard n'en finit pas de poser des premières pierres sur le chantier de Port-Fréjus. A force d'inaugurer des tranchées, en tant que maire de la ville, l'ancien ministre de la culture est même devenu un honorable maçon, si l'on en juge par les deux impeccables coups de pelle qu'il a symboliquement donné, vendredi aprèsmidi 20 juillet, devant les cameras de FR 3 et une assistance réduite. sur le site octroyé à la SCI Bleu marine, l'une des sociétés immobilières associées à cet ambiticux projet de la Société d'économic mixte de l'aire de Frejus (SEMAF). dont la municipalité est la princi-

· Du haut d'une estrade de fortune, M. Léotard a tenu des propos parfaitement adaptés à l'original contexte de cette grande opération d'urhanisme engagée autour d'un nouveau port de plaisance. «Je crains beaucoup, a-t-il déclaré, que nous ne soyons dans une société où de moins en moins de Français Une société dans laquelle on a peur de son ombre, dans laquelle investir, créer, croire en l'avenir, soient quelque chose qui culpabilise. Je voudrais dire combien je souhaite avoir autour de moi des Français qui prennent des risques. »

Des propos fort appropriés parce qu'en l'occurrence le maire de Frè-jus, qui n'a pas « peur de son ombre », donnait lui-même l'exemple d'un homme aimant a prendre des risques . Le chantier de la société Bleu marine fait partie, en effet, des lots de terrain dont la propriété est contestée non seulement par le précédent occupant des lieux, auteur des diverses plaintes déposées contre la SEMAF, M. René Espanol, l'entre-preneur évince du montage de opération, qui accuse la municipalité d'avoir savorisé des intérêts privés sous couvert d'utilité publique (le Monde des 13 juin et 11 juillet), mais contestée aussi par le tribunal administratif de Nice, qui a successivement annulé, le 2 mai 1989, la déclaration d'utilité publique ayant servi de base juridique à l'expropriation de M. Espanol, puis, le 10 mai 1990, deux des permis de construire accordés aux promoteurs par la mairie, et en particulier celui accordé à la SCI Bleu marine.

Un cas exemplaire

M. Leotard, président de la SEMAF, a donc décidé de passer outre, sans même attendre l'arrêt que le Conseil d'Etat doit rendre à ce sujet le 27 juillet, et il l'a fait en sachant que, dans ses conclusions, le rapporteur de la haute juridiction administrative s'est prononce pour le rejet de la requête formée par la SEMAF contre la décision du 2 mai 1989 ca qui pourrait mai 1989, ce qui pourrait entraîner automatiquement la nullité de toutes les expropriations

Les pantoufles des énarques

Suite de la première page

On constate surtout que les départs se produisent plus tôt que naguère après la sortie de l'école et qu'ils se diversifient vers des professions nouvelles et parfois plus risquecs que ne le sont les «grands groupes» traditionnels industriels ou financiers (le Monde du 23 mai 1990).

Cette croissance et cette évolution sont également relevées dans le numéro de juin 1990 des Cahiers de la fonction publique et de l'administration. M. Michel Pinault, secrétaire général du Conseil d'Etat, s'inquiète du changement de nature des transferts du public vers le privé, qui « rend les retours éventuels plus improbables », alors que naguère les flux et les reflux s'équilibraient à peu près.

Ce constat entraîne une crainte pour l'avenir, car on enregistrera un déficit d'effectif de hauts fonctionnaires. Un corps comme le Conseil d'Etat, dont les missions s'accroissent, en souffrira gravement. Ainsi, sur l'effectif budgétaire de ce grand corps de deux cent quatre-vingt-dix-huit membres, cent douze exercent une fonction en dehors de lui, dont notamment trente-quatre dans une autre administration. dix-huit dans des cabinets ministériels, trente et un dans le secteur privé et seize dans un établissement public, alors que dix remplissent un mandat parle-

La même inquiétude se manifeste à la Cour des comptes, où. seion M. Alain Pichon, secrétaire général, la situation se présente comme « un entonnoir renversé ». alors qu'elle avait naguère la forme d'une a pyramide cylin-

Le prix de la « pean d'âne »

Plus clairement, la base des "auditeurs" se fragilise. le milieu de carrière enregistre des départs en rangs serrés de conseillers référendaires, alors que les conseillers-maîtres en fin de carrière voient leur effectif s'accroître et dépasser ceux des catégories plus jeunes, ce qui entraîne un vicillissement du

A l'inspection des finances, M. Pierre Gisserot, chef du service, constate que ce corps est. plus que d'autres, habitué à voir ses membres nomadiser. Il constate cependant lui aussi que

les départs d'inspecteurs des finances vers le monde des entreprises se produisent à un âge plus eune qu'auparavant et il redoute que le mouvement ne s'accontue et ne touche la tranche des ages moyens. Cependant, M. Gisserot ne veut pas dramatiser et trouve même que ce serait une catastrophe pour l'économie nationale si tous les polytechniciens et si tous les énarques demeuraient au service de l'Etat.

Ainsi, à tous les niveaux de la fonction publique, qu'il s'agisse des ingénieurs issus des « grandes écoles » scientifiques et techniques, qu'il s'agisse des « grands corps » de l'Etat ou des administrateurs civils formés par l'ENA. le même constat est établi : le phénomène du passage des hauts fonctionnaires vers le secteur privé n'est pas nouveau, mais ses motivations changent et son ampleur s'accroît.

La réhabilitation de l'entreprise, naguère méprisée par ceux qui choisissaient la noblesse du service de l'Etat, s'est accentuée depuis une vingtaine d'années et accélérée depuis une dizaine. Le prestige acquis par l'Ecole nationale d'administration en quelques décennies a incité les meilleurs étudiants diplômés d'autres grandes écoles à décrocher une « peau d'ane » supplémentaire présumée plus monnayable.

On constate aussi que les trois raisons essentielles qui pous-saient au service de l'Etat - le prestige, le pouvoir, la carrière s'affadissent et sont remplacées par l'initiative, la responsabilité et l'efficacité, qui sont réputées plus frequemment rencontrees dans le secteur privé.

A cela s'ajoute de plus en plus un haut niveau de rémunération que n'arrive plus à compenser l'avantage que représente la stabilité de l'emploi garanti pour les fonctionnaires. Même les « primes » accordées de façon plus ou moins occulte et les avantages liés à la fonction ne sont plus aussi attrayants que les accessoires financiers liés à certains postes des entreprises privées, comme les «stock

Les Cahiers de la fonction publique envisagent amèrement l'avenir de la haute administration en écrivant : « Prenons garde qu'il ne reste un jour qu'un service public modernise mais dépourvu des élites qu'autrefois on nous enviait a

ANDRÉ PASSERON

M. Léotard s'est déclaré sûr de son droit après que, pour sa part. le représentant de la société Bleu marine eut affirmé son titre de propriétaire en vertu d'un jugement en référé rendu le 27 avril 1980 par le tribunal de grande instance de Draguignan, qui avait rejeté une demande de M. Espanol tendant à la suspension des travaux. Avalisant cette interprétation et parlant en qualité parlementaire de « faiseur de lois », le maire de Fréjus, a assuré que « toutes les décisions prises » dans cette affaire sous son autorité « ont

èté conformes au droit français.» Il a souligné que cette nouvelle pose de première pierre se justifiait d'autant plus que le promoteur avait dejà commercialise 86 % de son programme de quatre-vingtdouze logements. Il a insisté sur les premiers effets positifs de l'aménagement de Port-Fréjus pour les finances de sa commune qui a déja engrangé 40 millions de francs : a Dans cette opération, pas une rue. pas un immeuble, pas un ilôt giratoire, pas un lampadaire n'aura couté I centime à la ville... . Il a rendu hommage au « dévoue-

O Le Parti radical espère une « représentation minimale » en 1993. - Le Parti radical, préside par M, Yves Galland, veut obtenir « une représentation radicale minienale de dix députés « aux élections législatives de 1993 et tripler ainsi sa représentation actuelle de trois députés, MM. Pierre Merli (Alpes-Maritimes). Andre Rossi (Aisne) et André Rossinot (Meurthe-et-Moselle), qui siègent sur les bancs de l'UDF. Dans le numéro de juillet Parti radical annonce son intention de « mettre sur orbite » de nouveaux candidats des l'automne, en revendiquant une vingtaine de a circonscriptions éligibles » auprès de ses alliés de l'Union pour la France » (UPF). Dans cette liste. figurent notamment les noms de MM. Yves Galland, Didier Bariani, maire du vingtième arrondissement de Paris, et Aymeri de Montesquioux. député européen. Le Parti radical a indiqué égalcment que son quatre-vingt-onzième congrès national se tiendra à Paris les 30 novembre, le et 2 décembre prochains.

G Gaadeloupe : inculpation d'un ancien député. - M. Henri Beaujean, ancien député apparenté RPR de la Guadeloupe de 1986 1988, maire du Moule de 1977 à 1988, a été inculpé, mercredi 18 juillet, d'abus de biens sociaux et de faux en écritures privées. M. Beaujean a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire, moyennant une caution de I million de francs. Cette inculpation fait suite à une plainte déposée par son ancien premier adjoint. M= Gabrielle Louis-Carabin (div. droite), élue maire du Moule en mars 1989, pour des irrégularités commises dans la gestion d'une société d'économie mixte. Médecin, promoteur immobilier et homme d'affaires. M. Beaujean récuse les accusations portées contre lui en affirmant être . riche d ne savoir que faire de [son] argent ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 20 juillet : DES ARRÊTÉS

- Du 5 juillet 1990 portant homologation de reglements de la Commission des opérations de

- Du 17 juillet 1990 portant homologation du réglement nº 90-08 de la Commission des opérations de Bourse.

- Du 20 mars 1990 fixant les modalités selon lesquelles les internes et les résidents en médecine effectuent des stages hors de leur subdivision d'origine.

UNE LISTE

- Générale de classement des candidats aux emplois réservés de deuxième catégorie, année 1988 et reliquat des listes des années anté-

Auberge « Au fil de l'eau » Menus et carte - Vivier

Banquets - Repas d'affaires Cadre reposant - Feu de bois Fermő mardi et dimanche soir et mercredi toute la journée

84, quai de Saine PARKING 95530 La Frette-sur-Seine TAL: 39-78-45-28

ment », à la « ténacité », à l' « inté-grité » du vice-président de la SEMAF, son premier adjoint, M. Gilbert Lecat, maître d'œuvre du projet. Il a exprimé sa consternation devant les critiques et les soupcons : « Je n'ai pas beaucoup de respect pour ceux qui s'acharnent à empêcher, à détruire. » Il a donné rendez-vous à FR 3 pour les la content de fête du port qui permettra, les 16 et 17 aout, de « se réjouir autour des chantiers, des ouvriers, des grues», et à ses électeurs en 1995. Ce fut ainsi une bien belle pose de

première pierre. Pourquoi, diantre, M. Léotard se serait-il « culpabilisé »? Le maire de Fréjus ne fait qu'user des prérogatives que les lois de décentralisation ont données aux maires de France. En effet, il avait le droit, comme il l'a fait, de demander au préfet une seconde déclaration d'utilité publique et de délivrer de nouveaux permis de construire pour contourner la justice adminis-trative. Et, comme il s'écoulera beaucoup de temps avant que celle-ci ne redonne éventuellement raison au plaignant, les chantiers seront menes à terme, et ledit plaignant confronté au fait accompli, avant la fin des navettes judi-

Voilà en quoi l'affaire de Port-Fréjus apparaît exemplaire de l'isolement du vulgum pecus en presence d'institutions locales désormais dotées de pouvoirs qui peuvent, dans certaines circonstances, devenir exorbitants.

La seule consolation da vulgum pecus en cause à Fréjus, M. Espanoi, est d'avoir réussi un tour de force politique : au cours de la conférence de presse qu'il a tenue vendredi après-midi à Saintfois son désarroi et « réclamer justice », cet entrepreneur ruiné avait à ses côtes, pour l'appuyer, dans un inédit coude à coude anti-léotardien. à la fois les conseillers municipaux du Front national et ceux du Parti socialiste.

ALAIN ROLLAT | du Port autonome de Strasbourg

Contre l'avis des écologistes

Le gouvernement autorise l'implantation de l'usine d'acide citrique à Marckolsheim

Le gouvernement français a donné, vendredi 20 juillet, contre l'avis des écologistes, le feu vert à l'implantation d'une usine de fabrication d'acide citrique par la société autrichienne Jungbunzlauer, près de Marckoisheim (Bes-Rhin), qui devrait entraîner un déboisement de 50 hectares de forêt.

L'autorisation de défrichement a été annoncé par le préfet d'Alsace, au cours d'une conférence de presse. A cette occasion, M= Catherine Trautmann, maire socialiste de Strasbourg, présidente du Port autonome, propriétaire du terrain, a estime que Marckols-heim « est le seul site adapté pour l'implantation de cette usine, qui pourrait créer à terme cinq cents emplois». « Toutes les garanties ont été obtenues pour l'environnement, a ajouté M= Trautmann, la décision prise est un bon compromis écologie-développement, un modèle de développement pour lequel les écologistes devraient militer [pour] que la préoccupation de l'environnement soit un chapitre obligé du développement économique plutôt qu'un enjeu politicien. »

M. François Mitterrand, sollicité par M. Antoine Waechter, chef de file des Verts, avait estimé le 16 juillet qu'il n'était « pas opportun » de s'opposer au projet. Les Verts alsaciens avaient réagi à cette prise de position en estimant le 19 juillet qu'e entre les bonnes intentions politiciennes et la réalité il y a une marge que les socialistes Monde daté 20 et 21 juillet).

Le secrétariat d'Etat à l'environnement, que dirige M. Brice Lalonde, a indiqué pour sa part, vendredi 20 juillet, que « le projet d'extension de la zone industrielle

était inscrit dans une logique de planification économique annoncée depuis longtemps ».

Le secrétariat souhaite que le calendrier des opérations restant à réaliser pour achever un plan de protection de la forêt rhénane lancé en 1976 soit rendu public avant l'engagement des travaux. Il se déclare en outre prêt à envisager a la créasion de réserves naturelles nouvelles et à prendre des arrêtés de biotope afin de protèger des écosystèmes fragiles ou menaces ».

Maigré l'annonce, par le ministère de l'agriculture, du classement de 4 200 hectares supplémentaires en « foret de protection », les mouvements écologistes alsaciens considérent cette autorisation comme « un nouveau grignotage » de la foret rhénane. L'Association fédérative pour la protection de la nature (AFRPN) du Bas-Rhin a décidé, vendredi 20 juillet, de déposer un recours auprès du tribunal administratif de Strasbourg et envisage d'occuper le site dès l'ouverture des travaux.

O M. Rausch met en cause « certaines pratiques » de M. Stira. -M. Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur, a déclaré, vendredi 20 juillet à Nancy (Meurthe-et-Moselle), que le minis-tère du tourisme, dont il a cu la charge pendant quelques jours après la démission de M. Olivier Stirn, « avait souffert de certaines pratiques ». M. Rausch aurait notamment relevé « des habitudes qui ne concordent pas avec l'idée que le Lorrain que je suis, a-t-il dit, tère ». Le ministre du commerce extérieur avait assuré du 4 au 17 juillet, l'intérim de M. Stirn, contraint à démissionner après l'affaire des « figurants », jusqu'à la nomination de M. Jean-Michel Baylet au ministère du tourisme.

LIVRES POLITIQUES

"EST une fable, un conte philosophique, une utopie. Dans ce pays, le nôtre, les termites attaquent sélectivement mais très efficacement certains bătiments publics, ceux qui abritent et incarnent les principales formes d'intervention de l'Etat dans la vie sociale : le ministère des finances, l'école, la Sécurité sociale, la SNCF, la mairie... Ils s'effondrent et, bientôt, tout le système administratif s'en trouve

paralysé. Les gens sont conduits à s'organiser par eux-mēmes, spontanément, autrement, suivant des normes - non pas des normes. des inclinations ! - nouvelles ou retrouvées. Ils se libèrent d'un carcan : les enfants, de l'encasernement scolaire, les adultes, de la prise en charge étatique. Faut-il préciser que, dans ce doux rêve. tout ve pour le mieux, au point de faire apparaître la réalité comme un cauchemar?

Cette plaisante mise en cause du système qui nous gouverne et nous administra est l'œuvre de Claude Reichman. En la préfaçant, Raymond Barre observe que cette arévolution des termites s ne serait pas une catastrophe si elle symbolisait a l'effondrement des structures vermoulues et l'occasion d'un nouveau départ ». Il vaudralt mieux organiser ce changement plutôt que le subir. estime-t-il.

A l'opposé de cette contestation radicale rêvée par l'« administré », l'essai signé Petitjouan et préfacé par un autre ancien premier ministre. Pierre Messmer, se place dans une perspective réaliste et volontariste. Il est l'œuvre d'un professionnel de l'administration qui, au cours de sa carrière, a connu de l'intérieur le République des bureaux. Il en démonte les rouages pour nous, les « assujettis », en quête de considération, mais aussi pour ceux de ses collèques qui ne se satisfont pas du système. Petitjouan souligne l'originalité du mécanisme, « produit croisé du centralisme napoléonien et du gouvernement des juges : une grande partie, écrit-il, des règles qui obligent, à un titre ou à un autre, la population française

Rêves *administratifs*

sont élaborées par des groupes de fonctionnaires-juristes assistés le cas échéant de fonctionnairestechniciens et définitivement mises au point au sein d'une compagnie de juristes-fonctionnaires [le Conseil d'Etat].

Ce circuit en vase clos favorise la technocratie et l'abstraction : «Les administrés s'effacent derrière les dossiers », ce qui satisfait dans le personnel des administrations publiques des démocraties occidentales « le goût pour les occupations de l'esprit et la répugnance pour les responsabilités ».

Les fonctionnaires n'en exercent pas moins un pouvoir trop tourné vers lui-même et dont la légitimité est de plus en plus mai perçue par ceux qui le subissent. Petitjouan met notamment en cause la pratique des « délégations (...), principal élément du pouvoir des bureaux a, qui n'a même pas une assise juridique très ferme, il décrit cette « sorte de monopole de droit ou de fait » portant sur tout ou partie de l'information nécessaire à l'instruction des affaires. Il désigne ce savoir-écrire » qui permet à l'administration de « faire face victorieusement à toute objection possible ». Si le politique a besoin, füt-ce fugacement, du concours de son auditeur-électeur, note-t-il. k les bureaux peuvent se passer de celui de l'administré ».

Dans l'évolution qui a conduit de l'Etat-gendanne à l'Etat-providence, l'auteur observe : « Sécurité, stabilité même de l'emploi et puissance syndicale caractérisent la condition des agents publics permanents aujourd'hui... Le pouvoir hiérarchique et son corollaire, la discipline, ont disparu en fait pour des branches entières du service public », et il remarque : « Ce n'est pas une des moins plaisantes bizarreries de notre société que la voir demander une attestation sur l'honneur à l'appui de chaque dossier de rembourse- | 125 F.

ment de la Sécurité sociale et de la trouver en même temps si tolérante pour ceux de ses membres qui se trouvent investis du droit d'agir en son nom. »

ANDRÉ LAURENS

Petitiouan déplore la dégradation de la fonction de contrôle et les erreurs dans le recrutement (via l'ENA, notamment); il dénonce « la tendance à une conception égalitaire des rapports entre l'Etat et ses propres agents ». Au terme de son constat », l'auteur estime que la solution est à rechercher dans une décentralisation qui tende vers la démocratie directe (et non vers ('autogestion). Elle suppose, selon lui, de « favoriser la naissance, à l'aide de dispositions juridiques appropriées, de nouvelles communautés civiles où les libertés politiques locales pourront s'épanouir ». Il s'agit d'une ∢ vaste et délicate entreprise » aliant bien au-delà de la décentralisation de 1982 qui, selon notre spécialiste, n'a fait que multiplier les niveaux de pouvoir et l'emprise des agents qui les servent. La décentralisation radicale qu'il préconise vise à instaurer des ■ centres autonomes de décision publique » qui seraient administrés par deux catégories de fonctionnaires locaux, les uns élus, les autres nommés, dépendant de régimes professionnels différents. Pour le coup, ce serait bien une révolution, si ce n'est pas une utopie comparable à celle révée précédemment !

André de Peretti propose, dans un assai sur la « Mini psychologie de l'ad-mini-stration », d'inventer de nouvelles formes de relations avec celle-ci. Il mele joyeusement la réalité et la fiction dans cette réflexion lyrique et baroque aussi éloignée qu'on peut l'être du formalisme administratif.

75 W.

Sec. 11:0

Flanking,

 La Révolution des termites, de Claude Reichman - Albatros. 187 pages, 98 F. ▶ La République des buresux, de Petitiouan - Editions Papyrus, 208 pages, 195 F. « Mini psychologie de l'admini-stration », d'André de Peretti, le Journal des psychologues (61, rue Marx-Dormoy, Marseille 13004), 183 pages,

Le crime et l'Histoire

par François Bédarida

Nul parmi les spécialistes du génocide nazi ne s'est étonné en pre-nant connaissance des chiffres publiés par le quotidien polonais. Gozeta à la suite d'un travail d'in-vestigation historique réalisé par le Musée d'Auschwitz (le Monde du 19 juillet). Mais beaucoup ont du être surpris d'une rectification de cette ampleur, dans la mesure où depuis quarante cinq ans circulaient les calculs les plus fragiles sur le nombre des victimes de la plus gigantesque usine de mort que lemonde air connue. Comme la folie meurtrière défie la rationalité, on a avancé couramment le chiffre de quatre millions de morts. Une estimation qui a trouvé d'autant plus largement créance qu'elle a été véhiculée non seulement par les médias mais par bon nombre de livres et de films sans que l'on songe à la criti-

En cédant à l'inflation des nombres, certains espéraient-ils dénoncer avec plus de force l'énormité du crime? C'est probable. En tout cas, le fait est que la mémoire collective s'est emparée du chiffre de quatre millions – celui-là même qui, sur la foi d'un rapport soviétique, figurait jusqu'ici à Auschwitz sur le monn-ment élevé à la mémoire des victimes du nazisme, - cependant qu'à Jérusalem le musée de Yad Vasbem indiquait quant à lui un total très au-dessus de la réalité.

.

The second second

Charge Sales and

Pourtant, dès la fin de la guerre, la mémoire savante s'était mise au travail. De ces investigations patientes et minutieuses, il résultait que le chiffre de quatre millions, ne reposant sur aucune base sérieuse, ne pouvait être retenu. Si, en effet, on se réfère aux calculs effectués par le tribunal de Nuremberg sur le nombre global des victimes de la « solution finale», soit 5,7 millions, comment imaginer que le seul camp d'Auschwitz compte pour plus des deux tiers? Le tribunal, au demeurant, s'appropait sur une affirmation d'Eichmann, soutenant que la politique d'extermination avait causé la mort de six millions de juifs, dont quatre millions dans les camps. Qu'en serait-il alors des autres camps de la mort, Treblinka, Belzec, Sobibor, Chelmno?

Si maintenant l'on s'en rapporte aux travaux les plus récents et aux. statistiques les plus fiables - c'est le cas de l'ouvrage de Raul Hilberg, la Destruction des juifs d'Europe (Fayard, 1988), on – aboutit à environ un million de morts à Auschwitz. Un total corrobore par l'ensemble des spécialistes, puisque aujourd'hui ceux-ci s'accordent sur un nombre de victimes oscillant entre 950 000 au minimum et 1,2 million au maximum. Un chiffre très voisin aussi, comme l'on voit, de celui auquel est parvenue la com-

mission historique polonaise du Musée d'Auschwitz

Ajoutons, pour contribuer à clarifier les choses, que le nom d'Aus-chwitz reconvre îni-même plusieurs réalités. En effet, les responsables nazis ont juxtaposé en ce lien: 1, un camp de concentration; 2, un camp de travail; 3: un camp d'extermination (les premiers gazés y furent des prisonniers de guerre soviétiques). Ainsi convient-il de distinguer Australia. chwitz 1 (le camp de concentration d'origine où furent internés et où mouverent de nombreux Polonais), Auschwitz 2-Birkenau, a la fois camp de travail et camp d'externination (là étaient installées les chambres à gaz) et Auschwitz 3-Monowitz, camp de travail destiné à fournir en maind'œuvre l'usine voisine de caout-

C'est à Birkenau qu'en trente-deux mois ont trouvé la mort dans les chambres à gaz un million d'hommes, de femmes et d'enfants, tués du fait de la volonté nazie d'exterminer « la juiverle ». D'autre part on sait anjourd'hui que dans trois antres camps d'extermination situés en Pologne, Treblinka, Belzec, Sobi-bor, ont été gazées 1,5 million de personnes (principalement des juis polonais), dans les mêmes conditions et selon le même système pla nifié et industriel. Néammoins, c'est Anschwitz, le plus grand des camps, qui a été érigé en symbole et dont le souvenir par son atrocité continue de hanter la conscience européenne

chouc synthétique de l'IG-Farben.

Rigueur et vérité

Deux observations pour finir. D'abord, on doit se féliciter qu'ait été réalisé et rendu public en Pologne ce travail majeur de rectification historique, corrigeant les chiffres antérieurs. Il y a beau temps que la communauté savante a compris à quel point toute approxima-tion, toute affirmation hative ou excessive va à l'encontre de la cause qu'elle prétend servir. En histoire, rigueur et rectitude sont les deux conditions de la vérité. Seule une arithmétique précise, à base de don-nées diment contrôlées et vériliées, permet d'espérer que s'opère. comme on le voit aujourd'hui, une confluence entre la mémoire savante et la mémoire commune. Et dans ce cas, I'on peut ajouter une autre

D'autre part, les historiens francais ne peuvent que s'associer au vœu émis par le Musée d'Auschwitz : que les archives du camp, saisies par les Soviétiques lorsqu'ils ont liberé celui-ci, en janvier 1945, soient désormais ouvertes et accessibles aux chercheurs pour le bénéfice commun du savoir et de la

François Bédarida est directeur de l'institut d'histoire du temps présent (CNRS).

Par rapport aux engagements de la programmation militaire

Le budget d'équipement des armées pour 1991 serait amputé de 5,6 milliards de francs

En l'état actuel de la préparation du budget de l'Etat pour 1991, il devrait manquer 5,6 milliards de francs au ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevenement, pour disposer des crédits d'équipement que la loi de programmation militaire 1990-1993, promulguée en janvier demier, prévoyait de lui attribuer pour l'an prochain : les armées devraient recevoir 103,6 milliards de francs pour leur équipement nucléaire et classique en 1991 alors que la programmation militaire quadriennale promettait de leur en allouer 109,2 mil-

M. Chevenement vient de prendre connaissance de son enveloppe-pla-fond pour l'an prochain, soit 194,6 milliards de francs (non compris le montant des pensions militaires et civiles) au lieu des 200 milliards de francs envisagés par le rapporteur spécial de la commission des finances à l'Assemblée nationale (le Monde du 16 juin).

Cette somme se répartit ainsi : 91 milliards de francs pour les crédits de fonctionnement (soit une hausse de % par rapport à 1990) et, donc, 103,6 milliards pour les dépenses d'équipement (soit une augmentation de 1,5 %). Au total, le projet de bud-get de la défense pour 1991, si les arbitrages finaux attendus pour la miseptembre n'y changeaient rien, enregistrerait un accroissement de 3 %, quand l'ensemble des dépenses publi-ques bénéficient d'une augmentation de 5,4 %.

Les crédits de fonctionnement sont en leur estimation présente, jugés satisfaisants au ministère de la défense en ce sens que leur accroissement est lié à l'application de mesures revenir sur la plupart de ces mesures concernant la revalorisation de la qui se rapportent, en réalité, à un



condition des militaires, comme le relèvement de certaines primes ou indemnités, l'extension aux armées des hausses salariales dans la fonction publique, l'indexation du prêt des appelés sur le point de la fonction publique, une amélioration de la solde accordée aux volontaires pour un service long (le Monde-du 13 juil-let) ou la création de mille postes supplémentaires dans la gendarmene.

Une baisse de 1 % du pouvoir d'achat

Globalement, il était difficile de

plan de revalorisation de la condition militaire décrété en 1989 (après la «grogne» épistolaire de l'été dernier chez les gendarmes) et étalé sur deux ans, en 1990 et en 1991.

Le ministre de la défense se montre, en revanche, plutôt déçu du montant des dépenses d'équipement, tel qu'il lui est proposé dans sa lettre-enveloppe. Au point qu'on laisse entendre, dans l'entourage de M. Chevènement, que ce volume des crédits, en retrait de 5,6 milliards de francs par rapport aux engagements initiaux de la programmation militaire, n'est pas définitivement «figé» et qu'il devrait faire encore l'objet de certains ajustements dans le cadre des discussions

gouvernementales avant l'approbation finale du projet de budget de 1991, en septembre, par le conseil des

Au lieu des 103,6 milliards de francs attribués pour l'instant, la pro-grammation militaire avait prévu 107,1 miliards (valeur 1989), c'est-à-dire 109,2 milliards (franc révisé pour 1991). Avec une augmentation de 1,5 % par rapport à 1990, ce budget d'équipement induit, s'il est adopté, un ralentissement du pouvoir d'achat reconnu aux armées de 1,1 %, puisque le taux de l'inflation retenu pour 1991 par le gouvernement, comme hypothèse de travail, est de 2,6 %.

Dès sa deuxième année d'exécution, la programmation militaire ne serait pas appliquée, comme pour laisser entendre au Parlement que le gouvernement s'apprête à lui proposer, en 1991, de discuter d'une révision - à la baisse - de ce texte de loi pour tenir compte du nouveau contexte international.

L'an prochain, de premières mesures devraient intervenir. On évoque ici ou là une réduction à vingt-cinq (au lieu de vingt-buit et, même, de trente-trois précédemment du nombre des avions Mirage-2000 commandés et un nouveau retard dans la mise en chantier de frégutes pour l'escorte des porte-avions. Ces mesures auront des implications sur le niveau des activités et sur l'emploi dans les usines Dassault ainsi que dans les arsenaux. Mais il s'agit là d'initiatives ponctuelles et provisoires qui, en réalité, ne sont pas à la dimension du problème créé par la diminution du pouvoir d'achat des armées. En 1991, lors du réexamen de la programmation militaire, il paraît impossible que le ministère de la défense ne soit pas contraint de renoncer à des programmes majeurs

JACQUES ISNARD

MÉDECINE

Après les sanctions înfligées par l'Ordre

SOS-Médecins soutenu par les patients

Pierre Maurice, vice-président de confluence à souhaiter : entre la SOS Médecins Paris, ne fait plus de mémoire polonaise et la mémoire | médecine. Il répond au téléphone, recoit des journalistes et fourbit des arguments juridiques. SOS-Médecins a en effet décidé de faire appel de la suspension de ses praticiens, prononcée par le conseil de l'Ordre (le Monde du 18 juillet) et les marques de soutien affluent au siège de l'association. « Je préserrais exercer mon mélier, confie Pierre Maurice, mais parce que notre existence même est menacèe, je me battrai jusqu'au bout. Les encouragements ne font que renforcer ma motivation.

POLLUTION

à Montchanin

A la suite des réactions d'inquié-

tude de la municipalité et des habi-

tants de Montchanin (Saône-et-

Loire), et à la demande de M. Brice

Lalonde, secrétaire d'Etat à l'envi-

ronnement, une étude a été réali-

sée par le Bureau de recherches

géologiques et minières (BRGM)

pour évaluer les conséquences

pour l'environnement de l'impor-

tante décharge de Montchanin.

Selon les résultats de cette

anquête, la décharge de déchats

industriels présente des « indices

d'imperméabilité conformes à la

réglementation ». En revanche, du

fait de ses caractéristiques géologiques, la décharge d'ordures

ménagères présents « un risque de

pollution pour les eaux de surface

et notamment pour les plans d'eau

M. Jean Le Carpentier, maire

RPR de Bayeux (Calvados), vient

de décider de désermer les poli-

ciers municipaux de sa ville après

Le maire de Bayeux

anvironnants ».

POLICE

désarme

les municipaux

Risaues

Depuis le 16 juillet, le docteur Les piétons saluent les voitures let-ierre Maurice, vice-président de trées que l'Ordre dénonce. Les réjouissent également de la solidarité patients forment et reforment le numéro, inscrit dans l'annuaire en caractères un peu trop grands, paraît-il. « Un appel sur trois est une marque de soutien», soupire une standardiste épuisée.

D'autres ont choisi de relater leur rencontre avec SOS-Médecins par ècrit, « Mon mari a eu un malaise le 14 juillet », commence une dame qui a envoyé une copie de sa lettre à l'Ordre des médecins. Un avocat estime que l'Ordre « devrait plutôt être fier de l'existence de SOS-Médede leurs confrères médicaux et paramédicaux. «Je souffre dans ma conception, peut-être moyenageuse, de l'intérêt de nos malades», écrit un

M. Pierre Maurice est fermement décidé à aller jusqu'au conseil d'Etat ou à la Cour européenne pour la sur-vie de son organisation. Il en appelle au ministre de la santé, au premier ministre et au président de la République pour «le toilettage du code de déontologie » et la réforme de l'Ordre des médecins, « qui ne doit pas être à la fois juge et partie ».

ENVIRONNEMENT

Découverte d'un trafic d'animaux protégés

Les bonnes affaires d'un empailleur

Les enquêteurs de la bri- mépris de tout plan de chasse. gade de gendarmerie de Montiucon (Allier) ont mis un terme à un trafic portant sur la naturalisation de plusieurs centaines d'animaux protégés. M. Gérard Trompat, quarante ans, un taxidermiste peu scrupuleux, installé dans un village de la région montiuconnaise, travaillait avec une clientèle venue de toute la France, qui souvent n'ignorait rien des infractions.

MOULINS

de notre correspondant

«A vendre : chouette empaillée. » C'est cette annonce, relevée en avril 1989 dans un journel gratuit, qui pravoque l'enquête. Le propriétaire de la chouette ne fit aucune difficulté pour communiquer l'adresse du taxidermiste chez qui était découvert un véritable musée, composé de certaines espèces rares. Hérons cendrés. ou bihoreaux et huppes fasciées coroyaient les efficies, les chevaliers et les buses.

Le carnet sur lequel Gérard Trompat portait méticuleusement les coordonnées de ses «clients», devenus receleurs, donnait une nouvelle orientation à l'enquête qui a permis de retrouver à ce jour 370 animeux protégés, dont 65 chevreuils, rués au

Sur les 136 personnes entendues, 105 ont reconnu diverses infractions: destruction, transport ou recei de 132 espèces proté-

gées. Certains particuliers ne possédaiem qu'un animal, mais d'autres ont constitué de véritables salles d'exposition. Chez un chasseur de l'Allier, les enquêteurs ont retrouvé un moyen duc, une effraie et un milan royal tirés au fusi à lunette. Du PDG au gardechassa privé, les clients affluaient chez le taxidermiste, et l'instruction s'annonce longue. Quant à M. Gérard Trompat,

selon lequel ca commerce ne lui aurait rapporté que 150 000 francs en quatre ans, il a été inculpé notamment de naturalisation d'espèces animales non domestiquées protégées et d'animaux naturalisés à des fins commercieles. L'an demier en effet, le taxidermiste, qui est actuellemem sous contrôle judiciaire, avait exposé quelques-unes de ses pièces dans le hall d'une grande surface. La fédération des chasseurs de l'Allier et le centre ornithologique d'Auvergne ont annoncé leur intention de se porter partie civile, ce que vient de faire la Ligue de protection des oiseaux animée par Allain Bougrain-Dubourg.

JEAN-YVES VIF

REPÈRES

114 juillet). Les deux policiers valent interpellé, le 23 juin, en toute illégalité, un marginal de Bayeux qui importunait la fille d'un commercant. Ce dernier avait conduit le jeune homme en forêt pour lui infliger une sévère correction. Après avoir mis les deux policiers en congé sans solde, le maire a fait placer sous clef toutes les armes du poste de police. Déplorant « qu'une ville de 15 000 habitents comme Bayeux ne dispose toujours pas d'une police d'Etat », M. Le Carpentier en appelle à l'aide de l'Etat et se déclare disposé à dissoudre la

NASA

police municipale.

Une navette spatiale avant septembre

Dure loi des séries pour la NASA: sa flotte de navettes spatiales est clouée au sol depuis le 29 mai et elle a d0 faire face, vendredi 20 juillet, à un nouveau revers. Peu de temps avant la mise à feu d'une fusée Atlas destinée à l'étude des phénomènes qui ont lieu dans la banlieue terrestre, les techniciens ont interrompu le compte à rebours en raison d'une fuite d'hélium. Aucune nouvelle date de lancement n'a été prévue. La NASA joue la prudence après les critiques dont elle est l'objet.

L'administration spatiale améril'inculpation de deux d'entre eux, ... caine espère cependant que les le 6 juillet, pour arrestation arbitraire et complicité de coups et vols des navettes reprendront blessures volontaires (le Monde du entre la mi-août et le 1- septem-

bre. Selon le directeur des vols. M. William Lenoir, la NASA espère résoudre rapidament le problème de la fuite d'hydrogène d'Atlantis, pour un décollage d'ici au 12 août.

Si la fuite persiste, ce voi sera retardé et celui de Columbia, prévu yers le 10 septembre, sera avancé de quelques jours. Le lancement, par Discovery, de la mission Ulysse d'étude du Soleil, est prévu pour le 5 octobre et ne peut être différé en raison de la conjonction planétaire nécessaire à sa mission. - (Reuter, AFP.)

SIDA

Un vaccin testé prochainement en Grande Bretagne

Des scientifiques britanniques ont annoncé, jeudi 19 juillet, qu'ils envisageaient de tester, dès le mois de septembre, un vaccin contre le sida sur vingt volontaires sains. Selon le Conseil de recherche médicale et la firme pharmaceutique British Biotechnology, qui ont mis au point ce vaccin, des essais effectués sur des animaux ont montré qu'il stimulait la production d'anticorps capables

de neutraliser le virus HIV. La firme a utilisé des cellules de levure, manipulées génériquement, pour produire des cultures très pures de micro-organismes, proches du virus par la forme et la taille. Le vaccin ne pourrait être váritablement disponible avant trois à cinq ans. - (Reuter.)

ÉDUCATION

Contre l'avis d'une majorité d'enseignants

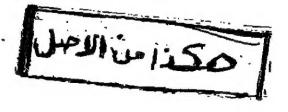
M. Robert Chapuis relance le projet de contrôle continu an bac technologique

Les dispositions d'un projet de décret visant à remplacer certaines épreuves terminales du baccalauréat technologique (séries F, G et H) par un contrôle en cours de formation, qui ont été enterrées pour cause de fronde des enseignants (le Monde du 14 juillet), pourraient bien refaire surface des l'automne

M. Robert Chapuis, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique, défenseur de ce texte censé assurer davantage de justice aux candidats et alléger le poids de l'organisation de l'examen en fin d'année, a annoncé, jeudi 19 juillet, qu'il mettrait en discussion avant la prochaine rentrée scolaire une nouvelle version du décret apaisant les inquiétudes des syndicats et des associations de professeurs spécialistes. Ce nouveau proiet serait soumis en octobre au Conseil supérieur de l'éducation (CSE).

Cette annonce a été faite le jour même où cette instance approuvait le texte réformant le bac technologique préalablement amputé du passage instaurant le fameux contrôle en cours de formation (CCF). Des syndicats d'enseiguants, qui avaient exigé le retrait du texte primitif, le SNALC, le SNES et le SNESup (5 voix), ont donc voté en sa faveur, tandis que les parents d'élèves de la PEEP et de la FCPE et les enseignants du SGEN-CFDT, partisans du contrôle en cours de formation, se sont abstenus, tout comme le SNLC-FO qui regrette au contraire que ce contrôle soit maintenu pour l'éducation physique (21 abstentions au total).

Ce projet de décret ne fait ou'aligner le nombre et les modalités des épreuves du bac technologique sur ceux en vigueur dans l'ensei-gnement général. L'alinéa prévoyant le contrôle en cours de formation avait été gomme sur intervention du cabinet de M. Jospin, inquiet de la colère suscitée par ce projet parmi les enseignants, au moment où il tente de faire passer une autre réforme peu populaire, la suppression des easeignements de physique et de chimie dans les classes de sixième et de



L'affaire du trafic d'armes libanaises

Trois policiers présentés au juge d'instruction à Marseille

Considéré comme l'un des principaux organisateurs du réseau de trafic d'armes en provenance de Beyrouth, le brigadier-chef Jean-Claude Labourdette, quarante-huit ans. responsable officieux de la sécurité de l'ambassade de France au Liban, a été transféré, vendredi 20 juillet, à Marseille (Bouches-du-Rhône). Il devait être présenté, samedi 21 juillet, au juge d'instruction, M. Patrick Ardid, chargé du dossier.

Le policier, soupçonné d'animer ce trafic depuis cinq ans, date de sa nomination à Beyrouth, devrait être inculpé « d'association de malfaiteurs et d'infractions à la lègislation sur les armes par achat, détention, transport, cession, négoce et importation d'armes ».

Lors de son transfert, il était accompagné des CRS Patrick Jacquin. vingt-huit ans, et Jean-Noël Lebat, trente ans, rapatriés, eux, de

Le Tour de France aérien des

ieunes piłotes, commencé mardi

17 juillet à Salon-de-Provence,

pour rallier Montpellier le ven-

dredi 27 juillet, rassemble cette

année soixante-cing concur-

rents. Compétition sportive,

mais surtout véritable kermesse

aéronautique, l'épreuve fait

aujourd'hui l'objet de toutes les

attentions de la part des compa-

ANNECY

de notre envoyé spécial

a Je viens de passer mon bac

u Delta + [D]. maintenant je vais

m'attaquer au bac « Charly » [C]. Ensuite, ce sera math sup, math spé, puis l'Ecole nationale de l'avia-

tion civile, v Pierre Champeymon,

dix-huit ans, concurrent numéro

19 du trente-huitième Tour de

France aérien des jeunes pilotes,

parle aéronautique, pense aéronau-tique et n'a qu'un objectif : deve-

nir pilote de ligne. Un siècle exac-

tement après le premier bond d'un

avion à moteur, cent aus après la

« gigantesque » cinquantaine de

metres de Clement Ader aux com-

mandes de son Eole, quelques déci-mètres au dessus de la terre battue

de la piste d'Armainvilliers (Seine-

ct-Marne), l'envie de tutoyer les

Les soixante-cinq concurrents du

Tour, âgés de dix-sept à vingt et un ans, ont près de 2 300 kilomètres

linéaires (environ 3 000 kilomètres

récis) et neuf étapes pour se mon-

trer à la hauteur de leur illustre

prédécesseur. Rescapés des sélec-

tions régionales, qui se sont dérou-lées à Paques, les « Schtroumpfs » (baptisés ainsi pour leur combinai-

son bleu ciel) subissent en dix

jours un examen théorique, des

épreuves de navigation et de

maniabilité. Mais les pièges sont

nombreux pour ces apprentis pilotes. A tel point que sur la pre-

mière étape, entre Salon-de-Pro-

vence et Annecy, longue de

260 kilomètres, l'un des concur-

rents a fait une arrivée remarquée

Pour les jeunes en compétition,

sur l'aérodrome de... Genève.

airs est toujours aussi forte.

gnies, en manque de pilotes.

AÉRONAUTIQUE

deux fonctionnaires étaient auparavant en poste à Beyrouth, aux côtés de Labourdette. Si Jean-Noël Lebat est soupçonné d'avoir seulement cédé à la tentation d'envoyer, à une seule reprise, un colis d'armes militaires, Patrick Jacquin est apparu, au terme des premiers interrogatoires, comme l'un des principaux maillons du réseau d'exportation. Devant les inspecteurs de la direction centrale de la police judiciaire, Labourdette et Jacquin ont tenté de se justifier en mettant en avant la tentation que suscitait l'extrême facilité d'acheter n'importe quelle arme à Bey-

Les enquêteurs cherchent aujourd'hui à y voir plus clair dans les multiples complicités - bien souvent policières - que nécessite un tel réseau. Ainsi un moniteur d'éducation physique de l'école de police de Vincennes, Maurice Onno, quarante-neuf ans, a-t-il été placé en garde à vue vendredi. [] serait accusé d'avoir déménage un stock d'armes de la villa de

Le Tour de France des jeunes pilotes

Un vivier

pour les compagnies aériennes

Labourdette à Etioffes (Essonne). sur ordre téléphonique de ce dernier, le 17 juillet, lorsque l'affaire fut rendue publique. Maurice Onno aurait alors dissimulé les armes à son domicile, armes qu'une perquisition permit de sai-

L'enquête s'oriente également sur la reconstitution des circuits d'acheminement et des destinations finales des armes libanaises. Ainsi l'organisation de l'une des plaques tournantes du Sud-Est, contrôlée par Philippe Nino, ancien CRS d'Ollioules (Var), sera peut-être mieux connue à la suite de l'interpellation de plusieurs amis de Nino : Joël Buono, Max Riviera, employés municipaux de Bandol, Pascal Courdesses, sans profession, soupçonnes d'être des clients, voire des intermédiaires, au profit de gangs locaux. Ces trois hommes ont été inculpés, ven-dredi, « d'infractions à la législation sur les armes, pour achat. revente ci détention d'armes de première calégorie».

 Deux cadavres découverts près de Sartène (Corse-du-Sud). - Deux cadavres ont été découverts, jeudi 19 juillet en sin de journée, par un promeneur dans le maquis de la région de Roccapina, près de Sartène (Corse-du-Sud). L'état de décomposition avancée des deux corps n'a pas permis leur identification. Les enquêteurs pensent toutefois qu'il pourrait s'agir de M. Helmut Adrian, soixante et onze ans, et de son épouse Ursula, soixante et un ans, deux touristes allemands disparus depuis le 31 mars dernier alors qu'ils faisaient de la randonnée dans cette région. Les deux disparus venaient souvent en Corse rendre visite à leur fille, qui exploite une auberge à Roccapina.

An tribunal correctionnel de Caen

Six militants du Front national condamnés pour port d'armes

Six militants du Front national ont été condamnés, mercredi 18 juillet, à des peines de prison avec sursis et à des amendes par le tribunal correctionnel de Caen pour avoir transporté, sans autorisation, des armes dans un véhi-

Le 13 mai, les services des douanes avaient contrôlé sur une route du Calvados un véhicule transportant six personnes, toutes membres du service d'ordre du Front national: les douaniers avaient découvert sous les sièges et dans le coffre treize matraques, trois pistolets, des bombes lacrymogènes et des casques.

Les six hommes, âgés de trentequatre à soixante-deux ans, revenaient d'une cérémonie à Caen en l'honneur de Jeanne d'Arc. Les avocats des prévenus ont tenté de justifier le souci d'autodéfense de leurs clients, expliquant que la cérémonie se situait peu après les événements de Carpentras, « dans un climat de lynchage médiatique du Front national ».

M. Jean Festoc, responsable du service de sécurité du FN pour le département de la Manche, a été condamné à quatre mois de prison les cinq passagers du véhicule à des peines de trois et deux mois avec sursis, assorties d'amendes de 1 500 F pour quatre d'entre

Conflit au sein d'un magazine de Prisma-Presse

Les mésaventures de « Voici »

En désaccord avec la nouvelle orientation du journal Voici, des journalistes veulent le quitter en bénéficiant de la « clause de conscience». En toile de fond du conflit : l'actualité du régime de protection particulier aux journalistes rarement appliqué.

Au sein du groupe Prisma-Presse, l'hebdomadaire fémisin Voici a longtemps fait figure de mauvais élève. Son démarrage a été lent : un an après sa naissance en 1987, il vend « seulement » 258 000 exemplaires. Un chiffre décevant pour le groupe d'Axel Ganz qui a réussi depuis son appa-rition sur le marché français des magazines en 1979, à hisser les ventes de trois magazines -Femme actuelle, Prima et Télé-loi-sirs - au-delà du million d'exemplaires. Lors de sa création, Voici vise plutôt la cible familiale. Le titre annonce alors ses grandes rubriques par un bandeau « actualités, jeux, voyages ». Pourtant, il se démarque à peine des autres journaux féminins, avec ses arti-cles consacrés à Lady Di ou à Joëlle Kaufmann, ses jeux, ses fiches cuisine et ses potins sur les

stars. La recette ne marche guère. Le journal se cherche, lance de nouvelles rubriques, fait appel à un nouveau rédacteur en chef. Le bandeau le présente en 1988 comme « le nouveau magazine des femmes ». Il s'efface quand l'hebdomadaire trouve son propre ton, un an plus tard : un mélange de recettes classiques de la presse féminine et de révélations sensationnelles sur la vie des stars.

Les ventes s'envoient. En 1989, Voici atteint les 402 000 exemplaires selon l'Office de justification de la diffusion et, durant le premier semestre 1990, le titre approche, selon son éditeur, les 600 000 exemplaires. L'investissement - 150 millions de francs en

amorti et les recettes publicitaires progressent. Mais alors que le titre semble avoir trouve son rythme de croisière, une demi-douzaine de journalistes (sur 50), adhérents du Syndicat national des journalistes (SNJ), jouent les trouble-fête.

« Un journal à scandales »

2.5

A. 22 12 12 15

Etc - 52 12 12 15 56

10 17 1 2 4 miles

The state of the s

·外下注: 一次本 数

THE RESERVE AND LANGE AND

7 . II. - 58

The state of the s

24 - 12.2.1

market market and a second

and the second

食食なる。マイナマン(1

my that said

the care made

OF THE STATE OF THE STATE OF

ARREST COLORS

711 2 West 22

Tank to a second

The tar to the terms of

Patient and the late

L'air du

1 64 B

: tw

1.34

The tree of the last

The last of

410

Property.

- A.

2 - 'ME- 2 water was a

British Commen

Transper 1 to an

B. Wester Land

Marian to the second

Springs on all to Table

2-14-

22 . . .

E

12 1 Call 8

Ils annoncent leur désir de quitter un magazine qui, « de familial au départ, féminin ensuite » est devenu selon eux « un journal à scandales », et réclament l'applicascandales », et réclament l'application de la clause de conscience (1),
demande refusée par la direction.
La crise éclate fin juin. La hiérarchie du groupe et les «partants»
posémiquent par le biais de communiqués, de tracts et de pésitions.
Début juillet, dans une lettre à
Axel Ganz, le SNJ, tont en reconnaissant que «la responsabilité du
changement » de la formule de
Voici appartient légalement à l'édi-Voici appartient légalement à l'édi-teur, lui rappelle que les journalistes peuvent légitimement, pour garantir leur indépendance, invoquer la clause de conscience

Dans sa réponse, Axel Ganz précise « que Prisma-Presse n'a jamais empêché un journaliste de bénéficier de cette clause», mais indique que la demande (faite oralement) ne respecte pas les formes légales, avant de contester qu'il y ait en des changements dans la formule de Volci.

Le patron de Prisma-Presse se refuse à tout commentaire sur ce a débat faussé ». Son entourage est plus disert. « La crise est circons-crite à quelques journalistes qui, voulant partir avec des indemnités, abusent de leur statut syndical et font du tort à l'image de Voici »,

En l'absence de négociations, seule une décision de justice pour-rait débloquer le conflit. Mais contrairement à la clause de cession, quasi automatique, la clause de conscience n'a été que rarement appliquée en raison de la com-piexité de la procédure. Le dernier jugement connu date de 1965 et concernait le changement d'orien-tation de Franc-Tireur. Le pro-blème posé à Voici pourrait fournir l'occasion d'acqualiser un aspect du régime de protection des journslistes qui semble progressivement

tomber en désuétude. YVES-MARIE LABÉ

(1) La «clause de conscience » figure dans la loi du 29 mars 1935 instituant le statut des journalistes devenu l'article 761-7 du code du travail. Il offre aux journalistes la possibilité de donner leur démission avec le bénéfice des indemnifés de l'apprent en trois circonsdémission avec le bénéfice des indemni-tés de licenciement en trois circons-tances : cession du journal ou du périodi-que («clause de cession»); cessation de la publication pour quelque cause que ce-soit; changement notable dans le carac-tère ou l'orientation du journal ou du périodique si ce changement crée, pour la personne employée, une situation de uature à porter atteinte à son homeur, à sa réputation ou d'une manière sénérale. sa réputation ou d'une manière général à ses intérêts moraux.

EN BREF

a Gerpresse (groupe Hersaut) rachète les éditions de La Vie animaie. - Gerpresse, qui édite au sein du groupe Hersant la plupart des magazines spécialisés, vient de prendre le contrôle des éditions de La Vie animale, qui publient notamment le mensuel Chiens 2000 tancé en 1973 par Georges Renard, un ancien éleveur de bergers ailemands. Cette acquisition, dont le montant n'a pas été divulgué, intervient après le rachat par Gerpresse de la revue Connaissance de la pêche ainsi que des Editions Bornemann et Pierre Tournon spécialisées dans les ouvrages de loisirs. Gerpresse, dont le gérant est M. Jacques Hersant, fils de M. Robert Hersant, edite l'Auto-Journal, Sport-Auto, la Pêche, la Chasse, Wind (planche à voile), Bateaux, l'Ami des jardins, la Bonne Cuisine et 30 Millions

M. Pierre-Heuri Chauveau directeur général de Canal Enfants. - M. Pierre-Henri Chauveau a été nommé directeur général de Canal Enfants, chaîne cryptée pour enfants à laquelle le Conseil supéricur de l'audiovisuel vient d'attribuer un réseau hertzien et qui doit démarrer le 1ª décembre (le bionde du 20 juillet). Actuellement directeur général de Canal J, chaîne qui doit fusionner avec Canal Enfants M. Chauveau a été auparavant responsable des programmes de Communication-Developpement, princinal actionnaire de Canal Enfants. Il a également travaillé à l'ORTF et à la direction générale de France

Télécom.

SPORTS

CYCLISME : le Tour de France

Gilles Delion espoir français à l'école suisse

Le dénouement de cette pièce, en

plusieurs scènes, mais très peu d'actes, devrait donc avoir lieu,

samedi 21 juillet, autour du lac de

Vassivière, dans un dernier contre-

A côté des vedettes qui font, ou feront, la légende de cette épreuve, des jeunes tentent d'apparaître. De

nouvelles recrues cherchent à se

familiariser avec cette course de

longue haleine, ils viennent apprendre le métier. Fabrice Phili-

pot, premier Français au classe-

ment général, à treize minutes du

maillot jaune, espérait, samedi,

grappiller quelques places pour entrer dans le cercle des dix pre-

Un objectif que son suivant immédiat. Gilles Delion. avait, lui,

définitivement rayé de ses ambi-tions. A vingt-trois ans, le coureur de Chambéry sait déjà que le clas-

sement, au-delà des places du

podium, importe peu. « Qui retient les noms des titulaires d'accessits?

Mieux vaut s'imposer ou gagner une étape », déclare le porteur du dossard 112, sans regrets, au terme d'une épreuve où il s'est souvent placé mais où il n'a jamais gagné.

Un sage Gilles Delion. Ce n'est

pas seulement un passage par l'uni-versité pour entamer des études de

physique qui lui a permis d'acqué-

rir cette maturité sereine. La

décontraction du coureur savoyard eut, sans doute, son origine dans

une ambiance familiale où l'on ne

glorifia pas trop rapidement le

« petit » qui s'essaya d'abord au ski puis au football.

«Le bac d'abord», répétait sa

mère au gamin qui, à quinze ans,

affirmait que son avenir passait

la-montre.

miers à Paris.

L'Italien Guido Bontempi, sprinter reconverti, s'est offert une échappée solitaire pour gagner, détaché, l'étape à Limoges, vendredi 20 iuillet. Avant l'arrivée, dimanche 22 iuillet, sur les Chamos-Elvsées. le Tour 1990 devrait, très probablement, se jouer, samedi 21 juillet, entre l'Italien Claudio Chiappucci, maillot jaune, et l'Américain Greg LeMond, son second, dans l'épreuve contre la montre organisée autour du lac de Vassivière (Haute-Vienne).

LIMOGES

de notre envoyé spécial La soixante-dix-septième édition de la Grande Boucle s'achève presque comme elle a débuté. A l'évidence, les problèmes des éleveurs de moutons n'ont pas évolué en trois semaines. Ces hommes en colère sont toujours aussi mécontents des prix qu'on leur propose. Dans la région de Poitiers ils avaient manifesté leur lassitude devant les promesses non tenues. Le Tour abordant les terres de Haute-Vienne, les mêmes ou leurs frères en paysannerie se sont rappelés à l'attention de la caravane.

Des charrettes de foin ont bloque les voitures qui précèdent la course, vendredi 20 juillet. Mais la discussion et la sagesse des responsables du Centre départemental des jeunes agriculteurs ont permis d'éviter qu'une étape de transition ne se transforme en événement.

La course est passée, et ainsi le classement général reste identique à ce qu'il était les jours précédents.

début de la saison. En dépassant le

Tchèque Jan Zelezny (89,66 mètres

le 14 juillet). Steve Backley est

devenu le premier athlète à lancer

à plus de 90 mètres le javelot nou-

par le vélo. Le père, président d'un club de cyclotouristes, l'encoura-BOXE : Tiozzo reste champion du ATHLETISME : record du monde. - Le Français Christophe monde du javelot. - Le Britannique Tiozzo a conservé sa ceinture de Steve Backley a établi un nouveau champion du monde (WBA) des record du monde du lancer du super-moyens, en s'imposant face à javelot, vendredi 20 juillet à Crysl'Américain Paul Whittaker par tal-Palace (Angleterre), avec un jet arrêt de l'arbitre à la huitième de 90,98 mètres. C'est la quatrième reprise, vendredi 20 juillet dans les arènes d'Arles (Bouches-dufois que le record du monde de cette spécialité est battu depuis le

Rhone). Devant quelque 8 000 personnes, Christophe Tiozzo n'a pas laissé un seul round à son premier challenger depuis qu'il a ravi le titre au Sud-Coréen Back In-Chul, le 30 mars dernier. Christophe Tiozzo est actuellement velle norme, officialisé depuis le le seul champion du monde frangeait discrètement mais sans faire miroiter des lendemains dorés. Alors Gilles Delion améliora ses résultats de la même façon qu'il préparait ses examens : par le tra-

Le déclic se produisit en 1988, lorsque le responsable de l'équipe Helvetia-La Suisse, Paul Kechli, lui proposa un contrat. L'amateur savoyard savait, grâce à sa connais-sance du milieu, que le technicien helvète pouvait l'aider à progresser. Les soucis de justice et de fairplay qui président aux destinées de l'équipe correspondaient à sa vision du sport : « Je savais que je pouvais faire confiance à quelqu'un de très honnête. »

Les débuts furent difficiles, le jeune homme un peu timide ayant peur de « se frotter », selon le langage du peloton, aux autres coureurs de classiques. Mais les conseils et les analyses du maître suisse parvincent rapidement à combler ces défauts. Une victoire d'étape lors du Critérium international et une troisième place dans Milan-San Remo permirent au néophyte de s'affirmer. « En 1990 je parviens à tenir ma place et, comme les autres, à jouer des épaules pour m'échapper.»

Anjourd'hui, le renouveau du cyclisme tricolore est peut-être en gestation dans une équipe suisse. Une bonne prestation lors d'une épreuve « longue et difficile comme le Tour de France » donne des idées à Cilles Delion. « Le forfait de Laurent Fignon pour le prochain championnat du monde change pas mal de choses. J'espère, bien sûr, ètre sélectionné et tirer mon épingle

SERGE BOLLOCH

Les classements

Dix-neuvième étape Castillon-la-Bataille - Limoges (182,5 kilomètres)

1. Guido Bontempi (Ita.), en 5 h 16 min 4 s; 2. Dag-Otto Lauritzen (Nor.), à 1 min 28 s; 3. Peter Roes (Bel), même temps: Classement général. - 1. Claudio Chiappucci (Ita.), en 84 h 45 min 46 s; 2. Greg LeMond (E-U), à 5 s; 3. Erick Breukink (P-B), à 3 min 31 s: 4. Pedro Delgado (Esp.), à 3 min 42 s; 5. Marino Lejarreta (Esp.), à 5 min 29 s.

器 ISTH PER SCIENCES Formation à l'enseignement supérieur. Méthodologie de la dissertation. Mises à niversu en langues vivantes ENTRÉE EN AP Année complète OCTOBRE à JUIN

Sessions somestrielles - JANY-FEV. à JUIN Session intensive JUILLET-AOÛT

Taux de réussites confirmés Tel.: 42.24.10.72 - 45.85.39.35

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE 45-55-91-82, peste 4330

taches de Jack Krine, ancien de la Patrouille de France, aujourd'hui commandant de bord sur Mercure et pilote à ses heures des vieux « coucous » de la collection Salis; de rencontrer Catherine Maunoury, championne du monde de voltige, ou d'admirer les exhibitions des Pilatus de la patrouille Martini, des Cris-Cris (les plus petits bimoteurs du monde, 75 kilos!) de la patrouille Brittany Ferries, ou encore des Alphajets de la Patrouille de France.

l'immersion dans le petit mond

des «chevaliers du ciel» est totale.

A chaque étape, un meeting aérien

leur permet de côtoyer les mous-

Vulgariser le métier

L'armée de l'air, qui accueillait cette année le départ du tour sur la base 701 de Salon-de-Provence. siège de l'École de l'air française. suscitera quant à elle une motivation supplémentaire auprès des concurrents. La perspective, pour les deux premiers du classement final, d'un vol dans le cockpit d'un Fouga, le précédent appareil de la patrouille de France, aujourd'hui avion-école à Salon, ne peut laisser

Mais le Tour de France aérien, moment privilégié pour les jeunes sélectionnés, n'en représente pas moins une opération tout à fait intéressante pour les sponsors, qui ont fait des «Schtroumpfs» de véritables hommes-sandwiches. Ainsi, pour Air Inter, à la base de la médiatisation du Tour depuis 1986, et parrain principal de l'épreuve, l'opération constitue un très bon moyen de communication. Pour preuve, la présence, sur quatre des neuf étapes, de M. Pierre Elsen, le PDG de la compagnie. Avec le déficit d'environ 450 pilotes par an que connaît la France, le Tour est une occasion de repérer des talents et de les amener à intégrer le sérail.

M. Primo Biason, chef du personnel navigant et directeur d'exploitation à Air Inter, dément cependant une quelconque operation de racolage : « Tous les gamins qui ont une raquette de tennis à dix ans ne révent pas d'être McEnroe. Si nous sommes presents sur cet événement, ce n'est pas pour recruter à tout va, mais uniquement pour bien expliquer auc le mêtier de pilote de ligne n'est pas inaccessi-ble. Nous cherchons en fait à le vul-

gariser, au bon sens du terme, » Depuis l'édition 1989 du Tour. cette volonté de vulgarisation va jusqu'à offrir aux cinq premiers du classement final la formation pour le brevet de pilate de ligne théorique. Une « carotte » non négligeable, qui a suscité l'an dernier des comportements pour le moins antisportifs de la part de certains concurrents : des pilotes qui avaient fini leur épreuve parasitaient les transmissions radio de leurs petits camarades encore en course.

OLIVIER LUCAZEAU

Rêves exotiques

Avignon vit à l'heure indienne. L'inde de légende dont les sons lancinants finissent per recouvrir le boucan des orchestres de rue. Les yeux sont éblouis par le scintillement de l'or, le raffinement baroque des costumes. Les danseurs de Java sont encore au Théâtre municipal et déjà on attend ceux de la Thailande, le Khon qui, avant de venir à la cour d'honneur, est au Théâtre Renaud-Barrault le 23 juillet. Mais l'exotisme, parfois, peut faire des ravages. L'appel du lointain, la fascination de l'inaccessible, ont entraîné un danseur et un critique de danse - également dessinateur - du côté du Tibet, sur l'Himalaya, choisi comme symbole d'une spiritualité triomphante, puis en inde, à 4 000 mètres d'altitude. Sur les cimes, la puraté. Utopie. Utopies occidentales du bonheur, désarticulées, démontées, détruites par Heiner Müller et reprises par cinq troupes. Une trentaine de comédiens ont travaillé ensemble, ont investi un lieu de désolation auquel ils ont insuffié la force de leur foi. Le théâtre est terre d'utopie.

Tout y est possible, y compris,

Eugêne lonesco dans l'un de

Chaises, de faire le vide en

invoqués par les mots d'un

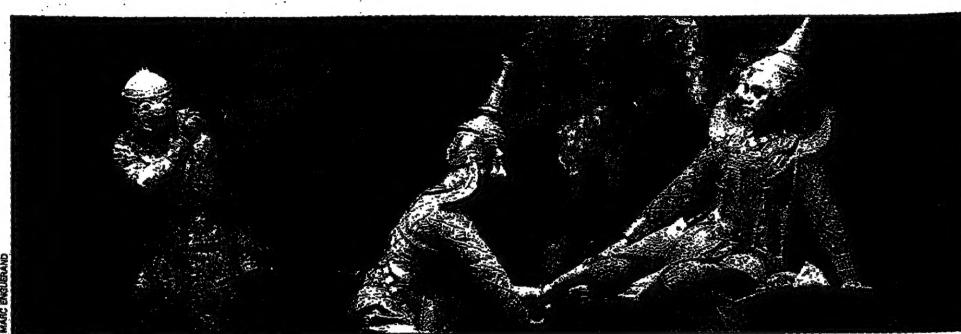
couple de vieillards qui ne

ses chets-d'œuvre, les

remplissant la scène de

personnages invisibles

comme le prouve



Les papillons et les papiers

Dans « les Chaises », afin de faire le vide, Ionesco rameute les vies entières

C'est une chambre. Plutôt que de meubles, de murs, elle est faite de peurs et de rêves si c'est la chambre des enfants, d'étreintes et d'insomnies si c'est la chambre des parents. Cette chambre est plutôt petite, mais elle est aussi haute comme une cathédrale. Allez comprendre: Elle est entourée d'eau, de tous côtés les fenêtres donnent sur les vagues. Et, là, ils sont deux, le Vienz et la Vieille, mais Eugène Ionesco a toujours dit qu'ils devaient être joués par des comédiens jeunes.

«Tu aurais pu être Marin chef, Ebêniste chef, Roi chef d'orches-tre», dit la Vieille au Vieux, qui s'est assis sur ses genoux. Elle le berce. Elle le console : non il n'estpas un homme fini, au contraire, il est sur le point d'adresser son message, les invités vont arriver : « L'univers n'attend plus que toi. »

moteurs, les chocs des rames. La chambre va être envahie par les auditeurs du message, il n'y aura pas assez de chaises pour les asseoir tous, combien resteront debout, serrés contre les murs, et qui sont-ils?

« Les gardiens, les évêques, les chimistes, les chaudronniers, les violonistes, les délègues, les présidents, les politiciens, les aubergistes et les artisans, les prolètaires, les militaires, les révolutionnaires, les réactionnaires, les aliénistes et leurs aliènes, le pape, les papillons et les papiers, tous ceux qui sont un peu savants, un peu propriétaires », dit fonesco.

Cependant, sur la scène du théâtre, vous ne voyez personne d'autre que le Vieux et la Vieille, qui courent à gauche, à droite, répondent à la va-vite à tous ces invités absents, essaient de se glis-C. G. approchent: la petite toux des du vide, sauf si l'un de ces non- tout jeunes, comme le voulait reur tout ce qu'il voyait se passer. à 21 h 45. Jusqu'au 1- août.

êtres suscite un choc chez le Vieux: « Ah, madame, c'est vous... J'ai pensé à vous, toute ma vie, toute la vie... » Le Vieux reste cloué, bouleversé par cette apparition de celle qu'il a aiméc, qui sans doute n'a jamais existé, et le mari de cette « Dame» tend un cadeau à la Vieille, qui, d'émotion, mur-mure : « Est-ce une fleur, monsieur, ou un berceau? Un poirier, ou un

corbeau?» La pièce d'Eugène Ionesco, les Chaises, fut créée en 1952 à Paris, dans une salle qui n'avait de théstre que le nom, rue de Lancry, tout près du Cirque d'Hiver. C'était sur le côté d'un vestibule bizarre, on se serait cru dans un paquebot, une pièce petite, peinte tout en rouge. Il n'y eut jamais plus de cinq ou six personnes chaque soir. Les deux acteurs qui jouaient le Vieux et la Vieille, Paul

lonesco, ils étaient superbes, ils donnaient bien ce que lonesco avait dicté : « Tout doit être outré, excessif, caricatural, pénible, enfantin, sans finesse... De la grande tragédie et de grands sarcasmes.»

Présences invisibles

Les Chaises furent une surprise. Parce que Eugène Ionesco n'avait donné encore, tout récemment. que deux pièces, la Cantatrice chauve et la Leçon, qui étaient d'une gaieté énorme. Deux farces. Et les Chaises n'étaient qu'un geste de désespoir. Eugène lonesco ne comprenait plus, il regardait les rues, les gens, sans y croire. Il ne respirait plus. Il courait à la recherche d'un air, d'une route, où il pût remplir ses poumons. Tout ici-bas lui paraissait irréel. Men-songer, Fictif, Il avait pris en hor-

Lorsque l'occasion est donnée de voir et d'entendre, sur des scenes de théatre, beaucoup de pièces, censées apporter beaucoup de paroles et de présences, comme ici au Festival d'Avignon, en bien, il apparaît, soir après soir, que ces scèncs sont bien vides de propos, de personnes, même si des nuées d'excellents comédiens se battent les flanes. Comment donc ne pas conseiller d'aller entendre, au Jardin du cours Saint-Michel, mises en scène par Jean Negroni, jouées par Dominique Bianchar et Paul Le Person, les Chaises d'Eugène Ionesco? C'est une pièce absente. vide, elle est d'ailleurs ratée dans sa dernière demie-heure. Ici elle est bien présentée et, bien jouée, sans plus. Mais quelle explosion, quelle voyance, quelles émotions! Quel

MICHEL COURNOT

L'air du Tibet

Un critique et un danseur sont allés sur l'Himalaya puiser leur inspiration

Patrick Bossatti est critique de danse, et dessine la danse depuis une dizaine d'années. Il s'intéresse surtout à «l'état de l'interprétation». Il y a aussi des gestes rapides de tireur à l'arc, un a deux ans, ioin des studios, il a remipi de dessins tout un carnet, qu'il a offest au danseur Bertrand I orghent. offert au danseur Bertrand Lombard. Qui s'est dit a Je vais danser cela », et la déchiffré ces dessins, seul, pendant trois ou quatre mois. Il a montré le résultat de son travail à Patrick Bossatti, qui a été « fort surpris ».

pro middle & at

1. 1. 2. 2. 2 . 28 °

Ils ont alors travaille ensemble pendant un an et demi, à « construire cette danse ». Ils ont désiré partir très lain. L'un voulait un endroit élevé, l'antre un lieu désert. Ils ont choisi l'Himalaya. Grâce à l'obtention d'une bourse avilla Médicis hors les murs», accordée par le ministère des affaires étrangères - ils recevront plus tard l'aide de la Biennale du Val-de-Marne et celle du Centre national de danse contemporaine d'Angers – ils se sont d'abord instal-lés au bord du lac Manasarowar, la plus haute étendue d'eau salée de la planète, considéré par certains boud-dhistes comme le centre du monde oriental. Puis, en raison des événe-ments surveaus en Chine et de la triste situation du peuple tibétain, ils ont émigré à l'extrême nord de l'Inde, dans la plaine du Ladakh.

Les habitants d'un petit village les ont accueillis. Tous les jours, ils partaient dans la montagne : Bertrand dansait, Patrick dessinait,

Aux quatre

points cardinaux S'est alors posé le problème de montrer leur navail « sans le dénatu-rer ». Bossatti a découvert la lithogra-phie (une litho sera offerte à chaque spectateur, avec un poème). Et ils ont cherché des lieux ayant le moins possible à voir avec des lieux de spectacle habituels. A Avignon, leur représentation se donne dans un jar-din secret de la chartreuse de Ville-neuve, un carré d'herbe rase entouré de hauts murs, à 9 h 30 du matin. Une vingtaine de spectateurs sont admis. Ils s'assoient par terre.

Bertrand danse. De très lents mouvements d'accueil, d'appel, aux quatre points cardinaux. Il se cambre longuement, un bras levé comme un cobra. Il tourne sur lui-même. Il se penche tel Narcisse sur un reflet ima-

du jardin, Patrick ne l'est pas moins, qui dessine sur une pierre lithogra-phique (il y aura une nouvelle série de lithos à la reutrée, nous sommes gentiment invités à souscrire). On sent qu'ils vivent tous deux une aventure intense.

Pendant la représentation de leur « Moulin de la galère » comme Mana danse de Nada, qui dure une ils l'appellent. petite demi-heure, on est prié de ne pas prendre de photos. En revanche, à la sortie, on peut emporter une carte postale où l'on voit nos deux compères, de dos, en vêtements ampies, marchant dans le Ladakh, à quatre mille mètres d'altitude. SYLVIE DE NUSSAC

Jardin de la Bugade, Villeneuve-lès-Avignon, à 9 h 30. Jusqu'au 26 juillet.

Ce pourrait être le « rivage à l'abandon » évoqué par Heiner Müller dans ses e matériaux » sur Médée. Entre baulieue ouvrière et zone industrielle, pas loin des remparts d'Avignon, deux «sorgues» glauques encercient un lopin de terre et quel-ques bâtiments désaffectés. Des squatters se sont établis là, transformant ces canaux d'irrigation en

De jour, l'enclos a des airs de campagne, avec ses figuiers, ses platanes dont une chevrette broute les rameaux cassés par le mistral. Les habitants des HLM voisines empruntent sans déplaisir l'allée herbeuse où le squat leur concède un droit de passage. De muit, le paysage est plus inquiétant, surtout au-delà du moulin, où apparaissent à perte de vue,

comme une mer, les bâches luisantes

d'un entrepôt à ciel ouvert. Tel est le décor choisi par cinq jeunes compagnies de théâtre pour jouer le Dieu bonheur de Heiner Miller, spectacle d'autant plus libre qu'éphénère le plus inventif, le plus enchanteur, le plus poétiquement «off» du festival

Utopie au-delà des remparts

Cina compagnies sans metteur en scène jouent

« le Dieu bonheur » de Heiner Müller. Le plus « off »

Trois de ces compagnies viennent de Paris, Carcara productions, Ciné-tique et Bagages de sable. Les deux autres, Conduite intérieure et Juin 88, sont de Nîmes et de Carcassonne. En tout, plus de trente comédiens, musiciens, techniciens, des adultes et des enfants. Certains se sont connus à Strasbourg, à l'école du TNS, au Scarface ensemble. D'autres, au hasard de productions marginales pour lesquelles on coopte les copains des copains. L'envie d'aventure communautaire qui les a conduits ici n'a, en tout cas, rien de soixante-huitard; pas plus que leur volonté de risquer une création col-

pas au-delà du 30 juillet et contraire-ment aux autres réalisations du festival « off », il n'est pas à vendre.

Un sillon d'excès et de meurtres

Une utopie? Sans doute, mais qui sert avec une paradoxale efficacité une oeuvre sur la mort des utopies. Le texte, choisi par Hélène Minarola, du groupe Carcara, n'est pas vrai-ment une pièce. Plutôt des tragments dans lesquels l'écrivain a tenté d'achever, à la demande du musicien Paul Dessau, une esquisse d'opéra de Bertolt Brecht. Le projet initial de Brecht était de faire voyager «le dieu de ceux qui désirent le bonheur » en

révélant, derrière lui, « un sillon d'excès et de meurtres ». Heiner Müller a garde le voyage, le monde dévasté, les décombres, dans une suite de paraboles qui sont une méditation sur l'échec de notre civilisation. Pour la transmettre, chaque acteur s'est fait un personnage, puisant dans le réservoir de costumes des théâtres et des mythologies, et tous ont investi l'enclos. Du moudin au canai, le long de l'allée sous les platanes, sur les toits et dans la remise d'une des maisons, ils ont installé leurs repères, leurs campements, autant de haltes où les rejoignent les spectateurs qui

partagent la traversée. Parfois, ils chantent comme au music-half (sur une belle musique de Bertrand Binet). Parfois, ils glissent en canot sur la Sorgue, ou s'élancent au bout d'une corde pour franchir les caux, ou rampent parmi les buissons de la rive comme les survivants d'une unime guerre. Cerrains s'interpellent du haut d'un arbre, d'un toit, d'autres racontent une fable. L'atmo-sphère est joyeuse, ou mélancolique, poignante quand l'ange annonciateur des kindemains radieux s'enfuit, son échec cursommé, en direction des

hangars et Jes usines. Aucun meticur en scène n'a règle cette épopée. On nous dit que, d'un soir à l'autre, le jeu peut se transfor-mer, les rôles s'échanger. S'il y a des conflits dans l'équipe, « on les gère». et la magie du spectacle demeure. De haut de leur terrasse, les habitants du squat assistent à la fête. Ils ont ouvert leur domaine, prêté chèvres et canards, moyennant 10 % de la recette : un cadeau en comparaison du racket des salles « off ».

Dans le public, les voisins du quar-tier Saint-Jean se mêlent aux festivaliers. Un peu intimidés, ils partagent avec eux les brins de menthe, les pièces de monnaie percées, les iampes à pétrole, talismans tendus par les étranges acteurs. A la fig. quand le spectacle s'achève, en dépit du pessimisme de Heiner Müller, quelques-uns pensent que le dieu bonheur existe et qu'ils viennent de le rencontrer.

BERNADETTE BOST Moulin de la galère, rue de l'Epi, à 21 h 30. Jusqu'au 30 juillet.

MUSIQUES

Le cygne du château d'O

Marek Janowski dirige la « 9° Symphonie » de Mahler à Montpellier

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial A Tobiach (Dolomites), Fété 1909, Gustav Mahler se plaignait du froid, de la pluie et du vent. Ce soir, devant la façade classique et le fronton triangulaire du château d'O, sur les hauteurs de Montpellier, il fait très chand, mais les quelque douze cents spectateurs communient silenciensement dans l'œuvre de cet homme solitaire qui, voilà quelque quatre-vingta ans, disait en musique

de réverbération du plein air ne nuit même pas à une musique qui, par moments, respire encore comme une forge de la nature, et le grand Pan de la : 3 Symphonie!

Marek Japowski aime ces vastes épopées germaniques et surhu-maines; et avec îni l'Orchestre philmaines; et avec un l'Orchestre pui-harmonique de Radio-France a tronvé cette largeur de style, cet équi-libre sonore où s'épanouissent tous les instruments étagés et cette pléni-tude de l'harmonie, qui caractérisent le style du dernier Mahler.

Admirable, l'andante initial en santes montées de sève que brisent quand s'élève l'immense plainte du les coups d'arrêt du destin, sinistres final, où perce une lumière transcen-

Chant de la Terre, l'homme fait partie du cosmos, il doit se perdre en lui quand il a dit son adieu; et l'absence comme les cors de Hunding, et ces dante, «l'air tout à fait léger, encore périodes de doute, fantomatiques, où le flux vital s'égare en sources évallaban Berg – de l'au-delà, Janowski périodes de doute, fantomatiques, où au-dessus des montagnes » — disait le flux vital s'égare en sources évanescentes, en sonorités amorties, avant que ne reprenne l'éternel comatine atteignent aux cimes de l'émobat de la vie et de la résignation, ou du passage dans une autre existence, qui semble poindre déjà à la fin du

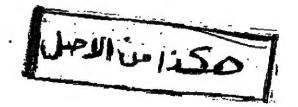
> Peut-être Janowski prend-il un peu au pied de la lettre le pittoresque trop caractéristique du laendler paysan et le brio assez set du rondo bur-lesque, auxquels Bruno Walter et Klemperer donnaient un caractère plus allusif, une grandeur toute styli-

Mais ensuite, quand la roude Admirable, l'andante unitai en mais ensure, quant et à l'extase, > Concert retransmis ce entes montées de sève que brisent quand s'élève l'immense plainte du dimanche 22 juillet, à 21 h 30, sur

tion: ces cuivres, bois et harpes qui semblent chanter un requiem séraphique, ces cordes en lesquelles la vie s'éteint lentement, interminablement comme toute agonie, nous font phy-siquement toucher l'état de cet homme, dans la petite cabane d'où il contemple la nature, qui sait que, comme son œuvre, les vacances sont finies et que lui-même va bientôt dis-paraître de cette terre. Mahler n'en-

JACQUES LONCHAMPT

tendra jamais sa 9 Symphonie.



12

LA CINÉMATHÈQUE PALAIS DE CHAILLOT

SAMEDI

Le Diable dans la ville (1924), de Germaine Dulac, 15 h : Cinéma italien : Une poule, un train... et quelques monstres (1969, v.o. s.t.t.), de Dino Rist, 17 h ; la Leggenda del Plave (1952, v.o.), de Riccardo Freda, 19 h 15 ; Cinéma halien : la Ciociara , v.f.), de Vittorio de Sica. 21 h.

DIMANCHE

Le Chant de l'amour triomphant (1923), de Victor Tourjansky, 15 h : Cinéma italien : les Fiancés (1963, v.o. s.t.f.), d'Ermanno Olmi, 17 h ; Cinéma Italien : le Cri (1957, v.o. s.t.f.j. de Michelangelo Antonioni, 21 h : Cinéma italien : la Cîté des femmes (1979), de Federico Fellini, 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI

Le Cinéma des pays nordiques : Port étranger (1948, v o s.t.f.), de Hampe Faustman, 14 h 30 ; Zappa (1983, v.o. s.t.f.), de Bille August, 17 h 30 ; le Trésor d'Arne (1921), de M. Stiller,

DIMANCHE

Le Cinèma des pays nordiques . Ingeborg Holm (1913), de Victor Sjöstrom. 14 h 30 ; Rosso (1985, v.o. s.t.f.). d'Aki Kaurismaki, 17 h 30 ; la Femme sans visage (1947, v.o. s.t.f.), de Gus-

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2. grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

tal Molander, 20 h 30.

SAMEDI set et match : Smash en direct (1961) de L'Equipe des cameras associées. The French (1981-1987) de William Klein, 14 h 30 : la Parisienne : Publicités RFP. Eve et les Magasins (1965) de Maurice Delbez, Edouard et Caroline (1950) de Jacques Becker, 16 h 30 ; Montparnasse 1919 -1989 : la 14. Arrondissement à travers Gaumont de la Videothèque de Paris, Cléo de 5 à 7 (1962) d'Agnès Varda, 18 h 30 ; Audelà du périph' : Graziella de Michele chante Cathy prend le train (1988) de Cyril Collard, la Bande des quatre (1988) de Jacques Rivette, 20 h 30.

DIMANCHE

Si vous avez manqué le début : les Métiers de Paris (1989) de la Vidéothèque de Paris : Portraits -la Repasseuse (1986) d'Alam Cavalier. Gervaise (1955) de René Clément, 14 h 30 ; la Forme d'une ville : les Dites Cariatides (1984) d'Agnès Varda, le Signe du lion (1962) de Eric Rohmer, 16 h 30 ; Audelà du périph' : A la Varenne (1933), la Belle Equipe (1936) de Julien Duvivier, 18 h 30 : Montparnasse 1919 -1989 : Gratte-Ciel (1984) de Christophe Jacrot. Trois Petits Tours (1984) de Pierre-Oscar Lévy, l'imprécateur (1977) de Jean-Louis Bertucelli, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

AFFAIRES PRIVÉES (") (A., v.o.) : UGC Emitage, 9- (45-63-16-16).
ALEXANDRIE ENCORE ET TOU-JOURS (Fr.-Eg., v.a.) : Max Linder Panorama, 9- 148-24-88-88).

ALLO MAMAN ICI BÉBÉ (A., VO) UGC Ermitage, 8- (45-63-16-16) : v J. UGC Gobelins, 13- (45-51-94-95).

ALWAYS (A., v.1.) : Miramar, 14 (43-20-89-52).

L'AMOUR (Fr.) : Forum Honzon, 1" (45-08-57-57) , Pathé Hautefeuille, 6 (46-33-79-38) : Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-82) : Pathé Français, 9- (47-70-33-88); Sept Parnassiens, 14. (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

APARTMENT ZERO (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47) ; Sept Pamassiens, 14- (43-20-32-20).

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1= (40-26-12-12) : Gaumont Opéra, 2. (47-42-80-33); Ciné Beaubourg, 3: (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6- (42-25-10-30) : UGC Rotonde, 6- (45-74-94-94); La Pagode, 7. (47-05-12-15) : Gaumont Ambassade 8: (43-59-19-08) - LIGC Biarritz 8- 145-62-20-40); 14 Juillet Bassille. 11. (43-57-90-81); Escurial, 13. [47-07-28-04) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15-(45-75-79-79) ; v.f. : UGC Montpernasse, 6- (45-74-94-94); Saint-Lazare-Pasquier, 8- (43-87-35-43).

AUX SOURCES DU NIL (A., v.o.) Epée de Bois, 5- (43-37-57-47). BAGDAD CAFE (A., v.o.) : Cirioches 6- (46-33-10-82).

BEST OF THE BEST (A., v.o.) Forum Orient Express, 1º (42-33-42-26) : George V. 8- (45-62-41-46) ; v.f. : Rex. 2. (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Paramount Opéra. 9 (47-42-56-31) ; Fauvette Bis, 13. (43-31-60-74) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).

BLACK RAINBOW (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26); Pathé Hautefeuille, 6- (46-33-79-38) : Pathé Marignan-Concorde, 8º (43-59-92-82); Sept Parnassiens, 14- (43-20-32-20) ; v.f. : Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31).

BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ (A., v.f.) ; George V, 8 (45-62-41-46) : Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06) ; Saint-Lambert, 15: (45-32-

LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.) : Saint-André-des-Arts 1, 6º (43-26-LE CERCLE DES POÈTES DISPA-

RUS (A., v.o.) : George V, 8- 145-62-41-45) ; v.f. . Pathé Impérial, 2- 147-42-72-52) : Pathé Montparnasse, 14- (43-CHARLIE (A., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11. (43-57-51-55) : Denfert, 14. (43-

21-41-01); Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) : Saint-Lambert, 15: (45-32-91-68) CHASSEUR BLANC, CŒUR NOIR

(A., v.g.) : Sept Pamassiens, 14- (43-20-32-20). CHÉRIE. J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11. (48-05-51-33) ; Denfert, 14. (43-21-41-011 : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) : Saint-Lambert, 15- (45-32-

91-681. CHET BAKER, LET'S GET LOST (A., v.g.): 14 Juillet Parnasse, 6- (43-

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : Lucemaire, 6: (45-44-57-34); George V. 8- (45-62-41-48). CŒURS FLAMBES (Dan., v.o.)

Epés de Bois, 5- (43-37-57-47). CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : Les

Trois Luxembourg, 6: (46-33-97-77). CONTRE-ENQUÊTE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); UGC Odéon, 6. (42-25-10-30); UGC Rosonde, 6. (45-74-94-94) : UGC Champs-Elysées, 8. (45-62-20-40) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) : UGC Maillot, 17. (40-68-00-16); v.f. : Rex. 2. (42-36-83-93) ; UGC Montpamasse, 6-(45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9- (45-74-85-40) : UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59| : UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) : UGC Convention, 15- (45-74-

18- (45-22-47-94) : Le Gambetta, 20-(46-36-10-96). CRIMES ET DELITS (A. v.o.) : Reflet Logas II. 5+ (43-54-42-34) ; Le

93-40) : Pathé Wepler II (ex-Images).

Triomohe, 8: 145-74-93-50). CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Farum Harizon, 1= (45-08-57-57); UGC Danton, 6- (42-25-10-30), UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94); UGC Normandie, 8- (45-63-16-16) : Paramount Opéra, 9. (47-42-56-31); Les Nation, 12- [43-43-04-67]; UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59) , UGC Gobelins, 13-(45-61-94-95); Mistral, 14- (45-39-52-43); UGC Maillot, 17 (40-68-

LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS (Pol., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6- (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6- (43-26-48-18). LE DÉCALOGUE 10, TU NE

CONVOITERAS PAS LES BIENS (Pol., v.o.) ; 14 Juillet Parnasse, 6- (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6- (43-LE DÉCALOGUE 2, TU NE COM-

METTRAS POINT DE PARJURE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Pamassa, 6: (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6- (43-26-48-18). LE DÉCALOGUE 3, TU RESPECTE-

RAS LE JOUR DU SEIGNEUR (Pol., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I. 6- (43-26-48-18). LE DÉCALOGUE 4. TU HONORE-RAS TON PÈRE ET TA MÈRE IPOL.

v.o.): 14 Juillet Pamasse, 6- (43-26-58-00) : Sairt-André-des-Arts 1, 6- (43-26-48-18). LE DÉCALOGUE 5, TU NE TUERAS POINT (*) (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6- (43-26-58-00) ; Saint-André-

des-Arts I, 6- (43-26-48-18). LE DÉCALOGUE 6, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX (Pol., v.o.) : 14 Juillet Pamasse, 6- (43-26-58-00) : Saint-André-des-Arta I, 6- (43-26-48-18). LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLE-

RAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6- (43-26-58-00) ; Saint-Andrédes-Arts I, 6- (43-26-48-18). LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTI-RAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6- (43-26-58-00) ; Saint-André-

des-Aris 1, 6- (43-26-48-18). LE DÉCALOGUE 9, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME (Pol., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6- (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6

(43-26-48-18). DÉLIT D'INNOCENCE (A., v.o.) UGC Ermitage, 8º (45-63-16-15); v.f.: Rex, 2- (42-36-83-93); Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31) : UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); UGC ins. 13- (45-61-94-95); Miramar 14- (43-20-89-52) ; Mistral, 14- (45-39-52-43); UGC Convention, 15- (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01); Le Gambetta, 20- (46-36-10-96).

LE DENOMME (Fr.) : L'Entrepôt, 14-(45-43-41-63). DO THE RIGHT THING (A., v.o.)

Cinoches, 6. (46-33-10-82). EINSTEIN JUNIOR (Austr., v.o.) Forum Harizon, 1" (45-08-57-57) : Gaumont Ambassade, 8. (43-59-19-08); George V, 8 (45-62-41-46); v.f. : Pathé Français, 9- (47-70-33-88) Fauvette, 13. (43-31-56-86) ; Pathé Montpernasse, 144 (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01).

ELÉMENTAIRE, MON CHER... LOCK HOLMES (Brit., v.o.) : Cinoches, 6. (46-33-10-82).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan. v.o.): Utopia Champollion, 5- (43-26-84-65).

FEU SUR LE CANDIDAT (Fr.) : George V. 8- (45-62-41-46). LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin. .o.): Utopis Champollion, 5- (43-26-

84-65). GLORY (A., v.o.) : George V, 84 (45-62-41-46) ; Studio 28, 184 (46-06-

36-07) LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8- (43-59-36-14). GUNMEN (Chin., v.f.) : Hollywood Soulevard, 9: (47-70-10-41).

HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Latina, 4- (42-78-47-86); Utops Champollion, 5- (43-26-84-65) IL Y A DES JOURS ... ET DES

LUNES (Fr.) : George V, 8- (45-62-41-46) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06). L'INSOUTENABLE LÉGÉRETÉ DE

L'ÉTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6º (46-33-10-82). JE T'AIME A TE TUER (A., V.O.) Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); UGC Danton, 6- (42-25-10-30); UGC Normandie, 8- (45-63-16-16).

KILL ME AGAIN (') (A., v.o.) : Forum Horizon, 1= (45-08-57-57); 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83) ; Bretagne, 6-(42-22-57-97) ; George V, 8- (45-62-41-46); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50).

LENINGRAD COW-BOYS GO AME-RICA (Fin., v.o.) : Forum Orient Express. 1= (42-33-42-26); Utopia Champolion, 5- (43-26-84-65).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82) ; Denfert, 14 (43-21-41-01). MAUVAIS SANG (Fr.) ; Ciné Beau-

bourg, 3. (42-71-52-36); Studio des Ursulines, 5- 143-26-19-09). MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg,

3. (42-71-52-36); Studio des Ursulines. 5. 143-26-19-09). MISS DAISY ET SON CHAUFFEUR (A., y.o.): Gaumont Les Halles, 1+ (40-26-12-12) : Gaurnont Opéra, 2º (47-42-60-33) : UGC Odeon, 8- (42-25-

10-30) : La Pagode, 7- (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8º (43-59-04-67); UGC Biarritz, 8: (45-62-20-40); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 15. (45-75-79-79) : Bienvenüe Montparnasse, 15- (45-44-25-02) ; v.f. : UGC Opéra, 9- (45-74-95-40) ; Les Nation, 12- (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13-

(45-61-94-95); Pathé Montpamasse, 14- (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01).

MON VINGTIÈME SIÈCLE (Hong. v.o.) : Epés de Bois, 5- (43-37-57-47). MUSIC BOX (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; Les Trois Balzac, 8-(45-81-10-60); Bienvende Montparnasse, 15- (45-44-25-02).

MY LEFT FOOT (irlandais, v.o.) Lucernaire, 6+ (45-44-57-34). MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5- (43-26-84-65). NEUF SEMAINES ET DEMIE (1) (A.

v.o.) : Studio Galande, 5. (43-54-72-71); Grand Pavois, 15- (45-54-46-851

THE MAHABHARATA (Fr., v.o.) : Panthéon, 5. (43-54-15-04); Grand Pavols, 15 (45-54-46-85).

TOUCHE PAS A MA FILLE (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 84 (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Français, 9-(47-70-33-88) ; Fauvette Bis, 13- (43-31-60-74) ; Pathé Montpamasse, 14-(43-20-12-06) : Pathé Wepler II (ex-Images), 18: (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20- (46-36-10-96).

TUMULTES (Fr.-Bel.) : Gaumont Parmasse, 14 (43-35-30-40).

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : Lating, 4- (42-78-47-86); UGC Rotonds, 6. (45-74-94-94); Le Triomphe, 8: (45-74-93-50).

LES FILMS NOUVEAUX

MANIAC COP 2. (*) Film américain de William Lustig, v.o. : Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26) ; Le Triomphe, 8º (45-74-93-50) v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 64 (45-74-94-94); UGC Opéra, 9º (45-74-95-40); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) : UGC Gabelins, 13- (45-61-94-95) Mistral, 14- (45-39-52-43); UGC Convention, 15° (45-74-93-40) : Pathé Wepler II (ex-images), 18° (45-22-47-94) ; Le Gamberra, 20 (46-

36-10-96). RETOUR VERS LE FUTUR 3-PARTIE. Film américain de Robert Zemeckis, v.o.: Forum Horizon, 1-(45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2º (47-42-80-33) ; Publicis Saint-Ger-main, 6 (42-22-72-80) ; UGC Danion, 6. (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08); George V, 8- (45-62-41-46); UGC Normandia, 8- (45-63-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15- (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17- (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2- (42-36-83-93) : Bretagne, 6- (42-22-57-97) ; UGC Montparnasse, 6- (46-8 (43-87-35-43); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Les Nation, 12 (43-43-04-87); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59) ; Fauvetre, 13- (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14º (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Wepler, 18- (45-22-46-01); Le Gambette, 20- (46-36-

NIKITA (Fr.) : Gaumont Opéra, 2ª (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14-(43-27-84-50); Miramar, 14- (43-20-89-52) : Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27).

LES NOCES DE PAPIER (Can.) Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12) Gaumont Opera, 2- (47-42-60-33) Pathé Hautefeuille, 6- (46-33-79-38) Gaumont Ambassade, 8º (43-59-19-08) : Gaumont Pamasse, 14- (43-

35-30-40). NOUVELLE VAGUE (Fr.-Suis.) : Ely-

sées Lincoln, 8 (43-59-36-14), OH, QU'ELLES SONT NOIRES LES NUITS SUR LA MER NOIRE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6- (45-44-28-80). L'ORCHIDÉE SAUVAGE (*) (A.

v.o.) : Ciné Beaubourg, 3. (42-71-52-36) : UGC Normandie, 8 (45-63-16-18); UGC Maillot, 17. (40-68-00-16); v.f.: Rex. 2- (42-36-83-93): UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94); Saint-Lazare-Pasquier, 8- (43-87-35-43); Peramount Opéra, 9- (47-42-56-31); Les Nation, 12- (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59) : UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95); Mistral, 14- (45-39-52-43); UGC Convention, 15. (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01).

LES P'TITS VÉLOS (h., v.o.) : Latina, 4. (42-78-47-86); Sept Parnassiens, 14- (43-20-32-20)

POTINS DE FEMMES (A., v.c.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82). LE PROVINCIAL (Fr.) : UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9- (45-74-95-40); UGC Lyon Bastille, 12- (43-

43-01-59) QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8-(43-59-36-14).

QUELLE HEURE EST-IL (K., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8- (47-20-76-23) : Gaumont Parnasse, 14* (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50}.

LE RETOUR DE FLESH GORDON (*) (A., v.a.) : Forum Orient Express, 1-(42-33-42-26) ; George V, 8- (45-62-41-46); v.f.: Pathé Français, 9- (47-70-33-86) ; Pethé Montparnasse, 14-(43-20-12-06).

2- (47-42-72-52); 14 Juillet Odéon, 6-(43-25-59-83); 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79) ; v.f. : Les Montparnos. 14. (43-27-52-37). LA SERVANTE ÉCARLATE (°) (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-

52-36); UGC Odéon, 6-142-25-10-30).

RÉVES (Jap., v.o.) : Pathé Impérial.

SIDEWALK STORIES (A.) : Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26). SUSIE ET LES BAKER BOYS (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40). TATIE DANIELLE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2. (47-42-60-33) ; UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40); Les Montpernos, 14-

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Lucemeire, 6: (45-44-57-34).

(43-27-52-37).

SUPERSTAR. Film américain de

Chuck Workman, v.o. : Gaumont Les Halles. 1* (40-26-12-12). THE KING OF NEW YORK. (1) Film américain d'Abei Ferrara, v.o. Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26) : Pathé Hautefeuille, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8• (43-59-92-82) ; Las Montparnos, 14 (43-27-52-37) : Sept Parnessiens, 14 (43-20-32-20); v.f.: Pathé Français, 9 (47-70-33-88); Fauvette, 13 (43-31-

56-86) ; Pathé Clichy, 18. (45-22-46-01). TU MI TURBI, Film Italian de Roberto Benigni, v.o. : Gaumont Les Halles, 1= (40-26-12-12) : Pathé Impérial, 2: (47-42-72-52); 14 Juillet Odéan, 6- (43-25-59-83) ; Gau-mont Ambassade, 8- (43-59-19-08) : 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14-143-35-30-40); Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugranelle, 15 (45-75-79-79); v.f. : Fauvette, 13 (43-31-56-86); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

WAR PARTY, Film américain de Franc Roddam, v.o.: Forum Horizon, 1- (45-08-57-57); George V, 8-(45-62-41-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31) ; Fauvette. 13- (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14 (43-27-52-37); Gaumont Convention, 15-(48-28-42-27); Pathé Wepler II (ex-images), 18- (45-22-47-94); Le Gambetta, 20- (48-36-10-96).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Cinoches, 6 (46-

33-10-82). LA VOCE DELLA LUNA (It.-Fr... v.o.) : Reflet Logos I, 5. (43-54-42-34). LE VOLEUR DE SAVONNETTES (It.

v.o.) : Epés de Bois, 5 (43-37-57-47). LES SÉANCES SPÉCIALES

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8. (43-59-31-97) 19 h 30, 22 h; Saint-Lambert, 15. (45-32-

AU BONHEUR DES CHIENS (It. v.o.) : Studio 28, 18- (46-06-36-07) 15 h, 17 h, 19 h, 21 h.

BIRDY (A., v.o.) : Studio Galanda, 5-(43-54-72-71) 14 h. BLADE RUNNER (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) 22 h 30.

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galanda. 5. (43-54-72-71) 18 h. LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09) 22 h 30.

LE CHAMPIGNON DES CAR-PATHES (Fr.) : Républic Cinémas, 11. (48-05-51-33) 12 h 10. CHERRY, HARRY ET RAQUEL (**) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3: (42-71-

LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRI-CAIN (Can.): Ciné Besubourg, 3- (42-71-52-36) 11 h 30. DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15' (45-32-91-68)

LES DOUZE TRAVAUX D'ASTÉRIX (Fr.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) DROLE DE DRAME (Fr.) : Seint-Lem-

bert, 15- (45-32-91-68) 18 h 45. E.T. L'EXTRATERRESTRE (A. v.f.) : Club Gaumont (Publicis Matignori). 8- (43-59-31-97) 14 h, 16 h 15 ; Grand Payois, 15- (45-54-46-85) 15 h. L'ECLIPSE (h., v.o.) : Reflet Logos II, 5- (43-54-42-34) 12 h 05,

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Renelagh, 16 (42-88-64-44) 16 h. ERREUR DE JEUNESSE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) 11 h 10.

L'EVANGILE SELON SAINT MAT-THIEU (It., v.o.) : Accatone, 5- (46-33-EXTRÉMES LIMITES (A., v.f.) : La Géode, 19-446-42-13-13) 10 h, 21 h.

FANNY ET ALEXANDRE (SL. V.O.): Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) FASTER PUSSY CAT, KILLI KILL!

(**) (A., v.o.) : Cané Beaubourg, 3* [42-71-52-36] 0 h 45. FAUX-SEMBLANTS (*) (Can., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6. (43-25-59-83)

0 h 20. FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (Esp., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) 13 h 30. LA FLUTE A SIX SCHTROUMPES

(Bel.) : Saint-Lambert, 15' (45-32-91-68) 13 h 40. GHOSTS OF THE CIVIL DEAD (")

(Austr., v.o.) : Utopis Champolion, 5 (43-26-84-65) 14 h. LES GIRLS (A., v.o.) : Saint-Lambert 15- (45-32-91-68) 21 h HAIRSPRAY (A., v.o.) : La Bestille 11- (43-07-48-60) O h. HARRY PLOTNICK SEUL CONTRE

TOUS (A., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6-(43-26-58-00) 14 h, 16 h, 18 h, 20 h 05. L'HISTOIRE SANS FIN (AL., V.L.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 15 h. INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE (A., v.f.) : Grand Favois,

15- (45-54-46-85) 20 h 30. LE KNACK ... OU COMMENT L'AVOIR (Brit., v.o.) : Studio des Ursu-lines, 5 (43-26-19-09) 13 h. LA LÉGENDE DU SAINT BUVEUR (Fr.-it., v.o.) : Denfert, 14. (43-21-

41-01) 11 h 40. LOLITA (Brit., v.o.) : Républic Cinémas, 11 (48-05-51-33) 21 h 20. MARQUIS (") (Fr.) : Accatone, 5-(46-33-86-86) 12 h.

MARY POPPINS (A., v.f.) : Républi Cinémas, 11 (48-05-51-33) 15 h 30 ; Dentert, 14 (43-21-41-01) 15 h 30. MEGAVIXENS (**) (A., v.o.) : Ciné Besubourg, 3* (42-71-52-36) O h 20. MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 14 h.

METAL HURLANT (A., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) 0 h 30. MIDNIGHT EXPRESS (**) (6 v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-48-85) 20 h 30.

MILOU EN MAI (Fr.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 19 h 50. MONSIEUR HIRE (Fr.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 11 h 45.

LA NUIT BENGALI (Fr., v.o.) : Le Berry Zèbre, 11 (43-57-51-55) 18 h 30. OUTSIDERS (A., v.o.): Grand Pavols, 15- (45-54-46-85) 13 h 30. PERFORMANCE (Brit., v.o.): Acca-tone, 5- (46-33-86-86) 21 h 20.

LA PETITE BOUTIQUE DES HOR-REURS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15-(45-54-46-85) 16 h 45. PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.): Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 22 h 30, 0 h 20.

LA PLANETE SAUVAGE (Fr.-Tch.): Grand Pavois, 15. (45-54-45-85) 10 h. PRINCESS BRIDE (A., v.f.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) 17 h. LES QUATRE CENTS COUPS (Fr.)

Les Trois Luxembourg, 6- (46-33-97-771 12 h OUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF? (A., v.o.) : Studio des Ursu-lines, 5- (43-26-19-09) 20 h 15. REEFER ET LE MODÈLE (Irlandais v.f.) : Le Berry Zèbre, 11. (43-57-51-55) 20.h 30.

ROGER ET MOI (A., v.o.) : Républic Cinémas, 11 (48-05-51-33) 19 h 40. LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beau-bourg, 3º (42-71-52-36) 11 h. SALO, OU LES 120 JOURNÉES DE SODOME ("") (it., v.o.) : Ciné Beau-bourg, 3 (42-71-52-36) 0 h 10. SAMMY ET ROSIE S'ENVOIENT

EN L'AIR (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) 11 h 20. SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09) 15 h. SWEET MOVIE (**) (Fr.-Can., v.a.) : Ciné Beaubourg, 3: (42-71-52-36)

TANGOS, L'EXIL DE GARDELIFI.-Arg., v.o.) : Le Berry Zebre, 11- (43-57-51-55) 16 h 30. THE LAST OF ENGLAND (Brit., v.o.) : Accarone, 5- (46-33-86-86) 23 h 10.

0 h 10.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (7 (A., v.o.) : Studio Galande, 6-(43-54-72-71) 22 h 30 TINTIN ET LE LAC AUX REQUINS (Fr.-Bel.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 17 h.

-

THEM

N.

and the state of

and a strip that it

ULTRAVIXENS (**) (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3* (42-71-52-36) O h. UNE AUTRE FEMME (A., v.o.): Reflet Logos 1, 5* (43-54-42-34) LES VOYAGES DE GULLIVER (A.) : Saint-Lambert, 15: (45-32-91-68)

PARIS EN VISITES

LUNDI 23 JUILLET

« Tombes célèbres du Père-Lachaise », 10 h 30 et 14 h 45, porte principale, boulevard de Ménilmon-tent (V. de Langlade).

e Vergailles : les bosquets du part du château », 14 h 30, cour du château, statue de Louis XIV (Office « Grande Arche et quertier de la Défense», 14 h 30, RER La Défense. sortie L (P.-Y. Jasiet).

Mathématiques sacrées à la Seinte-Chapelle, La vernière des initiés. Approche symbolique des maîtres de lumière », 14 h 30, sorbit mêtro Ché (I. Hautler).

e Hôtels et jardins du Merais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du pessé).

« Salons et intérieurs d'hôtels du Marais exceptionnellement ouverts 2, 14 h 45, devant le porche, 10, rue du Parc-Royal (M. Banassat).

Exposition «Les polyptyques au Louvre », 15 heures, sortie métro Palais-Royal, côté rue de Rivoli (D. Bouchard).

«L'Assemblée nationale, la salle des séances », 15 heures, 33, qual d'Orsay (Tourisme cuiturel). «La Sorbonne», 15 heures, grande

entrée, rue des Ecoles. Exposition «Frère Castiglione, paintre de l'emperaur de Chine », 15 heures, Musée Guimet, 6, piece

d'iena (Paris et son histoire).

Ceci n'est pas 100 ans d'Art belge EXPOSITION CENT ANS D'ART BELGE

Collection du Crédit

Communal de Belgique

Grande Arche de la Défense

(Socie)

12 JUIN - 26 AOUT 90

00-16).

Rêve de cow-boy.

De Werner Masten.

23.10 Ne réveillez pas la taupe qui dort (rediff.).

Le prix de la gloire. De Jackie Cooper.

pour le pendre, De Joseph A. Mazzuca.

23,25 Six minutes d'informa-

23.30 Les privés de la nuit. tions.

LA SEPT

22_10 Téléfilm : Une corde

0.00 Journal de minuit.

M 6 20.35 Téléfilm :

LA 5

MÉTÉOROLOGIE

2.45

Maria Care Contract

1. W. W.

: E.

Traffic Tests

100

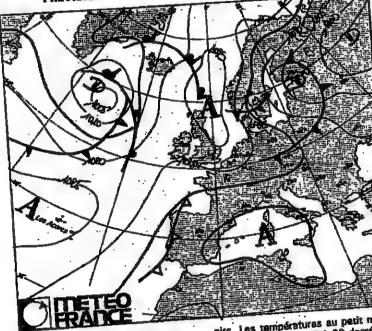
. E, 14

40.00

and the same of the

SITUATION LE 21 JUILLET 1990 A 0 HEURE TU D don

PRÉVISIONS POUR LE 23 JUILLET A 12 HEURES TU



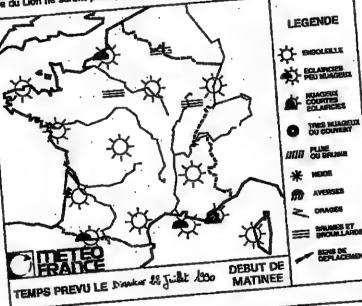
Evolution probable du temps en France entre le samedi 21 juillet à O heure et le dimanche 22 juillet à 24 heures.

Signation générale et évolution Les conditions anticycloriques resteront dominantes Prévisions pour dimanche :

Le beau temps chaud prévaudra encore. Les quelques brumes matinales disparaturont bian vite. De même, les golfe du Lion ne seront plus que souve-

nirs. Les températures au petit matin serom très douces, 15 à 20 degrés du nord au sud.

En journée, des petits nuages rendront par moments is ciel moins bleu sur le Nord-Picardie, les Ardennes et la Haute-Normandie. De même, un yant d'est se lavera et sura pour effet de randre la chaleur plus aupportable. Il fara de 24 à 27 degrés au maximum. Ailleurs, toujours la canicule, avec des températures dépassant le plus souvent les 30 degrés et même les 35 degrés



FRANCE ALACTIO BEARRITZ 12 BORDEAUX ME BOURGES 13 BREST 30 CAEN 26 CHERBOURG 26 CHE	170 D 170 D 181 D	21-7-90 à CIRS RILOUSE WINTE-A-PITR	33 15 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18	D LUS MAA D MAA P D MAA N P D MAA N P D D C D C D C D C D C D C D C D C D C	Le 21 ANGELES (EMBOURG ORED RRAKECH ERAKECH ENTREAL SCOUL ALBORI EEW YORK SLO ALMA DE MA EKIN SCO-DE JANE COME CO	27 19 28 17 46 20 12 12 13 12 12 13 13 13 14 25 11 13 13 12 12 13 13 13 13 14 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15	DDDN 8 DDDCCCOCD N D C D N D D
A B brume	C cicl	D ciel degast	N ciel nuageux	unige	phaie	tempère	Reig

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

TÉLÉVISION

Samedi 21 juillet

22.05 Documentaire TF 1 22.50 Flash d'informations. 20.40 Variétés : 23.00 Cinéma : Les cow-boys. Il Film américain de Mark Rydell (1972). Surprise sur prise. 22.20 Série : Columbo. 0.00 Magazine : Formule sport. 0.50 Faisons la route ensemble. 20.40 Téléfilm : Trace de sang. 0.55 Journal et Météo. 22.15 Magazine : Désir.

20.40 Jeu: Les clés de Fort Boyard. De Jacques Antoine. 21.45 Série : Frank chasseur de fauves. Les sept clés pour Singapour (2-partie).

22.35 Documentaire : Les explorateurs. Un siècle d'expéditions. 23.30 Journal et Météo. 23.45 Le journal du Tour.

FR 3

--- De 20.00. à 0.00 La Sept ---21.00 Hommage à Vitez. 21.10 Théâtre : Electra. Pièce de Sophocle, mise en scène par Antoine Vitez. 22.55 Journal. 23.10 Documentaire :

Le dossard. D'Alain Marcoen. Un cycliste de second rang. CANAL PLUS

20.30 Téléfilm : Une taupe

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5308

HORIZONTALEMENT

I. Des femmes qui aiment besucoup les sorties. — II. Doivent être ouverts quand on rapporte. Parfols utilisé par ceux qui veulent descendre rapidement. — III. Mis à plat. Est parfols attribuée au sort. — IV. Un agrément d'autrefois. On y est à la hauteur.

la hauteur. Ayant l'heure. — V. Fixe, pour faire des exercices. Un homme souvent mané en bateau. - VI. Quand on y est, on ne sait pas comment s'en sortir. Sans changement. Pour le réaliser. il faut en avoir le pouvoir. - VII. Mauveise quand elle ne mord pas. Comme un blanc. En France. - VIII. Reste toujours très sombre. - XII très sombre. - XII

X. Tranche de meion.
Etendue désertique.
Un homme qui se

conduit comme une běte. Cíté. - X. Un Indien. Attacheras. Comme certains fruits. - XI. Pour tenir, il y en a un de bon. Une bonne pomme, Lie. - XII. Devenir très coulant. Prouve qu'on a été

trop brutal. Littoral breton. – XIII. Oui n'a rien coûté. Mesure. Un parfum de princesse. – XIV. N'est plus blanche quand elle a été dessalée. Peut être marqué au fer. Bien fixée. - XV. Adverbe. Un peu de

21.10 Théâtre : Electre. Pièce de Sophocle, mise en scène d'Antoine Vitez.

22.55 Soir 3. 23.10 Documentaire : Le dossard. D'Alain Marun cycliste de second rang.

Séries : Peter Gun ; Mister Lucky.

repos I Possessif.

VERTICALEMENT 1. Out comprend tout. Nous fait aller de pis en pis. - 2. N'a pas un grand lit. Noir, pour une punition. Pas libre. - 3. Voletile. Une ville dont on peut dire qu'elle est à la croisée des chemins. Est noir. 4. Qui a donc suivi. Circule à Fétranger. - 5. Das gens qui ont du charme. Oui n'avait peut-être pas été bien saisi. N'est pas un nombre rond. – 6. Compagnon de tondu. Comme une flèche. - 7. Qui peuvent donner de bons conseils. Fleur. - 8. Est souvent sur la planche. Adjectif qui peut évoquer la campagne... et parfois la cuisina. – 9. Conjonction. Terre. Qualifie un chat très chouette. Note. 10. Qu'on rencontre souvent. N'est

une série d'interdictions. - 11. Ne sont pas de bons « moyens ». Peuvent être de grosses envies. 12. Partie d'une addition. Le demier était apprécié par les lions. Cheva-lier, dans les Alpes. - 13. Utils pour ceux qui travaillent dans le bruit. Nalssent souvent dans de vieilles racines. 14. Peut avoir le dessus. Qui a l'air d'une cruche. -15. A souvent le cœur sec. On y brûle de l'essence. Complètement rayés.

> Solution du problème nº 5307 Horizontalement

1. Romancier. - II. Isoloirs. -III. Macédoine. - IV. Anses. -V. Ide. Li. Us. - VI. Loto. Taxe. - VI. Loto. Taxe. - VII. Liesses. - VIII. EG. Se. Sol. - IX. Ut. Envahi. - X. Reçus. - XI. Axe. Tel.

Verticalement 1. Rimailleurs. - 2. Osa. Deigté. -3. Mocheté. Ca. - 4. Ale. Osseux. - 5. Nodal. Sensé. - 6. Cionite. -7. Iris. Assaut. - 8. Esneux. Oh I -9. Essentiel.

GUY BROUTY

Dimanche 22 juillet Film danois de Billie August.

22.50 Flash d'informations.
23.00 Sport: Golf. Le British Open. 14.15 Série : Rick Hunter inspecteur choc. 15.05 Série : Marie Pervenche. 16.25 Tiercé 16.30 Série : Côte Quest. 17.20 Dessins animés. 18.30 Magazine : Téléfoot. 19.20 Divertissement : Vidéo gags. 20.00 Journal. 20.40 Cinéma :

Les naufragés du 747. E Film américain de Jerry Jameson (1977). 22_40 Magazine: Ciné dimanche.

22.45 Cinéma : Les turlupins. 🗷 Film français de Bernard Revon (1979).

14.15 Sport : Cyclisme. Tour de France : 21 étape. 16.50 Série : Coupable ou innocent. 18.30 Magazine : Stade 2. Athlétisme : Canoe-kayak : Golf : Escalade ; Résultats. 19.00 Le journal du Tour.

20.00 Journal et Météo. 20.40 Série : Hauts tension. 22.05 Feuilleton: Nord et Sud. 23.40 Journal et Météo. 23.55 Magazine : Musiques au cœur de l'été.

FR 3

14.30 Magazine: Sports 3 dimanche. Jumping : Supercross ; Fun génération. 17.00 Les grands voillers de Bordeaux.

17.30 Magazine : Montagne. 18.00 Amuse 3. Les tortues. 18.30 Magazine : Planète show. 19.00 Le 19-20 de l'informa-

tion. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 20.00 Série : Benny Hill. 20.35 Variétés : Quarante ans de rire.

21.50 Journal et Météo.
22.15 Magazine : La divan.
D'Henry Chapler. Robert
Charlebois. 22.35 Cinéma : Paradis perdu. == Film français d'Abel Gance (1939).

CANAL PLUS

15.05 Série : Deux solistes en duo. 15.55 Surprises spéciales. La sourire du requin ; Paris-

16.10 Documentaire : Terre des éléphants. D'Irwin Rosten. 17.00 Sport: Les Goodwill games.

20.30 Cinéma :

17.15 Magazine : Mag max. 18.00 Cinéma : Thank you Satan. Film franco-canadien d'André Farwagi (1989). En clair jusqu'à 20.30 ---19.20 Flash d'informations. 19.25 Les superstars du catch.

Pelle le conquérant.

13.15 Sport : Moto. Grand Prix des 500 cm² au Mans. 14.00 Sport : Automobile. Grand Prix des prototypes à Dijon. 14.45 Sport : Moto (suite).

15.30 Sport: Automobile (suite). 16.35 Série: Madame le juge. 18.10 Série : Riptide. 18.50 Journal images. 19.00 Série : L'enfer du devoir. 19.45 Journal. 20.30 Drôles d'histoires. 20.40 Téléfilm :

La proie du désert. 22.20 Magazine : Ciné Cinq. 22.30 Cinéma : L'enfer mécanique.

Film américain d'Eliot Silver-stein (1976). 0.00 Journal de minuit. 0.10 L'enfer mécanique (suite).

15.10 Série : Laramie. 15.55 Documentaire : Chasseurs d'images.

Samburu (1= partia). 16.10 Magazine : Adventure. 16.20 Série : Section 4. 17.10 Série : L'homme de fer. 18.00 Informations: M 6 express. 18.05 Série : Clair de lune.

19.00 Magazine : Culture pub remix. 19.30 Série : Les années coup de cœur. 19.54 Six minutes d'informations.

20.00 Série : Madame est servie. 20.30 Magazine : Sport 6. 20.35 Téléfilm : La dame en question. 22.15 Six minutes d'informa-

22.20 Capital. 22.25 Téléfilm : Pulsion fatale. 23.45 Six minutes d'informa-

LA SEPT

14.30 Cours d'italien (24). 15.00 Feuilleton: L'or du diable (1º épisode). 15.50 Série : C'est notre univers (1. En

Irlande). De Ken Howard. 16.25 Documentaire : Les instruments de musique et leur histoire. 16.55 Documentaire

Propaganda, l'image et son pouvoir. 17.50 Cinéma d'animation Aquarelle. Téléfilm : 18.00

Atlantic rendez-vous. 19.30 Documentaire : Nick et Murray. 21.00 Série : Natturno, Schubert (1). 22.35 Court métrage :

Toi + moi = 3. 23.05 Documentaire: Le temps des cathédrales (3).

NOMINATIONS

pas le bon côté des choses. Dans

M. Rigny directeur du département chimie du CNRS

Le ministre de la recherche et de anologie vient de nommer, par arrêté paru au Journal officiel du 20 juillet, M. Paul Rigny directeur du département scientifique de chimie du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) en remplacement de M. Michel

[Ancien élève de l'Ecole poly technique (1958), M. Rigny, né le 8 février 1939 à Paris, a fait l'essentiel de sa carrière au Commissa-riat à l'énergie atomique (CEA) où il est entré en 1963. Après d'importantes recherches sur l'utilisa-tion des techniques de résonance et de relaxation magnétiques pour de relaxation magnetiques pour des études de structures et de dynamique moléculaire, il a dirigé la section chimie au département de génée isotopique du Centre dynamique moléculaire, il a unige la section chimie au département de génie isotopique du Centre d'études nucléaires (CEN) de Saclay. En 1979, il crée, toujours au CEA, le département de physico-chimie au CEN de Saclay où il développe, à côté de la physico-chimie fondamentale, des recherches sur la séparation des isotopes de l'uranium. Techniques grâce auxquelles il met au point des procédés d'enrichissement de l'uranium par voie chimique et par voie laser. Tous ces travaux le conduiront en 1986 à la direction de la division des études de séparation isotopique et de chimie-physique du CEA qu'il va donc quitter pour rejoindre le CNRS.]

BIBLIOGRAPHIE

3 300 gîtes pour les randonneurs

Annick et Serge Mouraret avaient déjà créé un guide des gîtes et refuges en 1983, 1985 et 1987. Ils récidivent aujourd'hui avec une quatrième édition enrichie et chez un nouvel éditeur. L'ouvrage présente les mêmes qualités que ses prédécesseurs et répertorie 3 300 hébergements accssibles aux randonneurs à pied, à ski ou à vélo, dont 600 dans les régions frontalières de Belgique, d'Allemagne, du Luxembourg, de Suisse, d'Italie et d'Espagne. Ces hébergements sont classés par régions géographiques. par départements et, le plus souvent, du nord au sud.

➤ Gites et refuges, par Annick et Serge Mouraret. Editions la Cadole, 100 F.

CARNET DU MANDE

Les familles Chardronnet. Weimann, Bouillé, Tonnelier, ont la douleur de faire part du décès de

Romain CHARDRONNET, survenu accidentellement à l'âge

quinze ans. La réunion pour la cérémonie d'adieu a eu lieu le samedi 21 juillet 1990 à 10 h 15, à son domicile, 10, avenue Médecin-Général-Viallet, 38120 Saint-Egrève.

L'inhumation a cu lieu au cimetière de La Monta (Saint-Egrève), le samedi 21 juillet.

- Violaine a perdu son papa, le

docteur Michel ÉTIENNE.

Il sera inhumé le lundi 23 juillet, à 15 heures, au cimetière du Montpar-nasse, entrée principale.

 Les présidents
 Et les conseils d'administration du groupement des pédiatres de la région parisienne, du Cercle d'études pédiatriques, du Syndicat national des pédiatres français, ont la tristesse de faire part du décès de

leur conseiller et ami, le docteur Georges GRAND d'Orsay (Essonne).

Il avait fait l'unanimité auprès de tous les collègues de nos associations.

Anniversaires - Dimanche 22 juillet 1990.

En ce cinquième anniversaire de sa mort, vous qui avez connu et estimé

André POUSSIÈRE, Maubeuge 1910-Poitiers 1985,

ayez une pensée pour lui, joignez à son souvenir celui de deux de ses fils,

François POUSSIÈRE, Beyrouth 1945-Lyon 1984

docteur Bernard POUSSIÈRE, Cambral 1933-Metz 1987.

CARNET DU MONDE Renseignements: 40-65-29-94

Pithiviers @

Chateauneuf-

L'autoroute reliant l'A 6 et l'A 10 traversera la Beauce

ORLÉANS

de notre correspondant

Michel Delebarre, ministre de l'équipement, a tranché, Deux tracès étaient en compétition pour le futur tronçon autoroutier Orleans-Courtenay, maillon de la transversale qui s'esquisse au sud de la région parisienne. C'est le tracé nord, passant par la Beauce, qui a été retenu par le ministre. Le tracé sud, traversant la forêt d'Orléans et vivement controversé (le Monde du 31 octobre 1989) est finalement

abandonné. L'intervention du président de la République a certainement acceléré la décision (le Monde du 17 juillet).

Georges Séguy (l'ancien secré-taire général de la CGT) et le général Massu (l'un des chefs militaires durant la guerre d'Algérie) - qui militaient main dans la main contre le tracé sud au sein d'un comité de défense actif en haut lieu, sont heureux : l'autoroute ne viendra pas troubler leur quiétude de retraités. Et la décision ministérielle fait sans doute un autre satis-

Tracé nord:

faisceau d'étude

fait : le secrétaire d'Etat à l'environnement, Brice Lalonde, qui possède une résidence secondaire dans le Gătinais...

Pour joindre Courtenay à Orleans et raccorder l'A 6 à l'A 10 et à l'A 71, les aménageurs se trouvaient devant un casse-tête. Il leur fallait soit écorner la forêt d'Orléans et les verts pâturages du Gâtinais, « colonisés » par les Parisiens du week-end, soit empiéter sur le foncier agricole beauceron. Dans un premier temps, le tracé sud parut s'imposer. Mais

Montargis:

Tracé sud:

faisceau d'étude

devant les cris des comités de défense, le préset, Paul Bernard, n'eut d'autre solution que de pro-mettre la mise à l'étude du tracé nord, qui a aujourd'hui la faveur Des deux options, cette dernière

parait la plus logique en apparence, car moins coûteuse (1 milliard de trancs de moins) et moins dommageable pour l'environne-ment. Au lieu de l'autoroute, certains plaidaient pour la mise à quatre voies de la RN 60, solution défendue par le maire de Montargis, Max Nublat (PCF), qui voyait là le moyen de relier enfin correctement son agglomération avec le chef-lieu du département. Cet aménagement, initialement prevu - et d'ailleurs partiellement réalisé entre Orléans et Chateauneuf-sur-Loire - ne sera pas achevé : les crédits de l'Etat, selon M. Nublat, ont été a déroutés » sur la Savoie pour cause de Jeux olympiques.

Le choix du tracé nord ne va pas faire taire pour autant les polémiques. Les cultivateurs beaucerons qui « héritent » de l'autoroute parlent déjà de manifestations. Ils viennent d'empêcher les adieux du sous-préfet de Pithiviers : les notables de la région n'ont pu accéder aux petits-fours.

RÉGIS GUYOTAT

Le développement universitaire

Troyes joue le style Cambridge

Longtemps assoupi, le cheflieu de l'Aube se réveille après la crise qu'a connue dans le département l'industrie de la bonneterie. Objectif prioritaire: développer l'enseignement supérieur. Avec un atout, le patrimoine architectural exceptionnel de la

TROYES

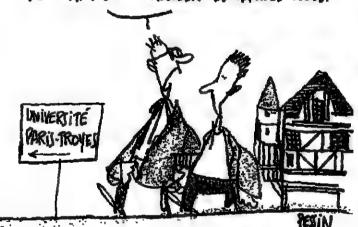
de notre envoyé spécial

Troyes sommeillait. Sur les rives de la Seine, la cité (64 000 habitants pour une agglomération de 120 000) paraissait engourdie. A une heure et demie de l'agitation de la capitale, bien plus dans les esprits. La crise de l'industrie locale, centrée sur la bonneterie (10 000 emplois perdus), a créé le premier choc. Réélu de justesse en 1989 après dix-huit ans de règne, Robert Galley, ancien ministre RPR, a compris que l'on ne pou-vait plus se contenter de la magnisique réhabilitation de la vieille ville, orgueil de sa municipalité.

Pensez | 55 hectares de secteur sauvegardé en plein centre-ville, frôlé par les guerres mais jamais touché, avec ses maisons à colom-bages du XVIs siècle, ses hôtels particuliers, ses bâtiments ecclésiastiques, sa bibliothèque crèce en 1651 (44 720 ouvrages anciens)... flot après ilot, une restauration minutieuse a été menée, qui donne à la ville un cachet de toute beauté et attire maintenant de nombreux touristes, mais qui a fait dire à plus d'un Troyen qu'en ces périodes difficiles on s'était attaqué au superflu avant de viser l'es-sentiel.

> Une « maison des professeurs »

Le nouveau mot d'ordre est désormais «Tradition modernité», martelé par les responsables locaux, service de communication en tête. Se servir de cette rénovation comme d'un atout pour le développement. Premier point d'appui et priorité des priorités : l'enseignement supérieur. Le maire, son premier adjoint Jacques Palencher, président du syndicat d'agglomération, et Julien Arenas, adjoint en charge du dossier, veulent tout bonnement faire de Troyes « une ville universitaire ». Avec une idée-force : la « délocalisation» en cours des établissements d'enseignement supérieur se joue aujourd bui pour les vingt ans à venir. Une démarche - concrétisée dans le plan d'action municipale voté en mars - qui rencontre les préoccupations des élus des villes « à une heure de Paris ». désireux de décongestionner à leur profit la concentrationnaire lle-de-France (le Monde du 10 juillet). La ville compte déjà plus de 2 000 étudiants, avec notamment l'institut universitaire de technologie (créé en 1967), 473 étudiants de premier cycle de droit, neuf sections de BTS, une école de commerce et une école normale d'instituteurs, trois classes préparatoires. Un DEUG AES (administration économique et sociale) s'ouvre à la JE ME SUIS INSCRIT EN HÜTOIRE DE L'ART D'ACCOMMODER LES CENTRES-VILLES,



rentrée, l'anglais et l'histoire sont prévus pour 1991.

A Troyes, on a décidé de jouer le long terme. D'investir pour que, dans quelques années, professeurs et étudiants trouvent ici des conditions de vie et de travail qui les attirent. Où l'on retrouve la rénovation: l'ancien Hôtel-Dieu abritera le gros des effectifs, l'Hôtel des arquebuses sera destine aux étudiants de 7e et 8e années de médecine « résidant » à l'hôpital, on va restaurer un immeuble pour en faire une « maison des professeurs », avec studios et rez-dechaussée « club » ...

Pour l'heure, on met les bouchées doubles dans la rénovation de l'ancienne abbaye de Saint-Martin-des-

Aires (et de son très beau cloître), appelée à accueissir le tout nouvel nstitut universitaire des métiers. Il propose une formation en trois ans à des professionnels ou à des bacheliers dans le domaine de l'artisanat d'art, autre axe important du développement de Troyes.

Bref, la partie de la ville qu'on appelle ici la «tête du bouchon de champagne», en raison de sa forme, aspire à devenir un petit Quartier latin, mais dans le style Cambridge. y Nous avons fait un choix clair d'une université intra muros, indique Jacques Palencher, nous ne voulons pas de blocs de béton dans un champ de betteraves. * Tout cela, bien sur, va coûter cher,

130 millions de francs uniquement pour la renovation des principaux sites sans compter l'effort qui doit être fait pour accroître le parc de chambres d'étudiants (500 environ actuellement). L'Etat en alloue 35 dans le cadre du contrat de Plan avec la région, le reste est pris en charge par les collectivités locales. Les discussions les plus vives ont lieu avec l'université et la ville de Reims, qui préféreraient que cet effort leur soit destiné. Eternelles querelles de cha-

YVES AGNÈS

Relance des contrats de ville

Onze municipalités réclament de l'Etat « un partenariat plus cohérent »

SAINT-NAZAIRE

de notre correspondant Les représentants des treize villes ou agglomérations concernées par les contrats de ville se sont retrouvés fin join à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique). A cette occasion, le manifeste « pour une politique contractuelle active ». signé par onze maires de villes impliquées dans ces contrats, a été rendu public.

Habitues à se rencontrer une matinée par mois au siège de la DIV (délégation interministérielle à la ville), les représentants des villes et agglomérations de la première vague des contrats de ville ont pu ainsi durant deux jours approfondir et confronter leurs démarches respectives. « On a fait beaucoup d'affaires v, résume de manière imagée Jean-Loup Drubigny, responsable de la politique des agglomérations à la DIV.

Rappelant la finalité des contrats de ville, a développer sans exclure ». Yves Dauge, le délégué interministériel, a d'entrée exhorté les participants (élus, représentants des administrations, techniciens, bureaux d'études) à « un sur-effort. Quel dispositif concret. pratique. allons-nous inventer pour changer le mode de travail entre tous les acteurs: Etat, villes, partenaires économiques ? ».

Dans le droit fil du programme

de développement social urbain lancé il y a deux ans et qui s'est traduit par la signature de quatre cents contrats de quartier, le contrat de ville doit procéder d'une même démarche « marquée par le partenariat, la force du projet local. Une démarche où l'État n'est pas donneur d'ordre, mais où il reste acteur. Il faut ratisser, réunir, renforcer, revenir auprès des gens pour leur redonner confiance. Le projet de ville est un projet de démocratie et non de technocratie ».

> Grippages et frictions politiques

Les occasions de grippage entre une démarche qui suppose une mobilisation transversale, horizontale, et une machine étatique rodée de longue date à un fonctionnement vertical ne manquent pas. « On ne peut pas travailler en saucissonnant les problèmes, souligne Christian Pierret, maire de Saint-Dić (Vosges). Il faut une réponse globale de l'Etat qui ne peut être apportée par Paris. Il nous faut un interlocuteur de synthèse, au niveau régional, départemental. . Cola, mais aussi les frictions politiques et la complexité des problèmes, généralement propontionnelle à la taille des « bassins de vie », font que tous les projets de ville n'avancent pas au même pas.

Quatre d'entre eux - ceux de

Marseille, Saint-Denis de la Réunion, Saint-Dié et Saint-Nazaire ~ viennent d'être présentés devant le comité interministériel présidé par le premier ministre. Devrait suivre la signature des premiers contrats, avec moyens financiers à l'appui.

Les maires des villes concernées et la DIV sont manifestement « en phase s. Les onze signataires (1) demandent au gouvernement de conférer à la DIV « un poids interministériel tel qu'il puisse infléchir les programmes sectoriels de l'Etat, et plus particulièrement les politiques de l'emploi, de l'éducation nationale, de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire ».

ils attendent aussi de l'Etat qu'il incite « à un partenariat plus cohé-rent » et s'implique financièrement de manière « conséquente et continue », notamment par un ajustement des dotations globales de fonctionnement, le maintien d'une bonification préférentielle des taux d'intérêt pratiqués par la Calsse des dépôts... Au risque, sinon, que « l'addition aveugle de politiques éclatées entre l'État, la ville et les autres collectivités territoriales n'aboutisse qu'à l'éclatement de la

JEAN-CLAUDE CHEMIN

(1) Il s'agit des villes de Lyon, Toutouse, Lille, Marsellie, Reims, Saint-Nazaire, Saint-Denis de la Réunion, Maates, Creil, Le Creusot et Saint-Die. ALSACE

Mulhouse regroupe ses musées

A l'occasion, le 29 juin, du dixième anniversaire de son éco-musée (aujourd'hui l'un des plus importants d'Europe) et de la transformation du Musée de la céramique en Centre d'art interna-tional, Mulhouse, qui dispose des plus importantes collections de textiles imprimés et d'automobiles de prestige du monde, ainsi que du plus important parc de chemins de fer d'Europe continentale, a révélé les grandes lignes de son projet de « Musées sans frontières ».

Il s'agirait notamment de fédérer et de restructurer l'ensemble des dix musées de l'agglomération autour de deux grands axes - les transports et le textile - symbolisés par le rassemblement sur un même site des musées de l'automobile et de l'impression sur étoffe.

Appayé sur l'histoire d'un microcosme industriel et culturel exceptionnel, le projet mulhousien entend être un témoignage supplé-mentaire des capacités d'innovation technologique et intellectuelle locales et devrait déboucher sur la création d'un centre de muséologie et de muséographie d'essence euro-

La ville et le conseil général sont déjà fortement présents dans ce projet de 300 millions de francs qui permettrait de doubler en deux ans le chiffre actuel de 750 000 visiteurs. Une inscription au titre des grands travaux de l'Etat devrait permettre de boucler ce projet, unique dans son genre en France.

BRETAGNE

Placement familial en Ille-et-Vilaine

Cent personnes agées dépendantes placées dans des familles d'accueil d'ici à la fin de l'année, tel est l'objectif que s'est fixé Pierre Méhaignerie, le président du conscil général d'Illo-et-Vilaine. Dans ce département, qui consacre 400 millions de francs à l'aide aux personnes âgées et aux handicapés et qui compte 10 000 lits en maison de retraite, le nombre d'octogénaires (18 000 en 1982) atteindra 25 000 en 1995.

L'effort consenti en matière de placement familial est réparti sur l'ensemble du département pour favoriser un accueil de proximité. L'agrément accordé par le président du conseil général s'accompagne d'une rémunération pouvant aller jusqu'à 6 500 F par mois pour la famille d'accueil, en fonction de l'état de dépendance de la personne agée accueillie.

LIMOUSIN

72 kilomètres de RN 20 à caractéristiques autoroutières

Beau double pour le Limousin : les déviations à caractéristiques autoroutières de la RN 20, de Limoges (Haute-Vienne) et de Brive-la-Gaillarde (Corrèze) ont été ouvertes à la circulation à la veille des grandes migrations esti-

Le contournement de Limores. long de 10,5 kilomètres, met en continuité les tronçons déjà réalisés ces dernières années au nord et au sud de la capitale régionale. Soit un ensemble de 50 kilomètres. La déviation de Brive élimine un seg-ment particulièrement difficile de la RN 20 en offrant une continuité à deux fois deux voies de 27 kilomètres (exception faite du tunnel de Nozilles entre Corrèze et Lot. long de 315 mètres, dont le double-ment doit être réalisé d'ici à la fin-1990).

L'ensemble de ces travant à coûté 1,1 milliard de franca, dont 80 % à la charge de l'Etat et 20 % à celle des collectivités locales. Avec les segments déjà réalisés, la tra-versée de la RN 20 en Limousin (180 kilomètres) est désormais assurée à près de 40 % par voie à caractéristiques autoroutières et raccourcie d'une heure.

Ces travaux s'insèrent dans le projet de liaison autoroutière. continue Paris-Toulouse-Barcelone nour lequel le Limousin, toutes instances et toutes familles politi-

ques confordues, milite depuis plusieurs décennies. Plusieurs autres tronçons ont été mis en chantier. L'ensemble de la liaison est en principe programmée pour 1996, avec une gratuité entre Vier-zon (Cher) et Brive, qui devrait donner à cet axe central un atout nouveau sur les liaisons autorou-tières Nord-Sud actuellement en service, qui sont à péage.

MIDI-PYRÉNÉES

Le câble à Lavelanet

La ville de Laveianet en Ariège (8 600 habitants) projetait en septembre 1989 d'investir dans un réémetteur hertzien afin d'améliorer la réception des images des trois premières chaînes de télévision et de recevoir celles de Canai plus, de la Cînq et de la Six. EDF a alors proposé la solution cáble, qui permet la réception des chaînes de télévision internationales et thématiques et ouvre la possibilité de diffuser des images sur un canal local.

V 2 6-4

day in contrate

Trapida Trapida Trapida Trapida Trapida

m 3123

Stription.

10-14-4

450

12 - 15 m 1225

1772 300

1974

But Sugar

まる かっぱを表現

The same

Miles II

A. TH

100

400

4

114

1 9

- 2

12 32

The state of the s

STATE OF

Le 5 janvier dernier, unc convention d'étude était signée entre EDF et la ville. Le Centre Pyrénées-Gascogne était chargé d'en étudier la faisabilité technicocommerciale.

Le 22 mai. EDF Vidéopôle et la mairie de Lavelanet signalent une convention liant les deux partenaires pour vingt ans. Lavelanet Vidéopôle était ainsi créée avec un capital de 4 millions de francs. EDF Vidéopôle, filiale d'EDF, sera le câble opérateur de la ville.

La technologie choisie est celle du câble coaxial, bien adaptée selon les études à la structure de une majorité de maisons individuelles. La nouvelle société table sur trois mille cinq cents clients potentiels. L'investissement global devrait représenter près de 8 millions de francs. -.

PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR

Nouveau * moteur > pour le goife de Fos

Huit communes des Bouches-du-Rhône de tendances politiques dif-férentes viennent de décider une action concertée en faveur de la promotion de l'image de marque de l'ouest de l'étang de Berre, en direction des investisseurs éventuels: Cela quelques jours à peine après l'installation à Marseille d'un centre d'accueil des entreprises.

La mission intercommunale ainsi créée par les communes de ansi creee par les communes de Fos-sur-Mer, Istres, Miramas, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Saint-Chamas, Grans, Saint-Mitre et Saint-Martin-de-Cran a pris le nom de Carré Ouest, guichet unique d'accueil de huit communes, qui représentent 50 000 hectares, 110 000 habitants, 10 000 emplois industriels et un nombre double d'emplois induits.

S'ajoutent d'autres atouts : notamment la présence des instal-lations du port autonome de Marseille à Fos-sur-Mer et de l'Etablis-sement public d'aménagement des rives de l'étang de Berre (EPA-REB). Les huit communes dispo-sent de 8 500 hectares aménagés et d'autant d'hectares aménageables.

Les maires concernés affirment Les maires concernes affirment qu'il ne s'agit pas d'un instrument de concurrence avec Marseille. Jacques Chérèque, ministre délégué à l'aménagement du territoire, a mis l'accent sur une initiative « qui contribue à rééquilibrer le département». Carré Ouest bénéficiers en permanence, a annoncé le minispermanence, a annoncé le minis-tre, des primes à l'aménagement

Mais il a précisé qu'il entendait également soutenir Marseille dans ses stratégies de développement et raisonner en termes de « grand Marseille ».

Carré Quest, mission économique. Centre tertiaire de la Grande Pyramide, 13800 istres. Tél. 42 56 24 00.

Cetta page a été réalisée avec nos correspondants: Georges Chatain, Jean Contrucci, Christian Tual et Gérard Vallès.

Malgré un rapprochement des positions

Le conflit persiste entre les Etats-Unis et l'Europe sur le financement d'Airbus accepté de suspendre leur action

Le conflit entre les Etats-Unis et les quatre pays auropéens constructeurs de l'Airbus [France, RFA, Grande-Bretagne, Espagne) risque de rebondir à la fin du mois. Les négociations entreprises depuis le printemps, avec l'assistance de la Commission européenne, ont permis de rapprocher les positions en présence, mais sans pour autant aboutir à un accord. Le point le plus sensible porte sur les aides fournies par les pouvoirs publics pendant la phase de développement des appareils, ainsi que sur leurs modalités de rembour-

> BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Au cours d'un dîner de travail, le lundi 16 juillet à Bruxelles, en marge du conseil de la CEE, les ministres des quatre pays euro-péens concernés ont refusé d'afler aussi loin que le réclament les Américains. M. Jean-Marie Rausch, le ministre français du commerce extérieur, s'est opposé avec la plus grande netteté à des concessions jugées excessives, préférant apparemment prendre le risque d'un conflit ouvert au GATT (l'organisation qui réglemente le commerce international) commerce international).

Les Etats-Unis, qui voient avec inquietude Airbus-Industrie gri-gnoter des parts du marché de Boeing et McDonnell Douglas, reprochent aux gouvernements curopéens de subventionner leurs constructeurs et de fausser ainsi le jeu normal de la concurrence. A la fin de l'hiver, ils ont porté l'affaire devant le GATT, mettant en cause la garantie de change accordée par le gouvernement de Bons lors de la reprise de MBB, le constructeur allemand, par Daimler-Benz. Cependant, les Américains avaient

afin de rechercher un compromis à l'amiable avec les Européens, la date butoir du 31 juillet 1990 étant fixée pour ces pourpariers. D'après les informations recueil-

lies à Bruxelles, les Etats-Unis seraient finalement prêts à fermer les yeux sur l'affaire de la garantie de change accordéa par la RFA, mais seulement dans l'hypothèse où un arrangement d'ensemble serait trouvé, avec, en particulier, l'engagement des Européens de for-tement réduire les aides au développement des nouveaux modèles.

Ces aides, fournies sous la forme d'avances remboursables, varient selon les pays de 60 % (France) à 95 % (RFA) du coût de l'appareil, la moyenne se situant aux alentours de 75 %. Lès Américains entendent qu'elles soient limitées à 30 %-35 %; ils insistent en outre, pour que les remboursements soient effectués à termes fixes et pour pas selon le système dit des non pas selon le système dit des « royaltics », c'est-à-dire en fonction de la vente des avions.

Lors du diner de lundi, les ministres européens ont estimé que ces aides remboursables ne pourraient descendre au-dessous de 50 %-55 % du coût des pro-grammes. En outre, M. Rausch a exclu l'idée qu'au moins une partie du remboursement serait désormais opérée à termes fixes, estimant que ce serait là faire courir un risque injustifié aux construc-

PHILIPPE LEMAITRE

D Aérospatiale intéressée par De Havilland. - La direction du constructeur américain Bœing a confirmé qu'elle négociait avec l'Aérospatiale française et Aeritalia la vente de sa filiale canadienne De Havilland. Cet avionneur spécialisé dans la fabrication d'avions de transport régionairs de 30 à 60 places, les Dash, avait été achetépar Boeing, en 1986, pour la somme de 90 millions de dollars canadiens (430 millions de francs).

CONSOMMATION

企业是工业的证明

CENT ALL

With the Title

Un projet de directive de la Commission européenne

Bruxelles veut lutter contre les clauses abusives dans les contrats de vente

(Communautés européennes)

de notre correspondant La Commission européenne entend lutter contre les clauses abusives prévues par les fournisseurs dans les contrats conclus avec des acheteurs de biens et de services. Tel est l'objet de la proposition que M. Karel Van Miert, chargé de la protection des consommateurs, a transmise mercredi 18 juillet aux Etats membres de la CEE. Bruxelles

prévoit l'entrée de la future directive communautaire au 1ª janvier 1993. e Un filet de sécurité à la dimension du grand marché » est d'autant plus nécessaire que trois Erats mem-bres - la Beigique, l'Italie et la Grèce - ne disposent pas de législation protégcant le consommateur contre les abus éventuels des entreprises. L'exècutif des Douze définit une clause abusive comme une disposition créant un déséquilibre important entre les droits et les obligations des contractants : soit qu'elle produit une exécution du contrat défavorable au consommateur, soit qu'elle conduit à un résultat très différent de l'attente

légitime de l'acheteur, soit qu'elle trompe la bonne foi de celui-ci.

S'inspirant largement des législations en vigueur en France, en Grande-Bretagne, au Danemark et en Irlande, la Commission dresse une «liste noire» des principales anomalies figurant encore dans certains contrats. Ainsi, Bruxelles demande d'interdire l'exclusion ou la limitation de la responsabilité du vendeur en cas de non-exécution du contrat, de dommages corporeis au consommateur ou de décès de

Le projet exclut la possibilité pour le fournisseur de modifier les termes du contrat, y compris en matière de prix, sans que le consommateur puisse faire valoir ses intérêts. Il est prévu, en outre, l'exclusion on la limitation excessive de la garantie de la chose vendue.

La « liste noire » porte aussi sur les abus liés aux contrats de multipropriété. La Commission recommande aux Douze qu'il soit accordé un délai de sept jours à l'acheteur pour dénoncer le contrat. MARCEL SCOTTO

SOCIAL

Après six semaines de grève

La CFTC appelle à la reprise du travail à la caisse d'assurance-maladie de l'Essonne Après six semaines de grève, tions qui interviendront des septem-

près de 700 000 dossiers représen-tant un million d'actes médicaux à rembourser sont toujours bloqués à la caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM) de l'Essonne. Toutefois, la CFTC a appelé vendredi 20 juillet les grévistes (70 % du personnel) à suspendre le mouve-

Le syndicat estime que les propositions de la direction « ne peuvent donner satisfaction à l'ensemble du personnel a mais reconnaît qu'elles a permettraient d'encaisser les dividendes de plus d'un mois de luite et d'éviter des retenues sur paie, dans l'attente des négocia-

bre sur la classification et les

salaires ». Ces dispositions, qui ont reçu l'aval du ministère de la solidarité et de la caisse nationale d'assurance-maladie, consistent à redistribuer au personnel d'exécution les économies de gestion réalisées en 1990, soit 1,2 million de francs.

La CPAM de l'Essonne a mis au point des possibilités d'avances de frais disponibles dans les centres de paiement pour les assurés francs de contrats signés en 1989, dont 1,2 miliard de francs à l'étrandont 1,2 miliard de francs de contrats signés en 1989, dont 1,2 miliard de francs à l'étrandont 1,2 miliard 1,2 conflit.

ÉTRANGER

Japonais.

La fin de la visite du premier ministre à Tokyo

M. Rocard tance les industriels japonais

Après s'être exprimé, samedi 21 juillet, devant un parterre de patrons japonais, M. Michel Rocard devait rentrer dans la soirée à Paris. A l'occasion de sa visite de trois jours au Japon, le premier ministre a fait part, avec courtoisie mais fermeté, des préoccupations de l'industrie française face au comportement des

> **TOKYO** de notre envoyé spécial

Tout le monde le reconnaît : le charme de M. Michel Rocard, c'est qu'il a su rester aussi simple et direct qu'il l'était avant d'être nomme à Matignon. Les Japonais s'en sont aperçus, avec la volée de bois vert que le premier ministre français leur a administrée, les 20 et 21 juillet, courtoisement, mais sans s'embarrasser de précautions ora-

Si un conseiller du premier ministre a pu caractériser l'état d'esprit de la délégation gouvernementale française par une volonté de « décrispation empreinte de fermete » (le Monde du 21 juillet), la « méthode Rocard » appliquée au Japon a donné, vendredi à Tokyo, iors d'une conférence de presse, puis samedi à Gotemba devant le séminaire d'été des dirigeants patronaux du Keidanren (équivalent du CNPF), une fermeté certaine, à peine masquée par un ton ostensiblement courtois. Devant les journalistes,

excessifs » qui ont été prononcés de part et d'autre. Mais, au nom du postular selon lequel la France et le Japon ont des relations a amicales, donc franches, donc directes », le premier ministre français a fait suivre cette entrée en matière apaisante d'une argumentation sévère.

Premier exemple: l'automobile. « Vous êles très puissants. Je viens ici plein d'admiration, mais quand on est puissant, on fait peur. Je suis wand même surpris que vous ayez peur de faire peur. ».

Le premier ministre rappelle la disproportion que révèlent les chiffres (en dix ans, 118 millions d'automobiles fabriquées au Japon, 62 millions de véhicules exportés, 800 000 importés) et ajoute : « Ou bien vous admettez qu'il y a là un certain deséquilibre, ou bien vous considérez que c'est votre vision des choses sur l'équilibre. Si vous considérez que c'est votre vision des choses sur l'équilibre, je vous supplie au moins de n'être pas surpris que nous ne soyons pas d'accord. C'est même notre droit, en bonne démocratie. » Suite de la leçon de démocratie

appliquée : M. Rocard souligne l'augmentation du chômage qu'induirait une « pénétration très rapide de l'automobile japonaise » en France et en Europe : « Ce contre-effet politique serait très nocif à la sérentie de nos relations et même à l'image du Japon. Je ne suis pas sur que vous y ayez intérêt. Moi, je suis venu tranquillement vous informer que nous ne laisserons pas faire sans en parler longuement, sans negocier des délais et une réciprocité correcte-

M. Rocard évoque la difficulté pour les sociétés françaises de s'im-planter au Japon. Des hommes d'affaires français rencontrés le matin même lui ont fourni quelques « biscuits » pour sa démonstration. Il cite l'exemple d'une grande banque française (la BNP), quinzième ou seizième mondiale, classée AAA (donc meilleure catégorie dans les classements effectués par les agences américaines) aux Etats-Unis, mais, au Japon, seulement classée a comme une petite banque régionale, ce qui, naturellement, limite son accès à certaines opérations ». « Très aimable à rous, enchaîne M. Rocard . C'est intelligent. Bon, il faudra parier de ça en même temps que de l'automobile »...

> Un marché moins opaque

Après la banque, le traitement de l'eau et les mésaventures de la société Degrémont, siliale de la Lyonnaise des eaux et l'un des leaders mondiaux dans ce secteur, le Japon s'intéresse à la « capacité technique » que possède Degrémont. Il existe « un bon programme de développement avec votre ministre concerné, mais la société Degrémont est interdite d'accès aux marchés publics japonais ... ».

Vient enfin le tour de l'agriculture. Le premier ministre souligne que si les Etats-Unis et la CEE assurent à leur agriculture des aides publiques qui correspondent à 30 % et 40 % respectivement de la valeur de leur production agricole, le Japon subventionne sa propre agriculture

du patronat japonais, auque M. Rocard s'est adressé samedi à Gotemba, il a eu droit au même message : « il est [...] essentiel que le Japon poursuive les résormes nécessaires pour rendre son marché moins opaque el moins hermétique. Parler vrai, c'est aussi vous dire le sentiment de monotonie qu'inspire la poursuite d'un dialogue que l'on sou-haiterait voir déboucher sur des progrès plus substantiels. »

Après leur avoir demandé d'avoir la e volonté politique » de ne pas enrayer le rééquilibrage des échanges entre le Japon et la CEE par une nouvelle dépréciation du yen, le premier ministre a assuré ses interlocuteurs que la France n'est pas «le pays le plus anti-japonais, le plus protectionniste de la classe européenne ». Pour autant, M. Rocard a prévenu : en tant que premier ministre de la République française, il est chargé de la défense des « intérêts vitaux » de son pays, et l'automobile et l'électronique en font partie.

Cela n'empêche pas M. Rocard de souhaiter un développement des investissements japonais en France, à condition qu'ils obéissent à trois critères : « faire progresser l'emploi, améliorer la balance commerciale, développer les savoir-faire technologirues ». « Nous, Européens, a conclu M. Rocard, nous nous ouvrirons encore plus parce que c'est la logique du grand marché intérieur. Vous, Japonais, vous devez vous ouvrir parce que c'est la logique d'une grande puissance. » JEAN-LOUIS ANDRÉANI

Intérêt croissant des entreprises occidentales pour les marchés de l'Europe centrale et orientale M. Rocard a regretté des « mots

Forte reprise du commerce Est-Ouest la France et du Japon. Les combusti- secrétaire général de l'Association du

La crise économique aigué à l'Est, en obligeant les pays communistes à augmenter leurs importations, a conduit en 1989 à une vigoureuse reprise des échanges Est-Ouest.

Les exportations des pays de l'OCDE vers le COMECON ont connu une croissance réelle de 12,4 %, meilleur résultat depuis 1976. Les importations occidentales en provenance de l'Est ont augmenté de 6,3 %. Cette embellie ne sera cependant que de courte durée, à moins que les pays de l'Est ne réussissent à améliorer leur compétitivité et que les pays occidentaux ne suppriment certaines restrictions commerciales à leur égard, estime une étude que vient de publier l'institut autrichien de recherches économiques à

> VIENNE (Autriche) de notre correspondante

Revers de la médaille : la relance des échanges a aggravé le surendette-ment de l'Est de 15 milliards de dollars, portant la dette globale des pays de l'Est en Occident à 160 milliards de dollars, selon cette étude. Un deuxième facteur a favorisé la relance des échanges : la bonne conjoncture à l'Ouest. Par contre, les réformes éco-nomiques jancées à l'Est n'y ont contribué qu'indirectement et de

manière modeste. Les analystes, qui ne pechent pas par optimisme, s'in-quictent notamment d'une nouvelle crise des paiements dont les premiers signes se sont manifestés ce printemps (la Bulgarie a suspendu les rembourrements de sa dette).

A l'exception de la RDA et de la Tchécoslovaquie, la lourde dette extérieure - dans le cas de la Pologne les seuls intérêts (3,4 milliards de dollars en 1989) absorbent 49 % des recettes transition vers l'économie de marche des exportation le plus grand problème. Même pour un pays comme l'URSS, qui dispose de réserves d'or considérables, la hausse de sa dette extérieure, de 30,5 milliards de dollars en 1986 à 52,4 milliards, commence à devenir préoccupante, selon les analystes de

Dans tous les pays du COMECON, l'année 1989 a été marquée par une baisse réelle du revenu national et de la production industrielle, une hausse du déficit d'Etat et une détérioration sensible de la balance du commerce extérieur avec les pays de l'OCDE. Ces tendances négatives ont continué d'être sensibles dans les premiers d'être sensibles dans les premiers mois de 1990. L'institut prévoit une croissance plus modérée : de 9 % en 1990 et de 8 % en 1991 pour les exportations des pays occidentaux vers l'Est. Le plus important fournisseur du COMECON est la RFA avec 25 3 % enjuie du Jason de la Ein-

25,3 %, suivie du Japon, de la Finlande, des Etats-Unis, de l'Italie et de la France avec quelque 8 %, ainsi que l'Autriche avec 6,3 %. La RFA vient également en tête des importations de l'Est avec 21,9 %, suivie de l'Italie, de

bles restent le principal produit d'ex-portation de l'Est, notamment de rurss : 42,3 % des achais des pays de l'OCDE portaient sur des combustibles (pétrole et gaz naturel notamment, 63,6 % pour l'URSS), mais la tendance est à la baisse. Dans l'ensemble, les positions des pays de l'Est sur le marché occidental se sont affaiblies: en 1989, 1 % seulement des importations des pays de l'OCDE provenait de l'Est contre 1,6 % en

Les progrès américains

Parmi les pays occidentaux, les Etats-Unis ont réussi la meilleure perfetats-Unis ont réussi la meilleure per-formance en élargissant leurs exporta-tions vers l'Est de 54 % – notamment en URSS, par la vente de céréales, d'engrais et de fourrage, suivis de l'Espagne (+ 27 %) et de la RFA (+ 15,9 %). En revanche, la France n'a réussi qu'une expansion de 5,9 % (8,6 % en 1988) de ses ventes à l'Est, tandis que les importations en provenance de cette région ont même diminué de 0,5 %.

L'Autriche, qui a réussi en 1989 à augmenter de 10,2 % ses exportations après 15,9 % en 1988 – tient avec 6,5 % du marché de l'Est une position qui décesse la memori, sa part du qui dépasse largement sa part du commerce mondial, qui est de l % à 2 %. Ce « succes » des exportateurs autrichiens sur les marchés de l'Est a cependant son prix : la dette des pays de l'Est en Autriche s'élève à 200 milliards de schillings (100 milliards de francs). 40 à 50 milliards passent pour être « irrécupérables », selon le

mut Haschek, président de la Banque de contrôle qui garantit 111 milliards de ces crédits sur la base du système de soutien aux exportations, a réclamé la constitution d'un fonds de réserves pour les crédits « incertains ». Le volume des crédits « mûrs » au rééchelonnement s'élève à environ 40 milliards de schillings, notamment des crédits à la Pologne et à la Yougoslavie, estime-t-on dans les milicux bancaires à Vienne.

L'Autriche est également sur-représentée pour les sociétés mixtes Est-Ouest. Sur les quelque 4 400 jointventures Est-Ouest existant fin 1989, 550 étaient fondées avec des partenaires autrichiens, dont 300 en Hongric et 100 en URSS. Pour M. Friedrich Gleissner, directeur à la Chambre de commerce, cette « première phase d'expansion derrait être suivie d'une période de consolidation pour mettre à l'épreuve la substance s des entreprises.

Scion les analystes de l'institut de recherches économiques, la relance du commerce Est-Ouest ne sera durable que dans la mesure où les pays de l'Est gagnent des devises. Pour contribuer à améliorer la compétitivité des pays de l'Est, l'Occident devrait faciliter l'accès de leurs produits aux marchés occidentaux par la suppression des restrictions commerciales existantes et, à plus long terme, par leur intégration dans le système de libreéchange ouest-européen.

WALTRAUD BARYLI

Le Crédit national met en place des aides au financement

acceptuer son ouverture à l'Est, où il est déjà chargé par le gouvernement français de la mise en place et de la gestion de prêts du Trésor, consentis à la Pologne pour 900 millions de francs sur trois ans, avec une dizaine de dossiers en cours d'instruction. A cet effet, il vient de créer la

Compagnie européenne de banques dont il détient 50 % du capital, en association avec Loca-France et la Banque de l'union européenne (groupe CIC), actionnaires à 25 % chacun. Loca-France et cette filiale commune assurent le financement en crédit-bail d'équipements dans les pays de l'Est, soit directement soit en association avec des banques locales. Loca-France est un des principaux opérateurs en France dans le créditbail mobilier avec 12 milliards de

Le Crédit national vient de prendre a une longue tradition de présence une série d'initiatives destinées à dans les pays de l'Est, se classant parmi les trois premières banques françaises dans ce domaine. Elle a joué un rôle de pionnier dans le développement des sociétés mixtes et a assuré le financement d'une trentaine d'usincs clés en main en URSS.

Par ailleurs, le Crédit national a passé avec Sofaris un accord pour la garantie personnelle par cet orga-nisme de ses prets et investissements dans les pays de l'Est. Sofaris est charge par le gouvernement de la ges-tion d'un fonds de garantie doté mi-tialement de 100 millions de francs et permettant de couvrir jusqu'à 100 millions de francs l'engagement pris par les entreprises ou banques françaises sur l'Est après couverture des risques politiques par la Coface. La garantie porte sur un fonds propre apporté dans les implantations et les

Les responsables de l'économie sociale multiplient les initiatives

rope de l'Est. Elles n'ont pour l'instant à leur actif que peu de realisations, mais leurs projets, tant dans les secteurs de la banque et de l'assurance que dans les domaines de l'artisanat et de l'agriculture, ne man-

De multiples contacts sont pris. Tel est le message que les dirigeants de l'économie sociale française, avec à leur tête M. Jacques Moreau, le président du Crédit coopératif, sont allés transmettre, mardi 17 juillet, à M= Elisabeth Guigou, la responsable à l'Elysée de la délégation interministérielle chargée des pays de l'Est.

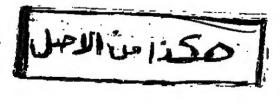
Depuis plusieurs mois, de multiples initiatives sont menées par les différents acteurs de l'économie sociale en direction des pays de l'Est, essentiellement de la Pologne, de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie. « Les démarapporte dans les impaniations et les prêts d'investissement à moyen et long terme avec une durée de sept ans.

FRANÇOIS RENARD

de la Tchécoslovaquie. « 1.28 demararages sont modestes, mais il y a une forte demande de collaboration de part et d'autre», explique M. Thierry Jean-

tet, l'un des responsables du Comité Les coopératives, mutuelles et asso-ciations françaises s'intéressent à l'Eu-de liaison des activités mutualistes, coopératives et associatives. Déjà, la Fédération nationale de la mutualité française travaille à la formation de personnes pour la création de pharmacies mutualistes en Hongrie. Des municles de l'assurance négocient en Pologne avec Solidamé pour y développer des produits en direction des particuliers. La loi sur les assurances qui vient d'être adoptée à Varsovie s'inspire d'ailleurs des textes français, instaurant deux types d'entreprises, les sociétés anonymes et les mutuelles

Pour l'instant cependant, la seule réalisation concrète qu'affiche le secteur est l'ouverture au début du mois de juillet à Varsovie d'une banque en joint-venture, la BISE (Banque d'initiatives socio-économiques), au capital initial de 3 millions de dollars. Créé avec la participation du Crédit coopératif, cet établissement de crédit a pour mission de financer prioritairement la création d'emplois dans l'artisanat et le commerce.



affaire de la société de Bourse

Tuffier, dont le bilan a été

dénosé cette semaine et qui

sonne l'hallali des derniers indé-

pendants. Une affaire aussi qui

pourrait rejaillir sur la place avec ses effets dissuasifs sur le place-

ment des capitaux étrangers et,

d'autre part, la création de nou-

veaux suspens. Sera-ce le cas?

Une chose est certaine : Paris a

perdu de son « aura ». La plupart

des experts financiers sont for-

mels : il manque à la place un

bon produit d'appel pour rameu-

Ce qui n'empêche pas le mar-

ché de rebondir sur ses plus bas

niveaux. « Parce que tout

baigne», faisait remarquer en fin

de semaine un spécialiste épon-

geant son front sous les

colonnes. Si la société de Bourse

James Capel dit vrai, l'année

1991 devrait être un bon cru

pour les entreprises françaises

avec une croissance pondérée

des bénéfices nets par action de

14,8 % au lieu de 12,4 % certe

année. A coup sûr, certains se

disent déjà qu'il y a de bonnes

affaires à conclure rue Vivienne.

Les groupes français ne man-

quent pas de dynamisme. A

preuve Lafarge, qui vient de s'im-

planter solidement en RDA par le

double rachat de Karsdorf, la

principale cimenterie est-alle-

mande, et de VEB Keramische,

numéro un là-bas de la cérami-

que sanitaire.

ter la clientèle.

dont les choses ont évolué ces derniers jours, tout porte à croire que la reprise d'été est installée rue Vivienne.

Déjà, les prémices s'en étaient fait sentir vers la fin de la semaine précédente, surtout le vendredi 13 juillet avec un bond des valeurs françaises de 1,17 %. Sur cette lancée, les trois premières journées de la semaine allaient être marquées sous les lambris par une hausse de 1,55 % des cours, dont 0.86 % acquis dès lundi, 0,19 % mardi et 0.50 % mercredi. Sans en avoir l'air, le 18 juillet au soir. la Bourse de Paris venait de parcourir en six jours une belle étape de montée (+ 3 %).

L'effort allait-il se poursuivre? Jeudi, par acquis de conscience, en fait pour cause technique, le marché leva le pied et fit même un pas en arrière (- 0.31 %). Vendredi faillit bien être la journée de la désillusion. Tôt dans la matinée, la nouvelle d'une forte réduction du déficit commercial pour juin (1,03 milliard de francs contre 5,54 milliards pour mail était tombée, prenant à contrepied les augures, qui avaient tablé sur un trou de 3,5 à 4 milards. La Bourse ne pouvait que

s'en réjouir. Singulièrement, aucune réaction ne fut vraiment perceptible. Et après un démarrage pénible (+ 0.09 %), le marché fit demi tour (- 0,30 % vers 13h), avant, quand même, en fin d'après-midi, de consentir à saluer l'événement par un signe de la tête (+ 0,40 %) .

On avait, en fait, oublié un peu vite que les veilles de week-end sont propices à la réflexion. Et puis, la proximité de la liquidation de juillet, légèrement positive pour la première fois depuis trois mois, a fourni l'occasion aux opérateurs de rajuster leurs positions, voire de ramasser leurs gains. Bref, d'une semaine à l'autre, l'indice CAC 40 a grimpé de 1,64 % environ. Il faut remonter à la fin avril (+1,76 %) pour retrouver une hausse de cette ampleur. Si ce n'est pas de la reprise, cela en a du moins l'odeur et la forme.

De bonnes nouvelles

Rien d'étonnant, du reste. Le retour d'un certain optimisme n'est pas le fait du hasard, dans la mesure où celui-ci s'appuie sur les espoirs de croissance formulé pour la France. Deux nouveaux organismes, le Centre de prévisions de l'Expansion et le centre d'observation de la chambre de commerce de Paris, ont, à leur tour confirmé cette semaine un second semestre nettement plus musclé que le premier. L'un et

l'autre soulignent que le phénomène sera favorisé par l'unification allemande et la reprise du commerce mondial. De quoi rassurer les opérateurs les plus craintifs.

Mais d'autres très bonnes nouvelles sont également tombées. Le franc a commencé par faire preuve d'une belle fermeté par rapport au deutschemark. Ensuite, le différentiel d'inflation avec l'Allemagne fédérale, dont on parle tant, a tout bonnement disparu avec une hausse de 0,2 % des prix à la consommation en juin. La détente sur le front des taux à court terme a commencé de s'installer.

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, en a profité pour promettre une baisse des taux d'intérêt « dans les semaines ou les mois à venirs. Et comme, décidément, cette semaine était placée sous une bonne étoile, ce fut vendredi la divine surprise avec la réduction du déficit commercial. Sans parler de la fermeté contagieuse de Wall Street, oui. malgré le chaud et le froid soufflé par M. Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine. décidé maintenant à lier tout assouplissement de la politique de crédit à une réduction drastique du déficit budgétaire, revient à l'assaut pour franchir la barre historique des 3 000 points.

Du coup, la communauté financière en a un peu oublié la triste

Le 3 000 se dérobe

NOICE OOW JONES est sans doute un homme sage. Mais prodigieusement agaçant. Les propos qu'il tenait la semaine précédente

en faveur d'un assouplissement de la politique monétaire de la Réserve fédérale avaient fortement stimulé Wall Street mais devant le Congrès, le 18 juillet, il s'est empressé de préciser que, certes, la FED avait injecté un peu de liquidités dans le circuit ces derniers jours mais que cette timide ouverture du robinet était essentiellement destinée à permet-tre au secteur bancaire de financer un peu mieux l'économie américaine. Il ne fallait pas en conclure pour autant que la Réserve fédérale avait modifié radicalement sa politique visant à contenir le crédit, notamment pour éviter tout

dérapage inflationniste. De quoi laisser passablement perplexe la communauté boursière. D'autant que, dans le même temps, nombre de compagnies-industrielles et financières avouaient des résultats peu brillants pour le deuxième trimestre de l'exercice en

Il est vrai que M. Greenspan a au moins deux arguments pour lui. D'une part, l'administration a reconnu que le déficit budgétaire pour l'année fiscale 1991 était estimé dorénavant à 168 milliards de dollars contre 100 milliards lorsque le président Bush avait

TOKYO

soumis sa copie au Congrès. M.Alan Greenspan en janvier dernier. D'autre part. l'indice des prix est brusquement remonté de 0.5 % en juin après deux mois de stabilité.

Ecœuré par cet environnement, le Dow Jones a définitivement laissé tomber l'ambition de franchir le seuil psychologique des 3 000 points. Vendredi soir. cet indice conclusit la semaine à 2 961,14 points (après s'être inscrit un moment à 3 005), en baisse de 0,7 % sur la semaine précédente. Seule bonne nouvelle : les taux des fonds fédéraux ont baissé de 8,25 % à 8 %. Merci M. Greens-

> SERGE MARTI Cours Cours

	13-7	20-7
TT.	68 3/4	66 1/4 37 5/8
ocing	61	-58
hase Man. Bank	21 1/4	20 1/4
lu Pont de Nemours	39 3/8	40 3/8
astman Kodak	40 1/8	39 7/8
aorr	48 7/8	48 5/8
ord	44 U4	43 1/8
ieneral Electric	74 7/8	74
eneral Motors	49 1/4	49 5/8
loodyear	29	29
BM	121 58 5/8	117 5/8 58 1/4
TT	63 3/4	65 1/4
Aobil Oil	68 3/4	73 U4
fizerchlumberger	61 1/4	64 1/4
CX200	60 1/4	60 5/8
AL Corp. (ex-Allegia)	160 1/2	161 1/8
Inion Carbide	20 1/2	19
JSX	34	34 1/4
Vestinghouse	37 3/4	38 1/4
erax Corp	44 7/8	47

Publiés au « Journal officiel »

De nouveaux règlements précisent les pouvoirs de la Commission des opérations de bourse

Les nouveaux règlements de la COB, la Commission des opérations de bourse, homologués les 5 et 17 juillet par le ministre de l'économie, sont parus le 20 juillet au Journal officiel. Ils viennent combler un vide juridique et peuvent apaiser l'inquiétude des magistrats devant l'extension des pouvoirs de la Commis-

Sur les sept chapitres que le nouveau règlement de la COB comporte at que le Journal officiel a publié le 20 juillet, six ont été homologués le 5 juillet. Le dernier chapitre, relatif à «l'utilisation d'une information privilégiée», n'a été homologué que le 17 juillet. Ces douze jours de décalage ont représenté le délai nécessaire à l'apaisement des magistrats qui s'inquiétaient de voir la COB, une instance para-juridique ne relevant pas de la compétence du ministère de la justice, piétiner leurs plates-bandes.

Dans sa présentation des nouveaux textes, la COB trace utile-

la justice. Premièrement, explique telle, les règlements de la COB «se rapportent à des pratiques ou à des personnes que la loi pénale ne

sanctionne bas ».

Le champ d'application de ces réglements étant plus étendu que « celui de la loi pénale (...), ils permettent aux professionnels d'agir en pleine connaissance de cause». Sans parier de leur caractère dissuasif. Ainsi, le règlement de la COB, qui juge « repréhensible » le seul fait de communiquer au public « une information inexacte, imprécise ou trompeuse», est plus sévère que le droit pénal qui exige du menteur une intention particulière de tromper.

La seconde différence entre la loi et le règlement concerne l'exploitation d'une information privilégiée. « Alors que le juge fait une large place à l'élément moral de l'infrac-tion, indique le texte de la COB, cet élement est fortement atténué dans l'appréciation du manquement soumis à la Commission. « Ce qui signifie qu'un opérateur disposant

mem la frontière entre ce qui relève d'une information non publique, du règlement et ce qui dépend de précise et qui pourrait avoir une précise et qui pourrait avoir une influence sur le cours de la valeur ou du produit financier concerné sera consideré en infraction quelles qu'aient été, là encore, ses inten-

Ainsi un financier qui se débarrasse d'une valeur, le jour où il apprend qu'elle risque de baisser dangereusement, sera en infraction, même s'il arrive à prouver ou'il avait pris toutes dispositions antérieures pour vendre. Seul le fait d'avoir détenu une information privilégiée compte.

Pour apaiser les magistrets, la COB ajoute que chaque fois qu'une personne morale ou physique aura violé à la fois la loi et le règlement, le dossier sera porté à la connaissance de l'autorité judiciaire. Ultime preuve de bonne volonté, la COB explique que, a dans chaque cas. elle apportera sa coopération (...) de manière à assurer une parfaite harmonie entre son action et celle de la justice». Il fallait sans doute le

YVES MAMOU

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

ANDRÉ DESSOT

Valours	Hansse	Yalcurs .	Baisse %
Damart S.A. A. A.G.F. LaLarge Copper Pechiney INTL. Eurotunnel. Salomon S.A. GAN Bail Equipem. Synthelabo Locabail Im. Bafip Section Avian. BNP-CT EIF-Aquitains	+ 125 + 109 + 89 + 88 + 7.7 + 7.5 + 5.7 + 5.6 + 5.1 + 4.6	Metaleurop	- 10,5 - 10,4 - 10,2 - 9,1 - 7,9 - 7,7 - 7,6 - 7,2 - 6,6 - 5,8 - 5,7 - 3,6

VALEURS LE	PLUS AC	TIVEMENT	
TRAIT	ÉES AU R	M (*)	
Dumez Lyon. Eaux Eaux (Génér.) Accor Lafarge Copp CGE Suez Financ Eif Aquitaine LVMH Peugeot SA UAP L'Air liquide Total GAN	Nore de titres 1 113 967 1 104 309 221 869 497 976 1 003 180 721 471 965 527 573 099 71 826 437 331 500 352	Val. en cap. (F) 950 104 4841	

MARCHÉ LIB	RE DE	L'OR
	Cours 13-7-90	Cours 20-7-90
Or fin jirilo an barre)	84 100 64 100	64 150 64 300
Pièce trançaise (20 tr.)	387	380
a Pláce française (10 fr.)	375	377
Pièce soince (20 fr.)	418 375	418 378
e Pièce tunislame (20 f.)	361	385
Souversio	489	475
Sourceain Elizabeth B	475	477
o Dend-souversin	396	291 2 165
- 10 dollers	2 156 1 250	1 280
e - 5 dollars	800	245
	2 400	2 420
- 50 pasts,	621	511
- 10 floring	385	385 290
And the second second second	290	

(*) Du vendredi 13 juillet 1990 au joudi

· Ces pièces d'or ne sont cotées cu'à la séance

D. M. Michel Piétrini devient président de Lagviz. - Désigné à ce poste par L'Oréal et Orcofi, les deux principaux actionnaires de la maison de couture Lanvin, M. Michel Pietrini, qui conserve par ailleurs la présidence de la société audiovisuelle Paravision, une filiale de L'Oréal, n'est pas un nouveau vegu dans le monde du luxe. Il avait en effet joué un rôle important dans la relance de la maison Chanel, qu'il a présidée entre 1978 et 1987.

Repli en fin de semaine trois l'annonce d'un nouveau scandale

Après semaines de hausse, des ventes beneficiaires se sont pro-duites ces deraiers jours et le marché tokyote a commence à se replier à l'approche du weekend. Le démarrage

avait pourtant été presque fulgu-rant et permit à l'indice Nikkei de repasser, pour la première fois depuis un mois, la barre des 33 000 points. Mais, au fur et à mesure que la semaine s'écoulait. l'évolution des cours s'est faite de façon plus erratique avant de s'infléchir plus franchement à la

baisse. Plusicurs raisons sont à l'origine de ce renversement de tendance. Il y a d'abord eu l'inévitable facteur technique. Mais le rythme des ventes bénéficiaires s'est amplifié après l'annonce d'un nouvel accroissement de la masse moné-taire en juin (+ 12,6 %), la sep-tième consécutive. Cette nouvelle a été d'autant plus mal ressentie que, immédiatement. la Banque du Japon décidait de retirer 1 200 milliards de yens (45,4 mil-liards de francs) du circuit moné-taire. Troisième motif de baisse :

boursier avec deux arrestations à la clé (voir ci-contre).

Tout ceci s'est fait avec des courants d'affaires nettement plus étoffés. Les transactions quotidiennes ont porté en moyenne sur l'échange de 613 millions de titres (contre 419,2 millions précédemment) pour une valeur évainé à 7.2 milliards de dollars contre 5.3 milliards de dollars. Selon les analystes, les investisseurs pour-raient rester l'arme au pied la semaine prochaine, dans l'attente de la publication du dernier chiffre de l'inflation pour le Japon et du PNB américain pour le deuxième trimestre.

Indices du 20 juillet : Nikkei, 32 421,52 (c. 32 644,37); Topix, 2 363,43 (c. 2 369,84).

	Cours (3 juiller	Cour 20 juil
Akai	1 010	1 030
Bridgestone Canon Fuji Bank	1 520 1 880	1 530 1 870
Honda Motors	2 610 1 750	2 550 1 760
Mitsubishi Heavy	2 160 980	2 100
Soay Corp	9 000	8 890 2 760

FRANCFORT

cours d'environ 1 %

+ 1 % Raffermissement

Après un démarrage pénible, le

marché allemand s'est sensible-

ment raffermi cette semaine pour

se rapprocher à la veille du weekend de ses niveaux historiques,

avec une hausse moyenne des

Les investisseurs ont été particu-

lièrement sensibles au succès rem-

porté par le chancelier Kohl lors de

sa visite à Moscou, Mercredi, la

Bourse francfortoise avait même

reagi de façon euphorique en grim-

pant d'un coup de 1,9 % sur des

achats massifs d'investisseurs

nationaux mais également étran-

gers. Elle s'est toutefois un peu

calmé les jours suivants bien que la

baisse des taux d'intérêt sur le

marché des capitaux ait agi de

façon très positive. L'activité a été

très importante, les volumes de transactions sur les huit places ger-

maniques passant de 38.3 à

50,73 milliards de DM.

LONDRES

+ 0,75 % Une avance plus chahutée La hausse des cours s'est pour-

suivie cette semaine à Londres. Mais son évolution à été beaucoup plus erratique et, après s'être d'abord envolé, le marché a fait marche arrière, pour finalement ne progresser que de 0,75 % d'un vendredi à l'autre. Comme les autres places, le London Stock Exchange a été stimulé par la fermeté de Wall Street. Mais l'annonce d'une chute de 2,8 % des ventes au détail en juin, interprétée comme un relâchement des pressions inflationnistes, l'a également dopé. En définitive, les craintes sur la trop grande sermeté de la livre sterling, néfaste à la compétitivité des entreprises à l'étranger, ont repris le pas sur l'optimisme des opérateurs. A la veille du week-end, la Bourse londonienne a fait l'objet d'un attentat à la bombe revendiqué par l'IRA, qui n'a fait que des dégats matériels (voir par attleurs). Indices «FT» du 20 juillet : 100 valeurs, 2 400.1 (c. 2 382,2); 30 valeurs, 1 898.1 (c. 1 880,1); mines d'or, 181,9 (c. 175,7); Fonds d'Etat, non disp. (c. 78,94)

Indices du 20 juillet : DAX. 1 947,43 (c. 1 931,33); Commerz-

	Cours 13 juilles	Cours 20 juillet
Bowater	551	549
BP	335	334
Charter	462	465
Courtaukis	370	375 .
De Boers	12 11/16	12 9/16
Glazo.	856	856
ĠUS	13,50	13,75
ICI	11.70	11,52
Reuters	12.83	12.65
Shell	480	483
Unilever	700	701
Violent	221	747

bank, 2 386,4 (c. 2 363,4).				
	Cours 13 juillet	Court 20 juillet		
AEG BASF Bayer Commerchank Deutschebank Hoechst Kasstadt Mannesman	392 276,50 292 298,20 828,20 274,50 7-12,50 333,50	296.50 284.29 296 301.70 827 280.50 748		

Nouveau scandale boursier à Tokyo

La police japonaise vient d'arrêter M. Mitsuhiro Kotani, un ancien agent de change passé à l'immobilier et proche de l'ancien premier ministre Yasuhiro Nakason, ainsi qu'un Sud-Coréen, M. Shuichi Gon. Les deux hommes sont soupconnés d'avoir manipulé des cours en Bourse sous de fausses identités, en particulier d'avoir poussé à la hausse les actions de la chaîne hôtelière Fuirta Tourist Enterprises et réalisé ainsi des profits illicites, en violation avec la réglementation du marché.

Cette nouvelle affaire survient un an après le scandale Recruit Cosmos dans lequel la personnailité de personnes politiques avait été reconnue. Les autorités boursières nippones envisagent très sérieusement de mettre en place une procédure informatique pour détecter toutes les transactions iméqulières et/ou suspectes. Acruellement, le comptage des ordres passés se fait encore au Kabuto-cho en grande partie à la

V

MATIF Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 20 juillet 1990 Nombre de contrats : 29 194.

COURS	ÉCHÉANCES				
COOKS	Juin 90	Sept. 90	Déc. 90	Mars 91	
Premier	-	_	-	-	
+ hant	-	102.88	102,90	102,90	
+ bas	-	102,68	102,82	102,80	
Dernier		102,84	102,88	102,90	
Compensation	_	102,84	102,90	102.90	

LE VOLU	ME DES T	RANSAC	TIONS (en	milliers d	le francs)
	16 juillet	17 juillet	18 juillet	19 juillet	20 juillet
RM	2 293 794	2 413 857	2 562 550	2 125 347	~
R. et obl. Actions	5 145 173 615 322	4 867 812 119 159	5 933 893 175 351	5 909 727 145 390	-
Total	8 054 289	7 400 828	8 671 794	8 180 464	
INDICES	QUOTID	iens (ins	EE base 100), 29 décemi	bre 1989)
Françaises .	96.3	96.5	97.1	96,8	_

Etrangeres . 97,1 97,5 97,2 96,9 1 SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES (base 100, 31 décembre 1981) Indice gén. 1 534,4 1 538.3 1 537,4 1 537,4 1 536.8 (base 1000, 31 décembre 1987) India: CAC 40 _ 1 2 015,59 | 2 019,50 | 2 029,60 | 2 023,31 | 2 030,60

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

utons en conc

-117

1 2 . . Tan . . .

الماريد المتعارفة

and the second

Ballandar variable of the

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Un élan d'enthousiasme

Ne retenant que les bonnes nouvelles, les opérateurs internationaux ont salué avec enthousiasme les succès remportés à Moscou par le chancelier Kohl. Les cours des obligations libelies en marks ont fortement augmenté ces derniers jours, dans un mouvement déclenché sur le marché à terme de Londres et que, en Allemagne même, on juge exagéré. Les appels à la pondération se multiplient mais, jusqu'à présent, ils n'ont guère trouvé d'écho. Il est à craindre, comme le redordent les safciolistes. comme le redoutent les spécialistes de la Westdeutsche Landesbank, qu'une violente réaction technique succède prochamement à la hausse de la semaine passée.

La réussite de l'euro-emprunt de la banque tchécosiovaque
Obchodni Banka est caractéristique de la situation actuelle et de l'engouement de nombreux investisseurs pour tout ce qui touche à la reconstruction de l'Europe de la reconstruction de l'Europe de l'Est. Les sonscriptions ont été si abondantes que le montant de cette opération a été porté, lundi 16 juillet, de 250 millions à 350 millions de marks. Or, le même jour, le porte-parole de M. Vaclav Havel prédisait au Financial Times la chute prochaine du gouvernement qui venait d'être mis en place à Prague. La révélation au grand jour de sérieuses dissensions entre le président et son gouvernement n'a nullement affecté le placement des titres.

D'une manière générale, l'envolée des cours des obligations en marks & favorisé les compartiments des devises européennes qui offrent des rendements nettement supérieurs à la monnaie allemande. Celui de la lire a été le premier à en profiter. Paribas s'y est présente dès lundi, faisant par le truchement de la Banca nazionale del Layoro la proposition suivante : 130 milliards de lires d'euro-obligations de quatre ans de durée, rémunérées au taux facial de 12,375 %. La banque française entend utiliser les fonds en Italie et conservera done tel quel le produit

de son emprunt. Le compartiment de la pesata a

accueilli son premier emprunt étranger pour le compte d'un débiteur autre qu'une organisation supranarionale. Le royaume du Danemark y a leve pour 10 milliards de pesetas sur cinq ans en offrant une rémunération annuelle de 13,75 %. Mais le Trésor de Copenhague n'ayant pas l'emploi de pesetas, ce n'était en réalité qu'un moyen détourné de se procurer à très bon compte des fonds en deutschemarks qu'il lui faudra rémunérer tous les six mois à un taux inférieur de quelque 0,60 % au Libor. L'opération est placée sous la conduite de Banesto et de la banque espagnole de J.-P. Mor-

Réveil de l'appétit allemand pour l'eurofranc

Autre devise à se mettre en évidence, le franc français a été vivement sollicité. Cinq euro-émissions ont vu le jour dans ce compartiment pour 3,65 milliards de francs au total. Celle dont la réussite est la plus nette a été lancée mercredi matin pour le compte de la Caisse nationale des télécommunications. L'écart entre le rapport qu'on pouvait espérer d'un placement en marks et d'un antre en francs s'était alors tant accru en faveur de la monnaie française (îl est allé jusqu'à 1,18 %) que l'appétit des grands gestionnaires de fonds allemands s'est soudainement réveillé. Lorsque ces investisseurs sont à Pœuvre, ils absorbent des montants très importants. Leur demande s'est ajoutée à celle qui émanait d'autres pays d'Europe et du Japon. Des déclarations de M. Bérégovoy évoquant la perspec-tive d'une baisse du taux d'intérêt en France ont amplifié le mouve-

Trois des émetteurs en eurofrancs de la semaine passée, la SNCF, la Caisse nationale des télécommunications et Eurofima, la Société européenne de financement de matériel ferroviaire, ont pu lever des fonds à long terme à un cout qui, an pied des commissions, est inférieur à 10 % l'an. En fait,

leurs opérations étaient prévues de longue date et ils n'attendaient que cette possibilité pour se présenter. Dans quatre cas, les opérations nouvelles sont des tranches supplémentaires dont les obligations seront assimilables, des la date de règlement, à celles de souches existantes. Les investisseurs institutionnels apprécient vivement ce

procede, qui renforce les chances

de négociabilité des titres sur le second marché. L'opération de la SNCF et celle de la CNT, qui bénéficient de la garantie de la République francaise, sont placées sous la conduite du Crédit commercial de France ; celle d'Eurofima est dirigée par Paribas. Ces mêmes banques ont, chacune, assuré le secrétariat d'une autre euro-émission en francs dont la durée est plus courte et dont le rendement est plus élévé, pour le compte d'Interfinance crédit national (500 millions sur environ trois

ans, l'opération étant confiée à Paribas) et la Compagnie bancaire (400 millions sur environ deux ans, le CCF s'occupant de cette affaire). Ces deux dernières opérations font l'objet de contrats d'échange aux termes desquels les emprunteurs auront à servir un intérêt dont le taux variera en fonction de l'évolution du loyer de l'argent. Quant au compartiment de la

devise européenne, il n'a vu qu'une nouvelle transaction la semaine passée, une belle euro-émission de 126 millions d'écus pour le compte de la SNCF. Les titres qui viendront à échéance en 1999 ont été émis jeudi par le truchement de l'Eurobanque londonienne de la BNP sur la base d'un rendement, au pied des commissions, de 9,86 %. A ce niveau, ils ne rapportaient que 0,08 % de plus que les obligations du Trésor français, qui ont un an de pius à courir. Cela a. cependant suffi à attirer les investisseurs. Le taux d'intérêt facial de 9 % correspond à celui d'une transaction lancée l'année dernière à laquelle la nouvelle tranche viendra se greffer.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

C'est la faute à la peseta!

Ce hei été brûlant ne vaut rien pour le système monétaire européen (SME), qui se trouve soumis à des contraintes assez vives, comme il l'a été souvent dans le passé, mais cette fois-ci avec une nouveauté spectaculaire: ce sont les monnaies réputées faibles - c'est-à-dire la peseta et la lire - qui sont en tête du système et les monnaies réputées fortes – le mark, le florin, le franc français et le franc beige - qui sont en queue. Les données fondamentales ont beau être en faveur de l'Allemagne, des Pays-Bas, de la France et de la Belgique, notamment en ce qui concerne le contrôle de l'inflation,

ce sont l'Espagne et l'Italie, avec des hausses de prix intérienres dépas-sant 6 %, qui tiennent le haut du pavé monétaire. La raison? Tout le monde la comment: des taux d'intérêt très élevés fixés par les banques centrales de ces derniers pays pour compenser soit la carence du pouvoir politique, incapable de réduire le déficit bud-

laxisme du gouvernement, qui a laissé la machine économique s'em-baller, comme en Espagne. Le résultat est que l'argent à court terme vaut 12,5 % à Milan et près de 15 % à Madrid, contre 8 % à Franciort et moins de 10 % à Paris. De quoi faire craquer les trésoriers les moins avertis, puisque les rendements offerts couvrent largement les risques de perte de change, déjà très limités par l'appartenance au système monétaire européen et par la brève durée des placements (un mois à trois mois).

Consequence logique: la peseta vient heurter son cours plafond visà-vis du mark et du franc français, ce qui gêne les banques centrales de France et de RFA. Leurs interventions sur les marchés de changes ne sont pas massives mais le phénomène actuel, l'«effet peseta», limite leur marge de manœuvre dans la conduite de leur politique domestique, comme on a pu le voir cette semaine lorsque la Banque de France n'a pas pu et n'a pas voulu

gétaire, comme en Italie, soit le COURS MOYENS DE CLOTURE DU 16 JUILLET AU 20 JUILLET 1990 (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

IL.	a ugne i	Messe						Lire
,			Franc	Franc	D.mack	Franc beige	Plorin	Matterne
PLACE	Litera	SEU.	tranquis	aniste	60,9384	2,9568	54,1126	0,8832
	3 0175		18,1653	71,1744	60,8088	2	53,9956	9,0536
New-York	1,8135		18,1192	71,7360		16,2713	297,89	4,5798
Made-som	1,8860			391,81	335,46	16,3139	758,80	4,5838
	9,9833	5,589		395,91	335,68		-14 per 1	1.1689
Paris	9,9673	5,519			85,6185	4,1543		
	2,5480	1,405	15,522	-	84,76	4,1200		
Zuzich	2,5176	1,394	15,258		1	4,852		1,365
	2,975	4 6 4 9	0 29,805		+	4,861	88,79	
Franciert -			5 29,791	3 117,96	20,609	4 -	18,300	
Linear			6,143	5 24,0711		- 2	18,266	7 2,809
-	61,332		6.125	24,268	2 28,571	5,464	2 -	1,5374
Brunelies.	0.400	9 33,83			112,61	5,414		1,538
1	3,351	3 L84	-0.00		112,61			
Amaterda	3344	7 1,85			732,48	35,54	4 - 0 10	
1	2179.83	1282	218.35	863,70		35,58		
Minn.	- 2174.42		218,16		20.00	64 4,39		
1	200		27,57	99 195,90	40.00	37 436	29 79,0	976 0,122
Talan	263,85			(36 105,8				CE con
Toloro	266,56	1977			iberbee	20 inille	t: 3,699	6 F, con

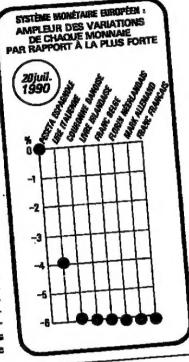
MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 20 juii 3,7392 F le vendredi 13 juillet.

abaisser ses taux directeurs (voir en rubrique Marché monétaire et obli-

Le franc français reste pourtant Le franc français reste pourtant très fort vis-à-vis du mark notamment, qui, à 3,3520 francs, est retombé au-dessous de son cours pivot de 3,3536 francs pour la première fois depuis le 28 octobre 1987, avant de revenir à 3,3570 francs en fin de semaine.

Le franc, qui était passe devant k mark en queue du SME est retombé derrière en fin de semaine. Le doilar, enfin, a encore faibli vis-à-vis du mark, temporairement affecté par les grèves en RDA, tandis que le yen se repliait en raison de l'éclatement d'un nouveau scandale financier au Japon. Un de plus.



nd les memes

MATIÈRES PREMIÈRES

Les non-ferreux agités par les grèves

Traditionnellement calme pendant l'été, le marché des non-ferreux est pourtant en ébullition en ce mois de juillet. Les flambées, puis les baisses de cours se succèdent au rythme accéléré des. conflirs sociaux dans des unités de production de cuivre, de plomb, de zinc ou de nickel. Le marché est d'autant plus attentif à ces événements que, dans l'ensemble, les stocks de métal disponible restent encore à des niveaux très bas.

A tout seigneur tout honneur, le cuivre, métal le plus traité sur le London Metal Exchange (LME), est d'abord remonté à son plus haut niveau depuis deux mois, il y a dix jours, en flirtant avec la barre des 1 600 livres sterling la tonne à trois mois avant de retomber, vendredi, à 1 469 livres. Au départ de la hausse, on retrouve la faible taille des stocks. Début juillet, les réserves de cuivre détenues dans les entrepôts agréés du LME atteignaient moins de 50 000 tonnes et n'avaient jamais été aussi bas dépuis 1988. Cette tension sur le métal disponible, illustrée par un déport (comptant supérieur au terme) sur les cours, était accentuée par les problèmes de certains

	PRODUITS	COURS DU 20-7					
1	Drive h. g. (Lordes) Trois mois	1 469 (- 58) Livres/tonne					
t	Aluminium (Lookes) Trois mois	2 587 (+ 6) Dollars/tonne	١				
t	Nickel (Londres) Trois prois	9 925 (+ 125) Dollarshonne					
-	Secre (Paris)	1 775 (- 95) Francistome 559 (+ 6) Livrestome					
	Café (Losdies) Septembre						
	Cacao (New-York) Septembre	1 242 (+ 7) Dollars/tonne					
	1816 (Caicago) Septembre	380 (- 15) Cents/ocissean	_				
•	Mais (Chicago) Septembre	259 (- 11) Cests/boissean					
÷,	Seja (Oriogo) Apple	171,96 (- 5,8) Dollars/L court					
		Is chiffre entre parenthèses indiqu					

pays miniers. Au Chili (premier producteur mondial de minerai de cuivre), la mine d'El Teniente a été momentanément fermée pour cause d'éboulement. Sur le même continent, au Pérou (sixième producteur mondial), la Fedération des mineurs a menacé de paralyser tout le secteur des non-ferreux du pays. En Afrique, la Zambie (cinquième producteur mondial) connaît aussi de sérieuses difficultés techniques et une forte agita-tion sociale. Malgré les démentis réguliers de la société Zambia Consolidated Copper Mines, il est de notoriété publique dans le monde du cuivre que la production zambienne est affectée par des problèmes d'infrastructure électrique et de transport.

Dans ce contexte, la grève qui a éclaté il y a dix-neuf jours dans le complexe de Ray (110 000 tonnes de cuivre par an), une unité du producteur américain Asarco basée en Arizona, n'a fait qu'accroître la nervosité du marché. D'autant que la semaine dernière, les cours se sont subitement mis à monter après le troisième échec de la privatisation de la compagnie minière mexicaine Cananea. Le producteur allemand Metaligesellschaft s'était pourtant mis sur les rangs. Persuadé d'emporter le contrat, il a commence à vendre sur le terme pour pallier toute baisse de prix. Mais les autorités mexicaines out finalement refusé son offre. Dès lors, la société allemande a dû racheter sa position poussant d'autant les cours à la hausse.

Aujourd'hui, les négociations entre les syndicats et la direction d'Asarco sont sur la bonne voie et le marché du cuivre a donc tendance à baisser. Ce mouvement de yoyo se retrouve également sur les marchés du plomb, du zinc. Ce sont les démèlés du canadien Cominco avec les syndicats qui ont un moment servi de soutien à ces deux métaux. En effet, il y a dix jours, après une rupture des négociations salariales, le producteur nord-américain a du stopper les opérations de fonderie de Trail (Colombie britannique) en raison de l'arrêt de travail des 2 900 employés. Cette unité produit environ 6 % du zinc raffiné du

monde occidental et 2,6 % du plomb. Là encore, un accord salarial, intervenu, vendredi, a contribué à peser sur les cours car il laisse en outre entrevoir la réouverture de la mine de Sullivan (157 000 tonnes de concentré de zinc et 87 400 ronnes de plomb par an) fermée depuis le début de l'année. En revanche, pour le nickel, rien n'est encore réglé en Nouvelle-Calédonie où les installations de la Société Le Nickel sont paralysées par une grève depuis un mois. Les cours font d'ailleurs preuve d'une remarquable sermeté malgré des capital de Ballande que détenait la Compagnie française de l'Asie, filiale d'Indosuez.

> Démission du président du LME. - M. Christopher Green a

> > Le Monde **PUBLICITÉ** FINANCIÈRE Renseignements: 45-55-91-82, peste 4330

ventes spéculatives. La tonne à trois mois a terminé la semaine à 9 950 dollars. Toujours soucieux de leurs approvisionnements, les Japonais ne s'y sont pas trompés, Sumitomo Metal vient de racheter à Indosuez sa participation de 21 % dans Ballande, le deuxième producteur du « caillou ». De son côté, Nomura a acquis les 2 % du

ROBERT RÉGUER

démissionné de ses fonctions de président du London Metal Exchange (LME), le premier marché à terme de non-ferreux du monde. Auparavant M. Green avait quitté la présidence de la avait quitte la presidence de la compagnie Cerro Metals. Or le règlement du LME stipule que son président doit travailler dans une compagnie membre du marché à terme. La présidence du LME sera temporairement assurée par M. John Wolff, I'un des directeurs généraux de la firme Rudoif Wolff.

ondes d'Europe I, M. Pierre B dégageant un gain de pouvoir d'achat de 0,8 % pour le trimestre. Au total, on voy, ministre des finances, déclarer : «La bonne sante de la monnaie nous peul escompter une croissance asses OUVRE des perspectives de balsse des laux d'inières dans les mois qui viensomenue au deuxième semestre de l'année et une poursuite de la désinfla-tion à un rythme lent. nent. Je dis dans les semaines et les mois qui viennent. . Inmédiatement, ils en conclurent qu'une diminution Les tensions inflationnistes des taux directeurs de la Banque de France allait se produire lors de son » A l'étranger, les tensions inflation-» A l'étranger, les lensions injuniorins nistes devraient demeurer sensibles dans la zone OCDE, autour de 4,5 % en 1990-1991, en moyenne annuelle, après 3,3 % en 1988 et 4,3 % en 1989, Ces données, jointes à l'incertitude née adjudication du jeudi 19 juillet. du processus d'unification en Allemagne et à l'existence d'un large

consensus au sein de la Communauté

à maintenir avec la vigilance nécessaire

On ne saurait être plus clair : les

autorités monétaires n'entendent pas

Quant à M. Bérégovoy, s'exprimant

toux d'intérêt à long terme du franc ou

du mark, mais aussi à une reduction

Le ministre, pour qui la bonne santé du franc est la meilleure arme contre

l'inflation, et on le comprend, s'est

donc rendu aux raisons de M. de Larosière, parmi lesquelles il faut citer, en outre, les contraintes du système

en outre, les contraintes intereuropéen, c'est-à dire la nécessité de défendre le franc contre la peseta,

Dans ces conditions, il ne peut être

question d'abaisser les taux d'intérêt

Un autre sujet de préoccupation, et

non le moindre, est bien, comme on

l'a vu, les conséquences de l'union monétaire RFA-RDA et notamment le

dopée par des taux d'intérêt assa

ment à un rapprochement des

le cours de sa politique monétaire.»

abaisser leur garde pour l'instant.

Rien de tout cela ne se produisit. car l'institut d'émission reconduisit son taux de 9,50 % et reprit même aux banques 30 milliards de francs qu'il avait fournis la semaine précédente pour éviter une trop forte tension des taux d'intérêt : les établissements de crédit ayant pris du retard dans la constitution de leurs reserves obligatoires se trouvaient à court, d'où la tension précitée.

Non, la Banque de France n'a pas abaissé ses taux directeurs fixes à

9,50 % et 10,25 % depuis le 27 avril dernier, contrairement à ce qu'espéraient certains opérateurs. Ils avaient

dressé l'oreille lorsque, mardi 17 juil-

12 h 30, ils entendirent, sur les

L'échéance des réserves passée, on revenait à la normale, le loyer de l'argent au jour le jour redescendant de 10,3/8 % à 9 3/4 %-9 7/8 %. La Banque de France pouvait reprendre ses liquidités supplémentaires, ce qu'elle a fait. Le marché fut fort déçu et les cours du MATIF, qui avaient monté sensiblement, passant de 102,40 à 103,16, redégringolèrent à 102,80 en fin de semaine : fin de l'entracte.

A vrai dire, les audacieux spécula-teurs auraient dû se reporter à l'allo-cution de M. de Larosière, gouverneur de la Banque de France, lors de la séance plénière du Conseil national du crédit du mardi 17 juillet. Que disait au cours de la même séance du conseil national du crédit, il annonçait la couleur, celle de ses souhaits: «La stabi-lité de nos taux de change, l'égalisation de nos taux d'inflation conduisent le gouverneur? Il soulignait d'abord que la demande de crédit distribué par les banques (environ 55 % du total) restait soutenue, avec un taux de pro-gression globale de 16,3 % par an à la fin avril 1990 contre 16,4 % en décembre 1989 et que les concours consentis aux sociétés se développaient actuellement à un rythme très rapide proche de 21 %, ce qui tend à montrer procne de 21 %, ce qui tend a montre le qu'au vu des perspectives d'activité le coût du crédit n'est pas, pour les entre-prises, un facteur dissussif. En revanche, concédait-il, le taux de croissance des prêts aux ménages se stabilise autour de 11,5 %, avec une nouvelle décélération des crédits de trésorerie aux particuliers (14,5 % à fin avril contre 16,5 % en décembre

Mais le plus significatif restait à venir : « Outre la progression toujours rapide de financement mis à la disposition de l'économie, l'aisance de trèsorerie des entreprises que traduisent les provintes et le prodi pénulter des tents du enquêtes et le repli régulier des taux du marché monétaire depuis le début de l'année, plusieurs facteurs incitent la

Déception à Paris risque d'un regain d'inflation outretion actuelle de sa politique monétaire.

Rhin. De nombreux analystes, notam-Au premier trimestre, la croissance éco-Au premier trimestre, la croissance eco-nomique s'est, certes, ralentie en France, mais il s'est produit un allége-ment sensible des stocks, tandis que la ment ceux du Credit lyonnais, jugent probable un relèvement des taux direc-probable un relèvement des taux direc-teurs de la Banque fédérale d'Alie-teurs de la Banque fédérale d'Alie-nagne à l'automne prochain. En ce cas, la Banque de France voudrait demande se maintenait à un niveau seriefnieur. De phis le taux des demande se maintenait à un niveau cas, la Banque de France voudrait demande se maintenait à un niveau satisfaisant. De plus, le taux des bien ne pas suivre, ou ne suivre qu'en salaires horaires a progressé de 1,6 %, salaires horaires a progressé de 1,6 %, salaires horaires a progressé de 1,6 %, salaires ment de ses propres taux directeurs dans l'immédiat.

Pour l'instant, tout se passe bien en Allemagne fédérale. La masse monétaire M.3 progresse à un rythme très modéré (environ 4 %). Le rendement des emprunts d'Etat, les Bunds à dix ans, le meilleur des baromètres, a encore fléchi, revenant cette semaine de 8,53 % à 8,45 % environ après avoir touché 8,37 %. En ce moment, toutefois, la Bundesbank a des soucis avec les taux à très court terme, notamment sur le marché interbancaire, qui dépassent 8 %. D'un côté, elle éprouve les pires difficultés pour ajuster ses chiffres, les banques de RDA, peu habituées aux règles d'un marché financier normal, n'étant guère pour reconnaître la nécessité du main-tien d'une politique monétaire anti-infiables dans ce domaine. De l'autre, les banques ouest-allemandes ont tenflationniste, expliquent que, sur les marchés, les taux d'intérêt restent assez dance à recourir davantage aux marchés, les taux d'intérêt restent assez fermes. La Banque de France estime donc que, dans le contexte ainsi rappelé de l'évolution du crédit et des perspec-tives économiques. l'objectif de la stabi-lité du franc, tant sur le plan interne que sur le marché des changes, l'amène à mai tem accen la vioitance nécessaire avances à court terme de la Banque centrale au taux du Lombard (8 %), de préférence aux ressources à moyen et à iong terme dont le coût pourrait

encore diminuer. A Francfort, on reparte de la création d'un « super-Lombard » à taux plus élevé destiné à décourager les candidats sans pour autant donner l'impression de relever véritablement les taux directeurs de la Banque fédérale.

A Paris, les rendements des emprunts du Trésor (OAT à dix ans) ont suivi, dans leur baisse, ceux des Bunds allemands mais dans une moindre mesure, revenant de 9,69 % à 9,50 % puis à 9,54 % en fin de semaine. Le loyer de l'argent au jour le jour est retombé - comme prévu -au-dessous de 10 % après la fin de la de l'écart constaté sur les postes à court terme [NDLR : deux points]. J'ai période de reconstitution des réserves terme [NDLK: deux points]. J'ai conscience que cela demande un peu plus de temps, mais j'ai la volonté d'y parvenir. Nous devons tous souhaiter, des deux côtés de l'Atlantique, une décrue des taux d'Intérêt bénéfique à l'économie mondiale.»

de banque. Sur le marché obligataire, la bouffée fugitive de hausse du MATIF a counté cher aux banques qui faisaient partie des syndicats de placement des deux emprunts lancès cette semaine. Pour se couvrir, elles avaient vendu à terme leurs parts des emprunts en question et ont vu les cours monter dernière, ce qui n'est pas très bon pour leurs comptes d'exploitation. De ces deux emprunts, l'un, de 1 milliard de francs pour le compte d'EDF à 9,95 % de rendement réel et 11 ans et 303 jours, a été bien accueilli en raison de sa rémunération satisfaisante; cela n'a pas été le cas pour cehni de la Caisse centrale de coopération économique, de même montant, mais à 9,82 % à 13 ans, malgré la garantie de l'Etat.

FRANÇOIS RENARD

مكذا من الاصل

La mort du cinéaste soviétique Sergueï Paradjanov

Un artiste maudit

Le cinéaste soviétique d'origine arménienne Serguei Paradjanov est mort vendredi 20 juillet à Erevan. Il était âgé de soixante-six ans.

Cinéaste génial. Ainsi le qualifièrent les Occidentaux pour qui Serguei Paradianov incarna pendant les années 60 l'espoir du renouveau du film soviétique, accueillant en 1965 son chef-d'œuvre, les Chevaux de feu, avec enthousiasme. Ex-cinéaste. Ainsi l'appelèrent les autorités soviétiques après la sortie de Sayat Nova (la Couleur de la grenade) en 1969. Censuré, emprisonné pendant quatre années, accusé de «trafic d'icones et d'objets d'art, de trafic de devises, d'homosexualité, de propagation de maladies vénériennes», libéré le 31 décembre 1977 grace à l'intervention d'Aragon, arrêté de nouveau en février 1982. libéré quelques mois plus tard, Parajdanov devra attendre la perestrolka pour tourner un nouveau film en

LESSENTIEL

Débats

La camisole gériatique, par Robert Chamballon. Ordre : On prend les mêmes..., par le professeur Michel Debout. Moutons en concert, par Robert J.-Dona-

ÉTRANGER

La stratégie de l'IRA Une campagne d'attentats « Faux » immigrants juits Israel veut contrôler les réfugiés

POLITIQUE

L'affaire de Port-Fréius Un port de plaisance très

SOCIÉTÉ

Budget militaire Une réduction de 5,6 milliards de

Tour de France aérien Un vivier de jeunes pilotes 8 Le Tour de France Un contre-la-montre décisif..... 8

Trafic d'armes libanaises Trate a armes armes ar juge Trois policiers présentés au juge 8

COMMUNICATION

Polémiques à Voici La clause de conscience et la protection des journalistes........... 8

CULTURE

Utopies en Avignon Danses tibétaines, Heiner Mulier, les Chaises, de lonesco 9

RÉGIONS

 L'autoroute reliant l'A 6 et · Troyes joue le style Cam-

ÉCONOMIE

M. Rocard au Japon La fermeté du premier ministre 13 Echanges Est-Ouest Des progrès rapides 13 Le financement de l'Airbus

La polémique avec les Etats-Unis

Revue des valeurs...... Crédits, changes,

grands marchés...

Services

Météorologie Mots croisés.... Radio-Télévision

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 21 juillet 1990 été tiré à 487 187 exemplaires.

1984, la Lègende de la forteresse de Souram, après quinze ans de silence, puis en 1988, Achik Kerib (le Troubadour Kerib), d'après un poème de Ler-

« Je suis le seul cinéaste soviétique qui a été emprisonné sous Staline, sous Brejney, sous Andropov v. disait-il (le Monde du 12 novembre 1988). Ces années de détention - pendant lesquelles il écrit une centaine de nouvelles, peint quelquehuit cents tableaux, - ne gâtent en rien son caractère de provocateur-né. Cet ogre truculent à la barbe blanche ne cesse de chanter la richesse culturelle et spirituelle de son peuple arménien et des autres communautés opprimées. Bien loin des techniques classiques du cinéma - ni narration, ni contrechamps, ni raccords, - son cinéma est une métaphore, un poème, une étrange sarabande de mort, de couleurs, un tourbillon sur les sentiments humains : le surréalisme d'un artiste revendiquant farouchement la liberté créatrice comme un outil essentiel de

Né le 9 janvier 1924 à Tbilissi, et Géorgie, de parents arméniens, Sergueï Paradjanov, de son vrai nom Sarkis Paradjanian, étudie le chant au Conservatoire de musique de Tbilissi de 1942 à 1945. En 1946, il entre à l'Institut cinématographique d'Etat et obtient son diplôme de réalisateur en 1952. De 1954 à 1964, il travaille aux Studios Dovjenko, à Kiev. Premier gars (1958) et Rhapsodie ukrainienne (1961) précèdent les Chevaux de feu. transposition dans les Carpates de l'histoire de Roméo et Juliette, qui naux, dont celui de la meilleure mise en scène du Festival de Mar-del-Plata, en Argentine (1965).

Sayat Nova, qui retrace la vie du monde arménien du dix-huitième siècie et l'épopée du poète Sayat Nova, est retiré de l'affiche dès sa sortie en Union soviétique, puis remanié et amputé de plusieurs scènes.

Serguel Paradjanov est également l'auteur de multiples courts-métrages dont le Signe du temps, petit film de sept minutes tourné après sa libération, en 1977, et projeté à Cannes et à Paris. En juin 1989, alors qu'il vient de commencer le tournage de Confession, il est victime d'une crise cardiaque. Il rêve pourtant de tourner encore quelques films parmi les vingt-trois scénarios qui dorment dans les armoires de son appartement de Tbi-lissi une caverne d'Ali Baba où il a entassé des trésors, tout un bric-à-brac hétéroclite de poupées, de chapeaux, de collage - qu'amis et touristes emplissent du matin au soir. Vingttrois scénarios qu'il révait de réaliser avec des budgets internationaux, his-toire de montrer qu'il n'était pas simplement un cinéaste des bouts de ticelles « Je n'aurai pas le temps de les tourner, disait-il. Cela ne fait rien. Nous emportons dans la mort une part de nous-même qui se transforme en

En mai dernier, Paradjanov, qui souhaitait être soigné en France, avait été admis à l'hôpital Saint-Louis de Paris. Son état s'étant brusquement aggravé il y a une dizaine de jours, le cinéaste avait souhaité retourner en Arménie. Il s'est envolé mercredi dernier pour s'éteindre auprès des siens.

ÉTATS-UNIS : rebondissement dans le procès de « l'Irangate »

La condamnation d'Oliver North annulée en appel

WASHINGTON

de notre correspondant

La justice en aura-t-elle jamais fini avec Oliver North, ou bien, la lassitude générale aidant, le héros de I'a Irangate » finira-t-il par triompher à l'usure du procureur attaché à ses basques? En avril 1989, au terme de près de trois ans de procédure, l'ancien lieutenant-colonel des marines avait été jugé coupable de trois «crimes», et en premier lieu la destruction de documents officiels. Vendredi 20 juillet, une cour d'appel de Washington a rejeté ce chef d'inculpation, estimant que le juge Gesell, qui menait le procès, avait donné aux jurés des instructions «incorrectes».

De plus, la cour d'appel jette le doute sur les deux autres condamnations - acceptation d'un «don» illégal (en l'occurrence un dispositif de sécurité autour de sa maison), et « obstruction au Congrès», - parce qu'il n'a pas été clairement établi pendant le procès que les jures n'avaient en rien été influencés par le témoignage donné par le lieutenant-colonel, lors des fameuses auditions télévisées devant le Congrès. Témoignage pour lequel Oliver North avait reçu une

Déjà le premier verdict, qui écartait les principaux chefs d'accusation mis en avant par le procureur, avait été une «demi-victoire» pour l'homme qui, sans consulter le président Rea-gan, avait utilisé l'argent des ventes secrètes d'armes à l'Iran pour financer l'aide aux rebelles « Contras » du Nicaragua. Mais la décision d'appel

d'Oliver North, puisque la cour demande en fait que, pour les deux chefs d'inculpation qu'elle n'a pas définitivement écartés, on reparte à peu près de zéro, en s'assurant, de la manière la plus méticuleuse possible que chacun des jurés ignorait tout des propos tenus par le lieutenant-colonel lors des auditions devant le Congrès.

Ce serait relancer pour très longtemps une procédure qui a déjà épuisé depuis belle lurette l'intérêt du public, et dont l'impact politique est à peu près totalement émoussé. Le procureur indépendant, Laurence Walsh, qui a déjà remué des montagnes de papier et utilisé des millions de dollars d'argent public pour étayer ces accusations, s'avouera-t-il cette fois battu? Il peut lui-même faire appel ou, recommencer le procès.

Mais quelle que soit sa décision, Oliver North s'est décidément révélé un adversaire bien coriace. Et un adversaire qui a désormais une corde de plus à son arc. Le chef d'inculpation écarté par la cour d'appel était celui qui le privait du droit de postuler à une quelconque fonction élective - un droit qu'il retrouve aujourd'hui, et dont il pourrait faire un jour bon usage: l'homme reste populaire, même si le cercle de ses admirateurs s'est réduit. Un autre homme, l'amiral Poindexter, supérieur direct d'Oliver North au moment du scandale, et qui lui a été condamné à six mois de prison ferme, a désormais de bonnes raisons d'espérer. Son procès en appet devrait, si une certaine logique est respectée, lui être également favora-

JAN KRAUZE

CARTES POSTALES

Contre-la-montre japonais

Le peloton s'est formé aux petites heures dans les salons de l'hotel Nikko, à Paris, point de ralliement des assaillants quotidiens des châteaux de la

Appareil photo dans une main, manette de l'air condi-tionné dans l'autre, ils se sont installés dans le car pour ce contre-la-montre par équipe d'un genre particulier. Les petites boîtes noires ne som pas restées longtemps au repos. Dès les embouteillages terminés, du côté de Dourdan, quand la campagne a pris le dessus, ils ont commence à mitrailler les champs de tourne-

Le car a franchi la Loire à Beaugency, sur le pont de pierre construit par le diable – à l'époque où le diable trait ingénieur en travaux públics, - qui, dit-on, offrit l'ouvrage aux populations en échange de la première âme qui s'y aventurerait. Mais le maire de l'époque eut l'idée d'y pousser un chat, et le Malin s'en fut dépité.

Tout d'un coup, comme un rideau de scène, les arbres se sont écartés pour laisser. paraître Chambord. Le peloton est alors levé comme un seul

homme, redoutant sans doute que le rideau ne retombe. Le groupe a doublé des coureurs de châteaux ettardés aux caisses, sprinté dans les chambres royales, entrepris l'ascen-

sion des terresses avant de

politer quelques instants de

musique baroque. M. Tomoji, un viell architecte coiffé d'un béret et accompagné de sa fille, a alors pu griffonner à la hâte dans un cahler la silhouette de l'édifice qui germa, peut-être, dans l'esprit de Léonard de Vinci.

Chambord ainsi franchi en une heure vingt-cinq, le car a raienti devant la cfolie » de Madame de Pompadour à Ménars, les tours de Chaumont et d'Amboise, et le château pointu de la pagoda de Chante-

Dès 13 h 10, il est passé sous la banderole de Chenonceaux, sorte de ruche, même si ies ruelles du village semblent bien désertes. Entre les pots de géraniums, les chats sommolent sous les fenêtres. Frémissants d'abeilles, la vigne vierge enveloppe les façades. Domaine privé, le château - le plus fréquenté du Val-de Loire avec neuf cent mile visiteurs - pos-sède son parking, ses bouti-ques, et même un self-service qui, su dire de certains, ne laisse que des mietres au vil-

16 h 10. Le guide de cette visite au forceps compte et recompte, une dernière fois. ses passagers avant l'autoroute du retour. Il n'y aura eu ni échappée, ni abandon, ni perte. dans les douves

RÉGIS GUYOTAT

Une démission lourde de conséquences

Le juge libéral William Brennan se retire de la Cour suprême

Le juge William Brennan, qua-tre-vingt-quatre ans, chef de file libéral à la Cour suprême des Etats-Unis pendant plus de trente ans, a démissionné vendredi 20 juillet. Son départ va sans doute donner plus de poids encore à ses collègues conservateurs pour des dossiers aussi sujets à controverse que le droit à l'avortement ou la discrimination raciale.

Il donne également au président Bush l'occasion de nommer pour la première fois un des neuf membres désignés à vie de cette Cour, véritable baromètre idéologique du pays où les juges conservateurs disposent déjà d'une majorité de cinq contre quatre.

Dans les heures qui ont suivi l'annonce du départ à la retraite de M. Brennan, le président Bush, engagé dans une épreuve de force avec le Congrès sur le problème des quotas raciaux à l'embauche, a déclaré qu'il était en faveur de la nomination d'un « strict exègète » des droits civiques et constitutionnels. Un tel choix pourrait aboutir à former la Cour suprême la plus conservatrice depuis plus de cinquante ans, suscitant du même B. M. Joup un débat houleux entre la

Maison blanche républicaine et le Sénat dominé par les démocrates, à qui revient la décision d'approuver ou non le choix présidentiel

Déjà, le prédécesseur de M. George Bush, M. Ronald Reagan, avait dû batailler ferme et s'était vu en 1988 refuser l'un de ses candidats, M. Robert Bork, jugé par trop conservateur tant par la classe religious que can l'annual. la classe politique que par l'ensemble de l'opinion. Grace à plusieurs autres nominations, M. Reagan n'en avait pas moins réussi à infléchir en un sens plus restrictif certaines décisions de la Cour suprême, notamment sur le droit à l'avortement, tandis que la police se voyait dotée de pouvoirs plus

Au contraire, M. Brennan avait joué un rôle-clé dans la majorité libérale qui officiait à la Cour suprême dans les années 50 et 60, en influant sur des décisions qui ont étendu les droits civiques et constitutionnels des Américains. M. Brennan avait en particulier été un fervent avocat de l'abolition de la peine de mort et s'était battupour l'application stricte de la législation contre la ségrégation raciale dans les écoles. - (AFP, Reuter.

Après l'arrêt de travail des personnels au soi et des pilotes Nouvelles menaces de grève à Air Inter

Les syndicats CGT et SNPIT cinq ans. L'USPNT est un syndicat (autonome) des personnels au sol d'Air inter out déposé un nouveau préavis de grève pour le vendredi 27 et le samedi 28 juillet autonome qui n'existe qu'à Air Inter. Il regroupe les navigants qui se sont battus en vain contre le pilotage à deux des Airbus A-320 Comme lors des arrêts de travail et qui out jure la perte de du 20 et du 21, ces syndicats s'ap-puient sur la forte croissance du M. Pierre Eelsen, le président de la compagnie intérieure. Un tel mot trafic (50 % en cinq ans) et profi-tent de la période estivale pour tenter d'obtenir de la direction des

augmentations salariales. Leur mouvement n'aurait pas eu beaucoup de conséquences sur le trafic, le 20 et le 21 juillet, si les pilotes et les mécaniciens adhérants à l'Union syndicale des personnels navigants techniques (USPNT) n'avaient décidé une grève surprise pour attirer l'attention de la direction sur une perte de pouvoir d'achat de 20 % en

Scattle (Etats-Unis). Il detenzit le

précédent record depuis le 20 août

1989 en 2 min 12 s 89.

effectifs supplémentaires et des

d'ordre parmi les pilotes qui figurent parmi les mieux payés au monde ne pent s'expliquer que par des motifs étrangers à la cause invoquée.: fois, à leurs camarades au sol, on reviendraît à la situation constatée

□ NATATION : record du monde da 200 mètres brasse. - L'Améri-cain Mike Barrowman a établi un nouveau record du monde masculin du 200 mètres brasse en 2 min 11 s 53, vendredi 20 juillet, lors de la première journée des épreuves de natation des Goodwill Games, à

Si l'USPNT devait, la semaine prochaine, se joindre, une nouvelle le 20 juillet, c'est-à-dire à une annulation de 25 % des vols, bien que, selon la direction; 15 % du personnel seulement aient cessé le

Miller & M

D- AUTOMORILISME : eption pour Alesi chez Fertari. - Selon la Gazzetta dello sport, le pilote français de F I Jean Alesi aurait signé une « lettre d'intention » pour son passage chez Ferrari en 1991, où il succéderait au Britannique Nigel Manseil, Ce transfert dépend de la décision de la Haute Cour de Londres qui doit statuer sur le contrat qui lie encore le pilote à Tyrrell.

Face à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée

Les fédérations de la chimie et du bâtiment signent des contrats d'études prévisionnelles en matière d'emploi

Coup sur coup, deux grandes fédérations patronales viennent de décider de s'engager dans ce que M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, appelle la modernisation négociée. L'Union des industries chimiques (UIC) a signé le 19 juillet un contrat de plan d'études prévisionnelles avec les pouvoirs publics, d'un montant de 2,1 millions de francs, financé à 50 % par l'Etat. La veille, le 18 juillet, la Federation du bâtiment (FNB) avait annoncé son intention d'en faire de même, en septembre, pour un montant

global de 3 millions de francs. Dans les deux cas, l'objectif est identique. Il s'agit de déterminer, avec l'aide d'experts extérieurs, quels sont les besoins en emplois des entreprises d'un secteur donné, quelles sont les évolutions prévisibles des métiers, les qualifications d'avenir et, par voie de conséquence, queiles devront être les actions de formation pour adapter la main-d'œuvre. Découvrant la pénurie de personnel qualifié, les

branches professionnelles essaient de trouver des solutions avec l'aide de l'Etat et, c'est la condition de l'aide, dans le cadre d'une concertation avec les partenaires sociaux.

Dans la chimie, les effectifs ont diminué de plus de 10 % en dix ans, puis se sont stabilisés et ont même connu une légère croissance en 1989. Dans le même temps, la proportion de cadres, de techniciens et d'agents de maîtrise à augmenté d'un tiers. Le contrat d'études prévisionnelles permettra d'établir les priorités pour 145 000 salariés. L'étude va durer dix-huit mois. Dans le bâtiment, le dispositif précisera les conditions d'une mutation qui se traduit, pour l'heure, par un déficit en maind'œuvre qualifiée dans un secteur qui emploie 950 000 salariés. En dix ans, la proportion de cadres est passée de 5 à 7 %, celle des agents de maîtrise de 11 à 13 %, et celle des chefs d'équipe et ouvriers hau-

tement qualifiés de 19 à 28 %.

EN BREF

SALVADOR : onverture de nouveaux pourpariers à San José entre le gouvernement et la guérilla. -Sous la menace d'une nouvelle offensive générale de la guérilla, et en présence d'un « médiateur » des Nations unies, de nouveaux pourparlers se sont engagés vendredi 20 juillet, à San José entre le gou-vernement et les insurgés du Salvador. De l'issue de la réuniba devrait dépendre le lancement ou non d'une offensive militaire de la guérilla, a-t-on indiqué auprès du mouvement insurrectionnel.

" VENEZUELA: manifestations d'étudiants à Maracaïbo. - Des dizaines d'étudiants ont affronté la police pendant plusieurs heures vendredi 20 juillet, à Maracaibo (600 km à l'ouest de Caraças), au quatrième jour de manifestations contre la hausse de 40 % des tarifs des transports, a rapporté l'agence de presse locale Innac. - (AFP.)

Trianou Palace de Versuilles. - Le groupe japonais MDI Corporation a acheté 49 % du capital de l'hôtel Trianon Palace de Versailles où fut négocié le traité mettant sin à la première guerre mondiale. M. Olivier Giscard d'Estaing, frère de l'ancien président de la République, demeurera président de la société gestionnaire de l'établisse-A. Le. | ment qui devrait être rénové.

LE MONDE Juillet 1990 diplomatique

• DU RIDEAU DE FER AU MUR D'ARGENT -Les doux Allemagnes viennent à poine de réaliser leur union économique es monétaire, l'exphorie règne dans les milieux politiques et financiers ouest-allemands. Pourtant c'est dans la hâte et l'incertitude que se joue la stabilité du continent, d'Ovest en Est. Or, écrit Claude Julien, . la démocratie curopécone n'a ancune raison de s'incliner devant le gérant du fotor supermarché suropéan ».

• ÉLECTROCHOC ALLEMAND POUR UNE EUROPE EN GÉSINE - Comment la détermination du chancelier Kohl est en train de bouleverser le cours de la construction européenne : Bernard Cassen jauge les conséquences d'une politique qui fait deux poids deux mesures selon qu'il s'agit de l'Allemagne ou de l'Europe des Douze.

Également au sommaire :

- L'EXTRÊME DROITE SUR LES RUINES D'UNE GAUCHE SANS PROJET, per Christian de Bric.
- DANS LA PRESSE FRANÇAISE : LA « MARÉE » VERTE » DE L'ISLAMISME ALGERIEN, par Ignacio

En vente chez votre marchand de journaux